

Commune de **Braine**

Plan Local d'Urbanisme



Diagnostic territorial et Etat Initial de l'Environnement



Etude réalisée par :



environnement Conseil
Urbanisme Environnement Communication

agence Nord
ZAC du Chevalement
5 rue des Molettes
59286 Roost-Warendin
Tél. 03 27 97 36 39

agence Est (siège social)
Espace Sainte-Croix
6 place Sainte-Croix
51000 Châlons-en-Champagne
Tél. 03 26 64 05 01

agence Ouest
Parc d'Activités Le Long Buisson
380 rue Clément Ader - Bât. 1
27930 Le Vieil-Evreux
Tél. 02 32 32 53 28

agence Val-de-Loire
19 rue de Molière
49400 Saumur
Tél. 06 31 97 09 13



www.auddice.com

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE :	7
LE DIAGNOSTIC SOCIO-ECONOMIQUE	7
1. ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET POSITIONNEMENT TERRITORIAL	9
1.1. Une position de relais entre les différentes villes alentours	9
1.2. Un tissu intercommunal stable et bien intégré	10
1.3. Des documents cadre à prendre en compte	11
2. DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUE	15
2.1. Une progression irrégulière mais générale de la population	15
2.2. Un solde migratoire positif qui compense un solde naturel négatif depuis les années 1990	16
2.3. Un vieillissement général de la population	18
2.4. Des ménages plus petits, plus nombreux et vieillissants	20
3. LE PARC DE LOGEMENTS : UN MARCHE DE L'IMMOBILIER RELATIVEMENT DYNAMIQUE MAIS ENCORE PEU ADAPTE	25
3.1. Une croissance soutenue du nombre de logements depuis les années 1970	25
3.2. Une très large majorité de résidences principales	26
3.3. Un parc de logements relativement ancien mais une renouvellement important de la population depuis 1999	29
3.4. Une majorité de propriétaires, mais une offre locative non négligeable	32
4. UN POLE ECONOMIQUE A L'ECHELLE DE L'INTERCOMMUNALITE	34
4.1. Un territoire pourvoyeur d'emplois	34
4.2. Les activités d'un bourg relais	36
5. UNE POPULATION ACTIVE BENEFICIANT DES FILIERES LOCALES	42
5.1. Une augmentation de la population active et des retraités	42
5.2. Des employés et des ouvriers représentant la grande majorité des actifs	45
5.3. Des déplacements domicile-travail restreints ou tournés vers Reims	46
6. TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS	49
6.1. Un territoire bien desservi par le réseau routier	49
6.2. Les contraintes liées aux voies de communication	49
6.3. Les plans d'alignement	49
6.4. Une circulation apaisée depuis la mise en place du contournement sud	49
7. LES RESSOURCES NATURELLES ET LES RESEAUX	52
7.1. L'eau et l'assainissement	52
7.2. La défense incendie	52
7.3. Les énergies	54
7.4. Une gestion des déchets intercommunale	55
DEUXIÈME PARTIE : ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	57
1. LE MILIEU PHYSIQUE	59
1.1. La topographie	59
1.2. La géologie	60
1.3. L'hydrologie : la Vesle	61
1.4. Les zones humides dans la vallée de la Vesle	62
1.5. Gestion des risques	65
1.6. Des aléas identifiés	68

2.	LE PATRIMOINE NATUREL A PRENDRE EN COMPTE	72
2.1.	Une occupation du sol structurée par le relief et la géologie	72
2.2.	Les grands écosystèmes du territoire.....	74
2.3.	Les espaces naturels protégés	76
2.4.	Les connaissances et inventaires scientifiques.....	76
2.5.	La Trame Verte et Bleue	79
3.	LES COMPOSANTES HUMAINES ET CULTURELLES DU TERRITOIRE.....	81
3.1.	Un paysage de fond de vallée.....	81
3.2.	Un tissu bâti de maisons de ville et de pavillons	86
3.3.	–Un patrimoine historique à préserver	88

Avant propos

Par délibération en date du 17 octobre 2014 la commune de Braine a décidé de prescrire l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme (PLU). Cette délibération annule et remplace la délibération du conseil municipal du 25 février 2010 sur l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

La **loi SRU, du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbain** traduit la volonté de promouvoir un développement des aires urbaines plus cohérent, plus durable et plus solidaire. Pour répondre à cet objectif, la loi apporte dans les domaines de l'urbanisme, de l'habitat et des déplacements, des réformes profondes.

Elle instaure notamment les Plans Locaux d'Urbanisme, qui succèdent aux Plans d'Occupation des Sols.

Le contenu des PLU a été modifié par la **loi Urbanisme et Habitat, du 2 juillet 2003**, qui vise à simplifier et à clarifier certaines dispositions prises dans le cadre de la loi SRU.

La **loi portant engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010** et la **loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010** font encore évoluer le contenu et les attentes des PLU.

Enfin, la **loi ALUR relative à l'accès au logement et un urbanisme rénové adoptée le 24 mars 2014** procède dernièrement à de nouveaux ajustements en matière d'attente pour les documents d'urbanisme.

Pour comprendre les attentes du PLU, il est à préciser les articles suivants :

Article L.110 du code de l'urbanisme

« Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences. Afin d'aménager le cadre de vie, d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources, de gérer le sol de façon économe, de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de réduire les consommations d'énergie, d'économiser les ressources fossiles d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la biodiversité notamment par la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques, ainsi que la sécurité et la salubrité publiques et de promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales et de rationaliser la demande de déplacements, les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace. Leur action en matière d'urbanisme contribue à la lutte contre le changement climatique et à l'adaptation à ce changement. »

Article L. 121-1 du code de l'urbanisme modifié par la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 - art. 132 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

« Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable :

1° L'équilibre entre :

a) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;

b) L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;

c) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;

d) Les besoins en matière de mobilité.

1° bis La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

2° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en

particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

3° La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature. »

Article L. 123-1 modifié par la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 - art. 132 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

« 1.-Le plan local d'urbanisme respecte les principes énoncés aux articles L. 110 et L. 121-1. Il comprend un rapport de présentation, un projet d'aménagement et de développement durables, des orientations d'aménagement et de programmation, un règlement et des annexes. Lorsque le plan local d'urbanisme tient lieu de programme local de l'habitat ou de plan de déplacements urbains, il comprend également un programme d'orientations et d'actions. Chacun de ces éléments peut comprendre un ou plusieurs documents graphiques (...) »

Le dossier de PLU se compose donc de plusieurs documents :

- le rapport de présentation,
- le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),
- les Orientations d'Aménagement et de Programmation,
- le règlement et ses documents graphiques,
- les annexes sanitaires,
- les servitudes d'utilité publique (plans, liste).

Il convient de préciser que, depuis la loi UH, seuls, le règlement et ses documents graphiques restent opposables aux autorisations d'occupation du sol.

Historique du POS/PLU de Braine

La commune de Braine a approuvé son Plan d'Occupation des Sols (POS) le 5 août 1976.

Depuis, le POS a fait l'objet de plusieurs évolutions :

- La première a été approuvée par arrêté préfectoral le 23 juin 1983 ;
- En 1986, il fait l'objet d'une modification (24 juin 1986) ;
- Une deuxième mise en révision avait été prescrite le 19 février 1986. Dans le cadre de cette révision, une décision d'application anticipée avait été prise le 10 janvier 1989 ;
- Par délibération en date du 5 décembre 1996, la procédure de révision est relancée. Le dossier a été approuvé le 29 mai 2000 ;
- En 2008 et 2014, il a fait l'objet de modifications.

PREMIERE PARTIE : LE DIAGNOSTIC SOCIO-ECONOMIQUE

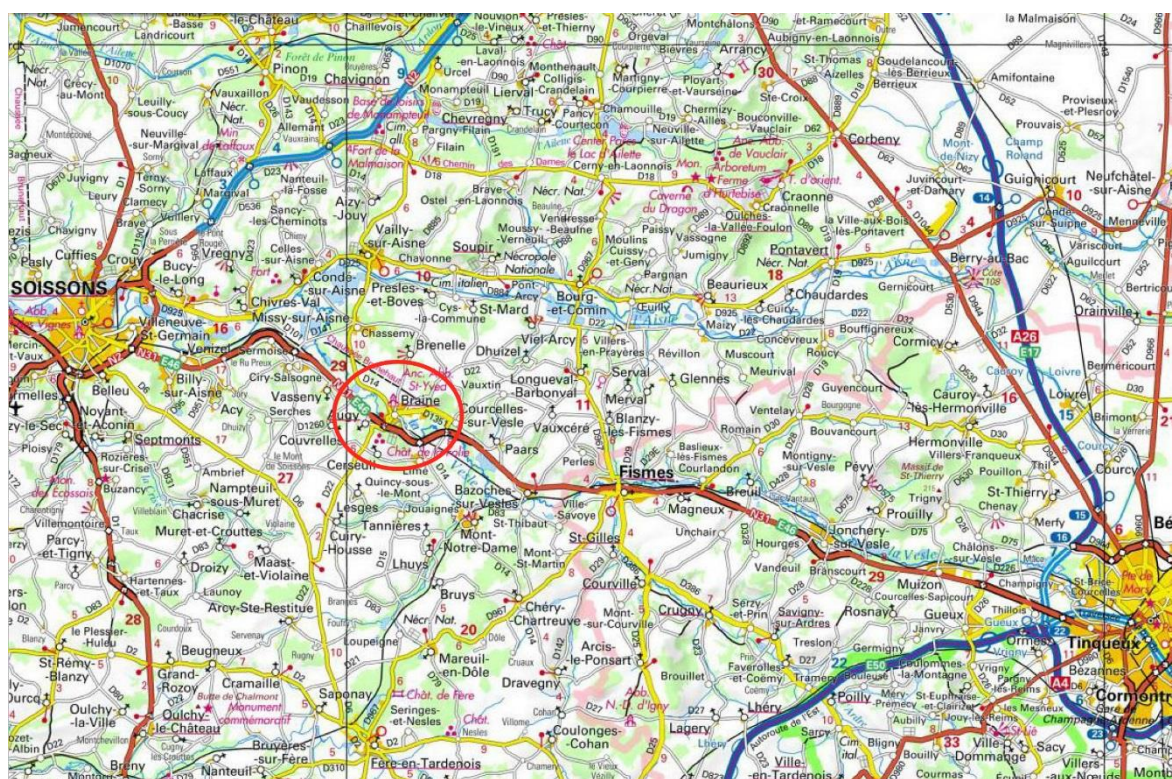
1. Organisation administrative et positionnement territorial

1.1. Une position de relais entre les différentes villes alentours

D'une superficie de **1160 hectares**, la commune de Braine est une ville localisée en région Nord-pas-de-Calais-Picardie, au sud-est du département de l'Aisne. Elle appartient au canton de Fère-en-Tardenois et à l'arrondissement de Soissons, deuxième ville du département, dont elle est distante d'environ 18 kilomètres.

La commune se localise à 40 kilomètres de Reims, 35 kilomètres de Laon et 50 kilomètres de Château-Thierry. Elle bénéficie donc à la fois d'une position relativement centrale et éloignée de ces 3 villes principales de la région.

Son territoire est traversé par la **route nationale 31** qui contourne la zone urbaine et relie localement Soissons à l'Ouest à Reims à l'Est, la D22 et la D14 qui constituent un axe nord-sud



La commune est située à une trentaine de kilomètres des échangeurs autoroutiers les plus proches mais reste tout de même à moins de 2h de route de Paris, Troyes ou Lille

Le banc communal est limitrophe des communes axonaises d'Augy, Cerseuil, Limé, Courcelles-sur-Vesle, Brenelle, Chassemy et Vasseny.

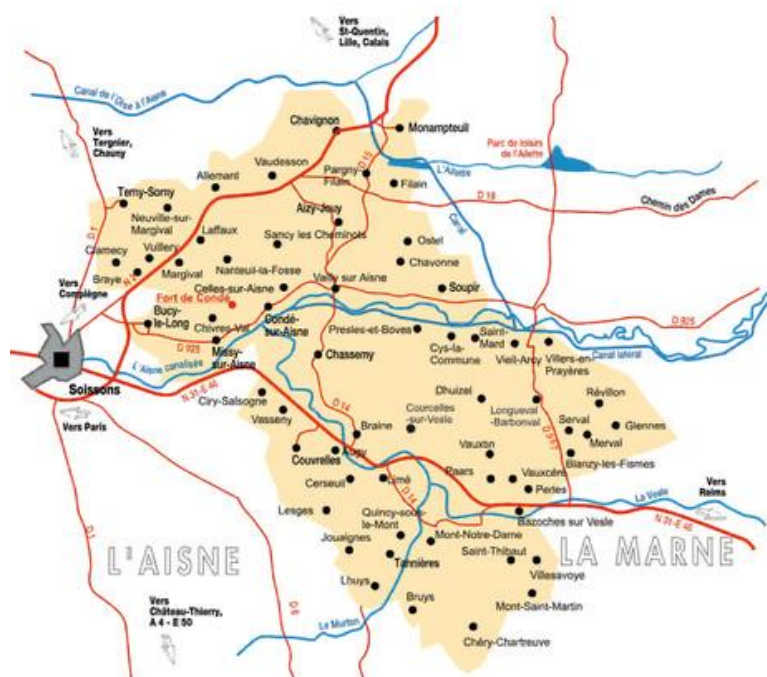
1.2. Un tissu intercommunal stable et bien intégré

1.2.1. La Communauté de Communes du Val de l'Aisne

Braine fait partie de la Communauté de Communes du Val de l'Aisne, créée en 1994 et qui compte 20 210 habitants au recensement de 2011.

La Communauté de commune du Val de l'Aisne compte 64 communes :

- | | | |
|------------------------|-------------------------|-----------------------|
| - Aizy-Jouy | - Cys-la-Commune | - Pont-Arcy |
| - Allemant | - Dhuizel | - Presles-et-Boves |
| - Augy | - Filain | - Quincy-sous-le-Mont |
| - Bazoches-sur-Vesles | - Glennes | - Révillon |
| - Blanzzy-lès-Fismes | - Jouaignes | - Saint-Mard |
| - Braine | - Laffaux | - Saint-Thibaut |
| - Braye | - Lesges | - Sancy-les-Cheminots |
| - Brenelle | - Lhuys | - Serval |
| - Bruys | - Limé | - Soupir |
| - Bucy-le-Long | - Longueval-Barbonval | - Tannières |
| - Celles-sur-Aisne | - Margival | - Terny-Sorny |
| - Cerseuil | - Merval | - Vailly-sur-Aisne |
| - Chasemy | - Missy-sur-Aisne | - Vasseny |
| - Chavignon | - Monampteuil | - Vaudesson |
| - Chavonne | - Mont-Notre-Dame | - Vauxcéré |
| - Chéry-Chartreuve | - Mont-Saint-Martin | - Vauxtin |
| - Chivres-Val | - Nanteuil-la-Fosse | - Viel-Arcy |
| - Ciry-Salsogne | - Neuville-sur-Margival | - Villers-en-Prayères |
| - Clamecy | - Ostel | - Ville-Savoie |
| - Condé-sur-Aisne | - Paars | - Vuillery |
| - Courcelles-sur-Vesle | - Pargny-Filain | |
| - Couvrelles | - Perles | |



périmètre de la CC Val de l'Aisne au 1^{er} janvier 2015

(source : cc-valdeaisne.jimdo.com)

Les compétences de la CC Val de l'Aisne

1 - Environnement et cadre de vie

- Assainissement collectif
- Assainissement non collectif
- Collecte des déchets des ménages et déchets assimilés
- Traitement des déchets des ménages et déchets assimilés
- Autres actions environnementales

2 - Développement et aménagement économique

- Création, aménagement, entretien et gestion de zone d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale ou touristique
- Action de développement économique (Soutien des activités industrielles, commerciales ou de l'emploi, Soutien des activités agricoles et forestières...)

3 - Développement et aménagement social et culturel

- Activités péri-scolaires
- Activités culturelles ou socioculturelles
- Activités sportives

4 - Aménagement de l'espace

- Schéma de cohérence territoriale (SCOT)
- Schéma de secteur
- Création et réalisation de zone d'aménagement concertée (ZAC)
- Constitution de réserves foncières

5 - Développement touristique

- Tourisme

6 - Logement et habitat

- Programme local de l'habitat

(les compétences facultatives ne sont pas reprises dans cette présente liste qui ne se veut pas exhaustive)

1.2.2. Autres structures intercommunales

La commune adhère également au :

- Syndicat intercommunal d'accueil scolaire Brainois
- Syndicat mixte intercommunal du secteur scolaire de Braine
- Union des secteurs d'énergie du département de l'Aisne
- Syndicat mixte d'aménagement du bassin de la Vesle
- Société Anonyme Française d'Étude de Gestion et d'Entreprises (SAFEGE)

Par le biais de la Communauté de Communes, elle adhère également au :

- Syndicat départemental de traitement des déchets ménagers de l'Aisne (Valor'Aisne) créé en 2002 et regroupant 21 intercommunalités.

1.3. Des documents cadre à prendre en compte

1.3.1. Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT)¹

Le SCOT est issu de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) de 2000. Il présente à l'échelle intercommunale les grandes orientations d'urbanisme et d'aménagement d'un territoire dans une stratégie de développement. Il constitue le cadre de référence pour les différentes politiques menées sur un territoire

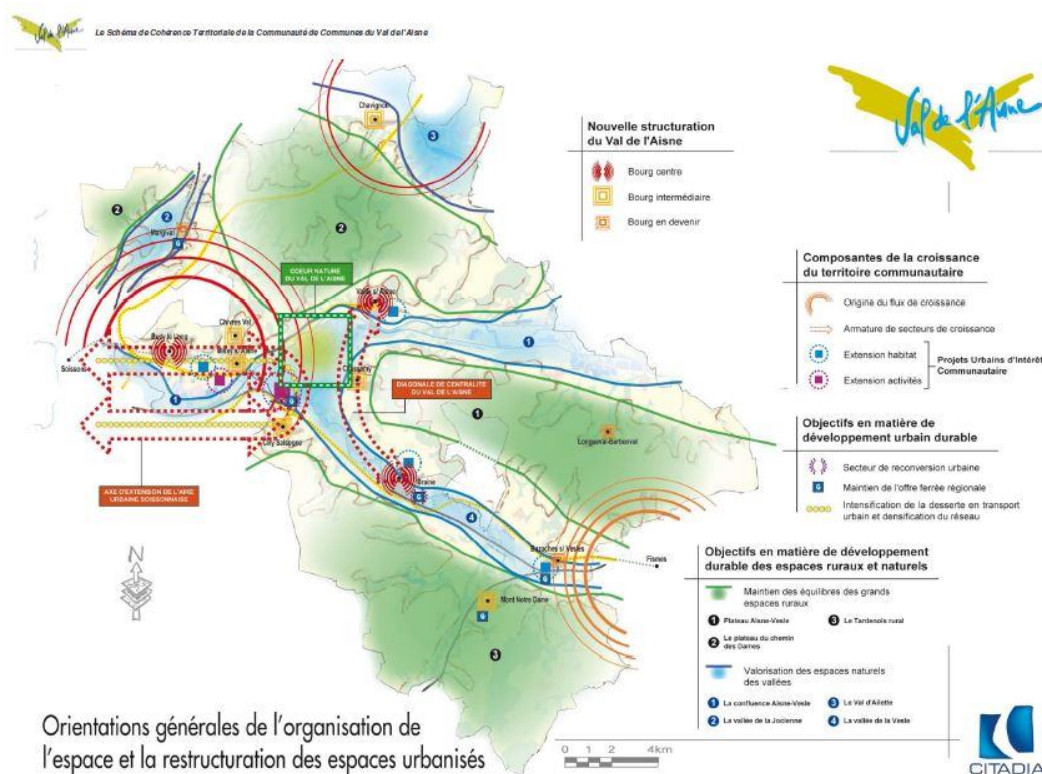
¹ source : <http://cc-valdeaisne.jimdo.com/>

donné sur les thèmes de l'habitat, des déplacements, des équipements commerciaux, de l'environnement et de l'organisation de l'espace d'une manière générale.

Le Scot du Val de l'Aisne a été approuvé le 18 décembre 2008. Son périmètre est identique à celui de la Communauté de Communes du Val de l'Aisne. Son Projet d'Aménagement et de Développement Durable est composé de 5 orientations fortes :

- Contribuer au développement territorial du pays du Soissonnais
- Renforcer les centralités comme alternative à l'étalement urbain
- Positionner l'environnement comme valeur de développement
- Accroître l'activité économique du territoire
- Tisser un réseau de transports durable

Le Scot du Val de l'Aisne identifie Braine comme une Bourg-relais, un des trois pôles du territoire (avec Bucy le-Long et Vailly-sur-Aisne)



Il est à noter que selon l'article L. 111-1-1 du code de l'urbanisme, le PLU devra être compatible avec le SCOT.

1.3.2. Programme Local de l'Habitat (PLH)

Braine s'inscrit dans le périmètre d'intervention du Programme Local de l'Habitat de la Communauté de Communes du Val de l'Aisne, approuvé par délibération du conseil communautaire le 28 septembre 2006. Ce PLH comprend un programme d'actions courant sur la période 2006 -2011. Il est organisé en 3 orientations principales :

- Définir et développer une politique foncière cohérente ;
- Rééquilibrer et diversifier l'habitat locatif aidé ;
- Préserver la qualité du cadre de vie.

Conformément à l'article L123-1-9 du code de l'urbanisme, le PLU de Braine devra être compatible avec les

dispositions de ce PLH.

Comme le SCOT, selon l'article L. 123-1-9 du code de l'urbanisme, le PLU devra être compatible avec le PLH. Dans le cas où le PLU serait approuvé avant le PLH et qu'il ne serait pas compatible avec ce dernier, le PLU aura 3 ans pour se mettre en compatibilité avec le PLH après approbation de celui-ci.

Il est à noter que le PLU n'est pas illégal du seul fait qu'il autorise la construction de plus de logements que les obligations minimales du programme local de l'habitat n'en prévoient.

1.3.3. Plan de Déplacement Urbain (PDU)

La commune n'est concernée par aucun PDU.

1.3.4. Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)

Le territoire communal de Braine appartient au bassin versant de la Seine et doit répondre administrativement aux objectifs du **SDAGE du bassin Seine-Normandie** approuvé le 29 octobre 2009 qui définit les grandes orientations fondamentales de la politique de l'eau du bassin.

Ce SDAGE est la version française des plans de gestion des eaux demandés aux États membres par la directive cadre sur l'eau d'octobre 2000.

Il s'agit d'un document de planification qui fixe, pour une période de six ans, « les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux » (article L. 212-1 du Code de l'Environnement) à atteindre dans le bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands.

Le dernier SDAGE Seine-Normandie datant de 1996 a été révisé afin qu'il intègre les nouvelles exigences de la Loi du 21 avril 2004 transposant en droit français la Directive Cadre sur l'Eau de 2000 et notamment les objectifs de bon état pour toutes les eaux à l'horizon 2015. Les projets de SDAGE ont ainsi été approuvés par chaque comité de bassin le 29 octobre 2009. Après arrêté préfectoral, les SDAGE ont démarré en janvier 2010 pour une durée de six ans. Les SDAGE devront ensuite être révisés tous les 6 ans². Le SDAGE Seine-Normandie est actuellement en cours de révision. Le nouveau SDAGE devra être applicable pour 2016.

Le SDAGE fixe plusieurs orientations fondamentales à travers 8 défis à relever :

- Défi 1 : Diminuer les pollutions ponctuelles par les polluants classiques,
- Défi 2 : Diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques,
- Défi 3 : Réduire les pollutions des milieux aquatiques par les substances dangereuses,
- Défi 4 : Réduire les pollutions microbiologiques des milieux,
- Défi 5 : Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future,
- Défi 6 : Protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides,
- Défi 7 : Gestion de la rareté de la ressource en eau,
- Défi 8 : Limiter et prévenir le risque d'inondation.

Selon l'article L. 123-1-9 du Code de l'Urbanisme, le PLU « doit être compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article L. 212-1 du code de l'environnement ».

La commune de Braine est directement concernée par les objectifs du SDAGE au regard notamment de la Vesle parcourant le territoire.

Des enjeux majeurs sont notamment à prendre en compte dans l'élaboration du PLU de Braine :

² Source : www.eau-seine-normandie.fr

- Assurer la cohérence hydraulique de l'occupation du sol, limiter le ruissellement et l'érosion,
- Assurer une occupation du territoire qui permette la conservation des zones naturelles d'expansion des crues,
- Ne plus implanter dans les zones inondables des activités ou des constructions susceptibles de subir des dommages graves,
- Mettre fin à la dégradation des zones humides, préserver et restaurer leurs fonctionnalités.

1.3.5. Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)

LA LOI N°2004-338 DU 21 AVRIL 2004, portant transposition en droit français de la Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE) du 23 octobre 2000, demande que les documents d'urbanisme, que forment les schémas de cohérence territoriale (SCOT), les plans locaux d'urbanisme (PLU) et les cartes communales (CC) soient compatibles ou rendus compatibles dans un délai de trois ans avec les objectifs de protection définis par les Schémas d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) (article L.111-1-1, L 122-1, L123-1 et L 124-2 du code de l'urbanisme).

Le territoire communal de Braine est concerné par le SAGE Aisne-Vesle-Suippe approuvé le 16 décembre 2013. Il fait ressortir 7 enjeux :

- Gestion quantitative de la ressource en période d'étiage
- Amélioration de la qualité des eaux souterraines
- Amélioration de la qualité des eaux superficielles
- Préservation et sécurisation de l'alimentation en eau potable
- Préservation et restauration de la qualité des milieux aquatiques et humides
- Inondations et ruissellement
- Gestion des ouvrages hydrauliques

Et fixe 11 objectifs :

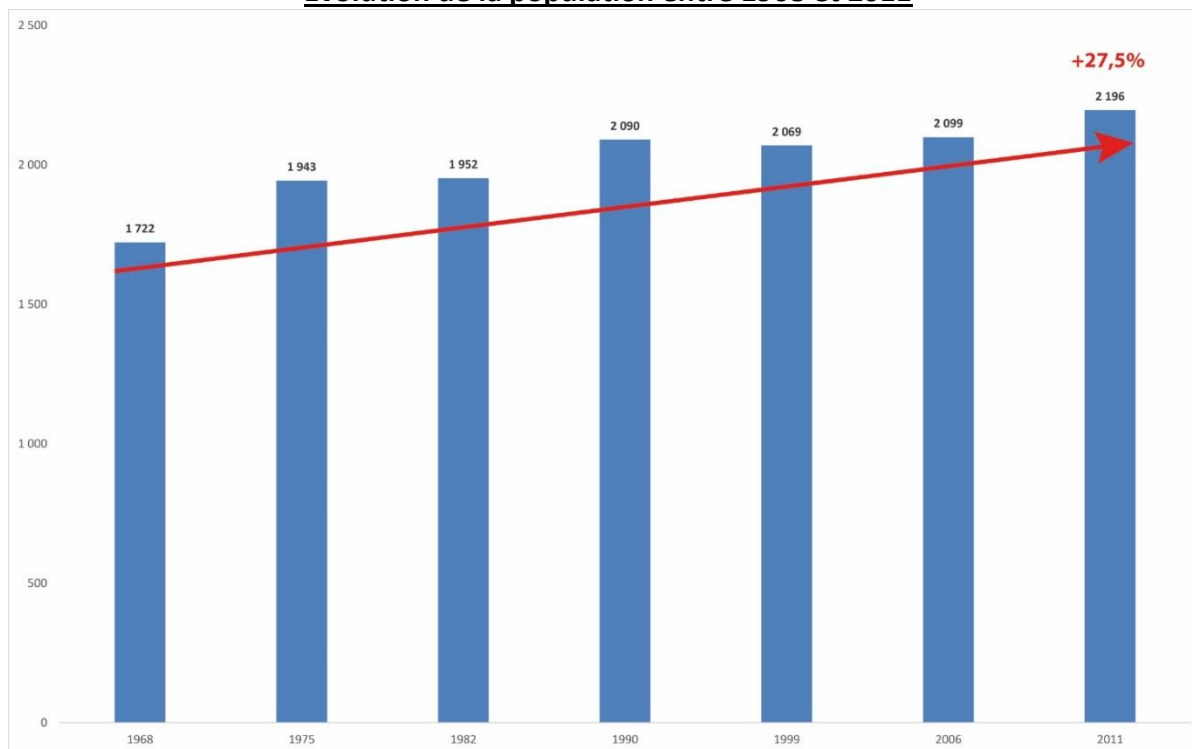
- Satisfaire les besoins des usagers en maintenant le bon état quantitatif des eaux souterraines demandé par DCE sur l'Eau
- Maintenir la vie dans les cours d'eau
- Atteindre le bon état chimique des eaux souterraines demandé par la DCE et défini dans le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)
- Atteindre le bon état chimique et écologique des eaux superficielles demandé par la DCE et défini dans le SDAGE)
- Préserver ou reconquérir la qualité des eaux brutes
- Satisfaire les besoins en eau potable d'un point de vue qualitatif et quantitatif
- Atteindre le bon état écologique demandé par la DCE et défini dans le SDAGE vis-à-vis des conditions hydromorphologique
- Protéger les espèces patrimoniales
- Préserver les zones humides
- Réduire le risque d'inondation et de coulée de boues
- Partager une vision globale pour la gestion de l'eau.

2. Dynamique démographique

L'analyse démographique, réalisée sur la base des données de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), repose sur les résultats du recensement général de la population (RGP) de 2011.

2.1. Une progression irrégulière mais générale de la population

Évolution de la population entre 1968 et 2011



Source : INSEE - RP 2011

Selon les données du recensement de la population de 2011, la commune de Braine a gagné 97 habitants depuis le précédent recensement datant 2006.

La commune a connu une augmentation générale mais relativement irrégulière de sa population depuis les années 1960. Entre 1968 et 2011, elle a gagné 474 habitants, soit une progression de +27,5%. On observe une augmentation assez nette entre les années 1968 et 1975, 1982 et 1990, 2006 et 2011. En dehors de ses périodes, la population de Braine reste relativement stable.

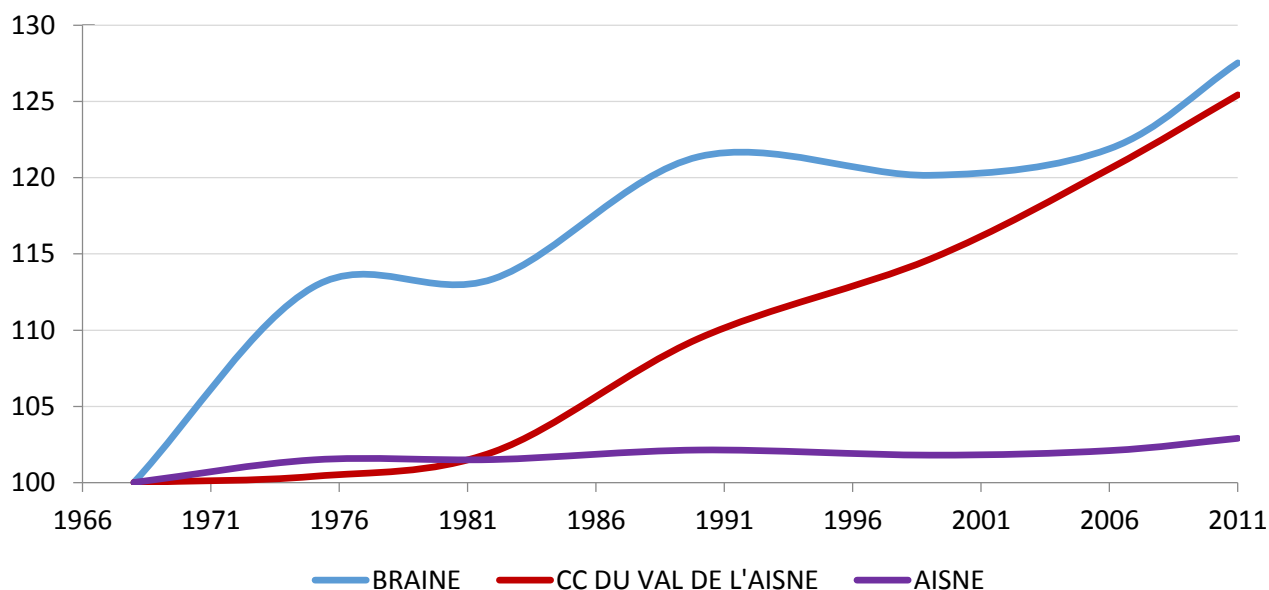
Le récent regain de croissance de Braine s'explique en partie par la construction de lotissements sur le territoire communal

Comparatif de la croissance communale à l'échelle intercommunale et départementale

Entité administrative	Population sans doubles comptes					Croissance			
	1982	1990	1999	2006	2011	1982-1990	1990-1999	1999-2006	2006-2011
Braine	1952	2090	2069	2099	2196	+ 7 %	- 1 %	+ 1 %	+ 5 %
CC Val de l'Aisne	16 434	17 634	18 472	19 428	20 210	+ 7 %	+ 5 %	+ 5 %	+ 4 %
Aisne	533 970	537 259	535 489	537 061	541 302	+ 1 %	0	0	+ 1 %

Source : INSEE - RP 2011

Comparatif des croissances sur la base d'un indice 100 en 1968

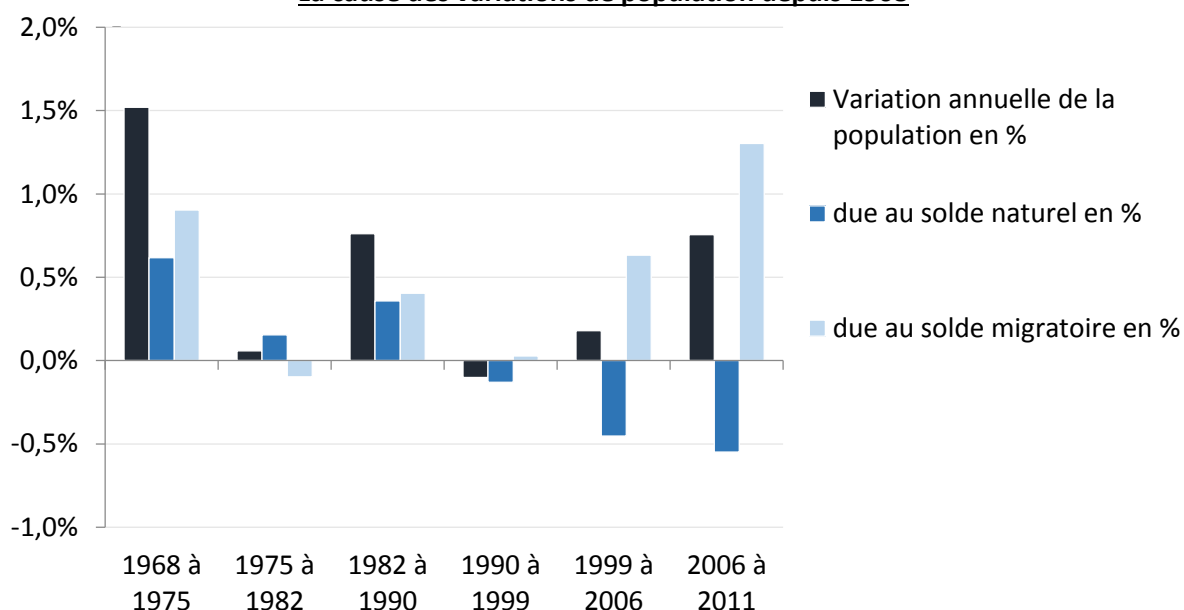


Source : INSEE - RGP 2011

En comparant les évolutions démographiques sur une même base, la forte croissance générale mais irrégulière de Braine se détache nettement de l'évolution démographique de la Communauté de Communes et du département. On peut notamment observer que Braine participe fortement à la croissance démographique de la Communauté de Communes

2.2. Un solde migratoire positif qui compense un solde naturel négatif depuis les années 1990

La cause des variations de population depuis 1968



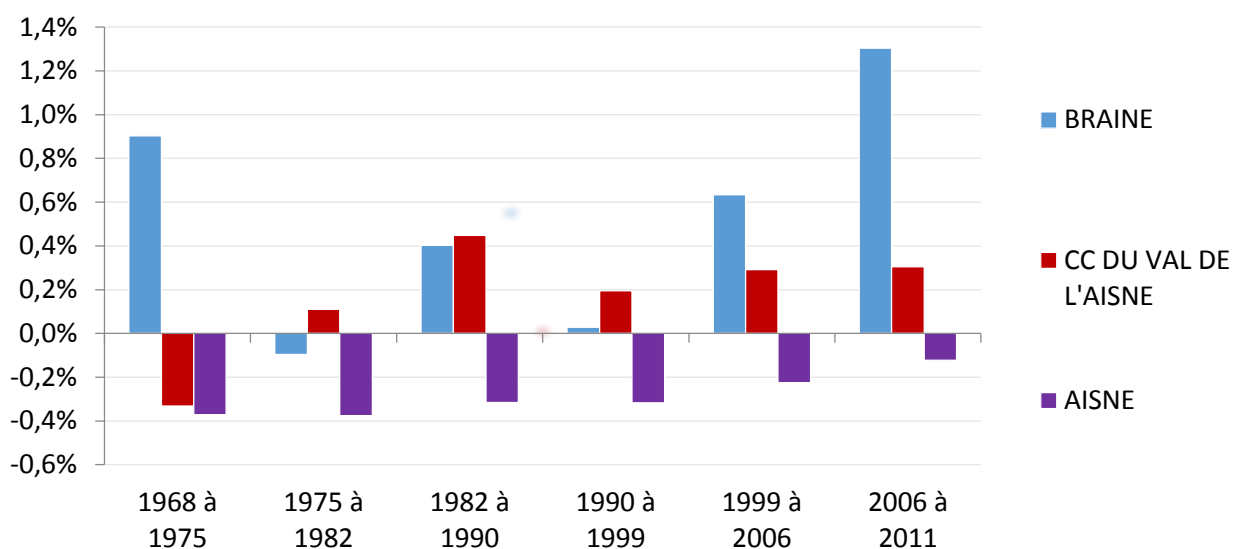
Source : INSEE - RP 2009

Le **solde naturel** représente la différence entre les naissances et les décès pendant la période donnée, alors

que le **solde migratoire** traduit quant à lui les mouvements migratoires, c'est-à-dire la différence entre les départs et les arrivées définitifs sur le territoire.

L'évolution de la population communale durant ses deux premiers pics de croissance (entre 1968 et 1975 et entre 1982 et 1990) est due à la combinaison de soldes migratoires et naturels positifs. Depuis les années 1990, le solde naturel est négatif et c'est uniquement le solde migratoire qui explique la croissance de la population. Cette situation traduit une attractivité assez forte de la commune, en partie liée au desserrement démographique des agglomérations soissonnaise et surtout rémoise.

Évolutions comparées des soldes migratoires entre 1968 et 2009



Source : INSEE – RP 2011

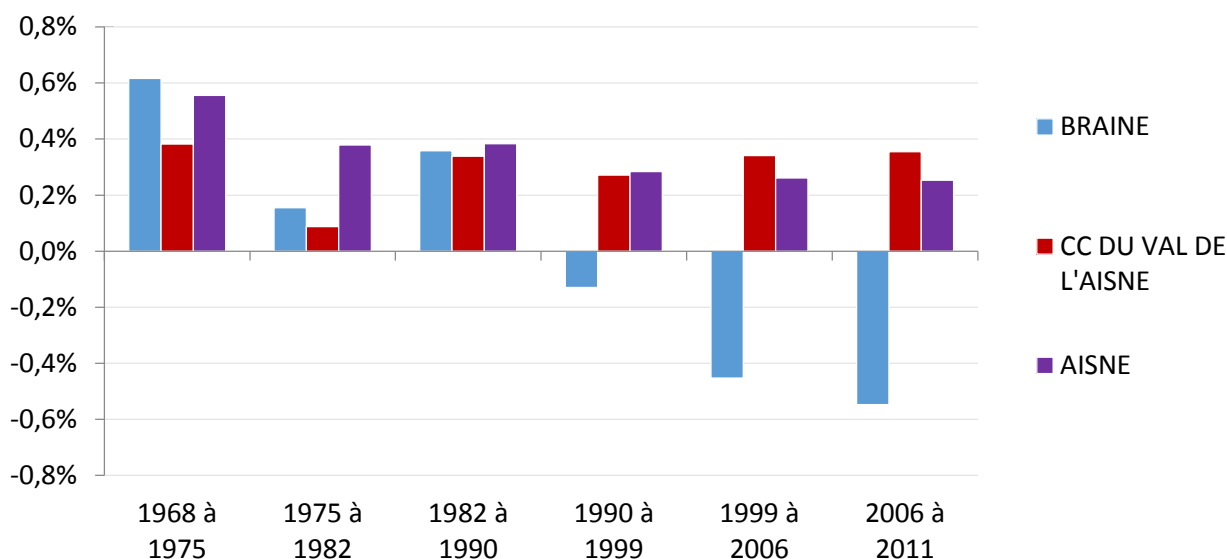
La commune de Braine a connu une évolution de son solde migratoire qui se détache nettement du taux départemental depuis les années 1960. Alors que le solde migratoire départemental a toujours été négatif, celui de Braine est globalement positif sur l'ensemble de la période. Le territoire communal apparaît bien plus attractif que celui du département.

On retrouve le modèle de croissance irrégulier mais général qui confirme que l'évolution de la population brainoise est bien portée par celle de son solde migratoire.

Alors que jusque dans les années 1990 le solde migratoire intercommunal et celui de Braine semblent relativement indépendants l'un de l'autre, on note que depuis le début des années 2000, le solde migratoire de la Communauté de Communes du Val de l'Aisne est en partie dû à l'attractivité de Braine.

La comparaison de ces différents territoires permet également de souligner le dynamisme migratoire général de la commune.

Évolution comparée des soldes naturels entre 1968 et 2009

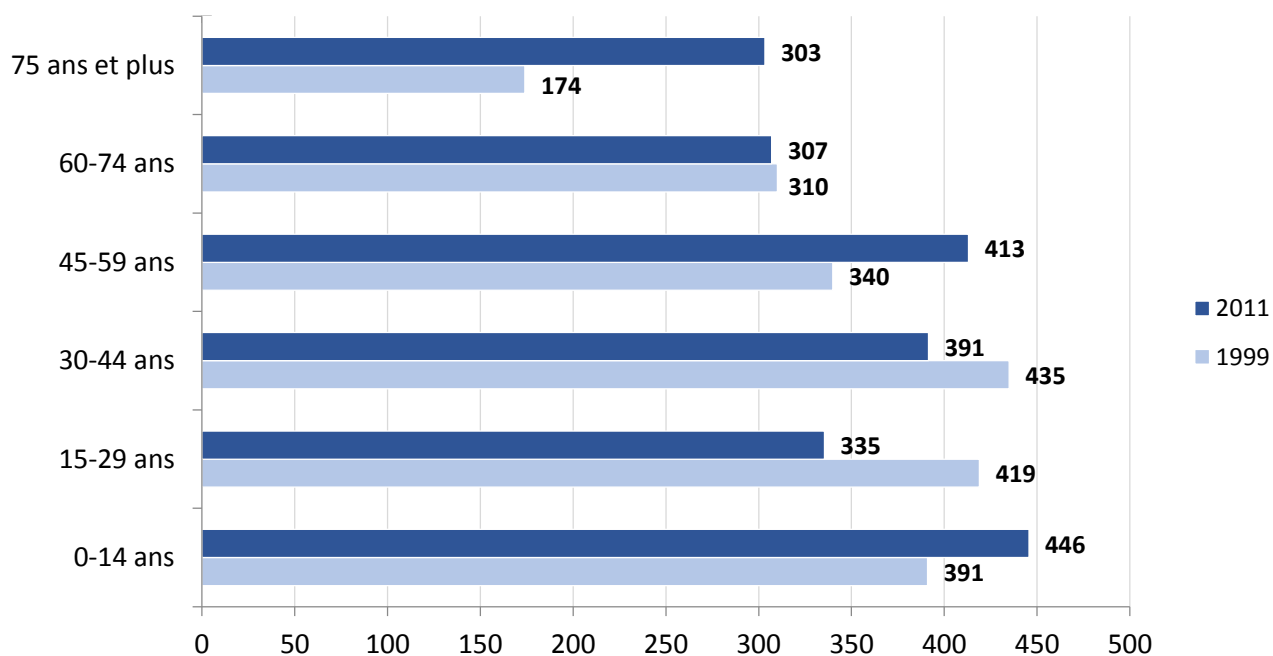


Source : INSEE – RP 2011

Le solde naturel est positif aux trois échelles jusque dans les années 1990. À partir de cette époque, il devient négatif sur la commune de Braine. Cette évolution s'explique en partie par l'installation de la maison de retraite Résidence de la Fontaine sur la commune en 2001.

2.3. Un vieillissement général de la population

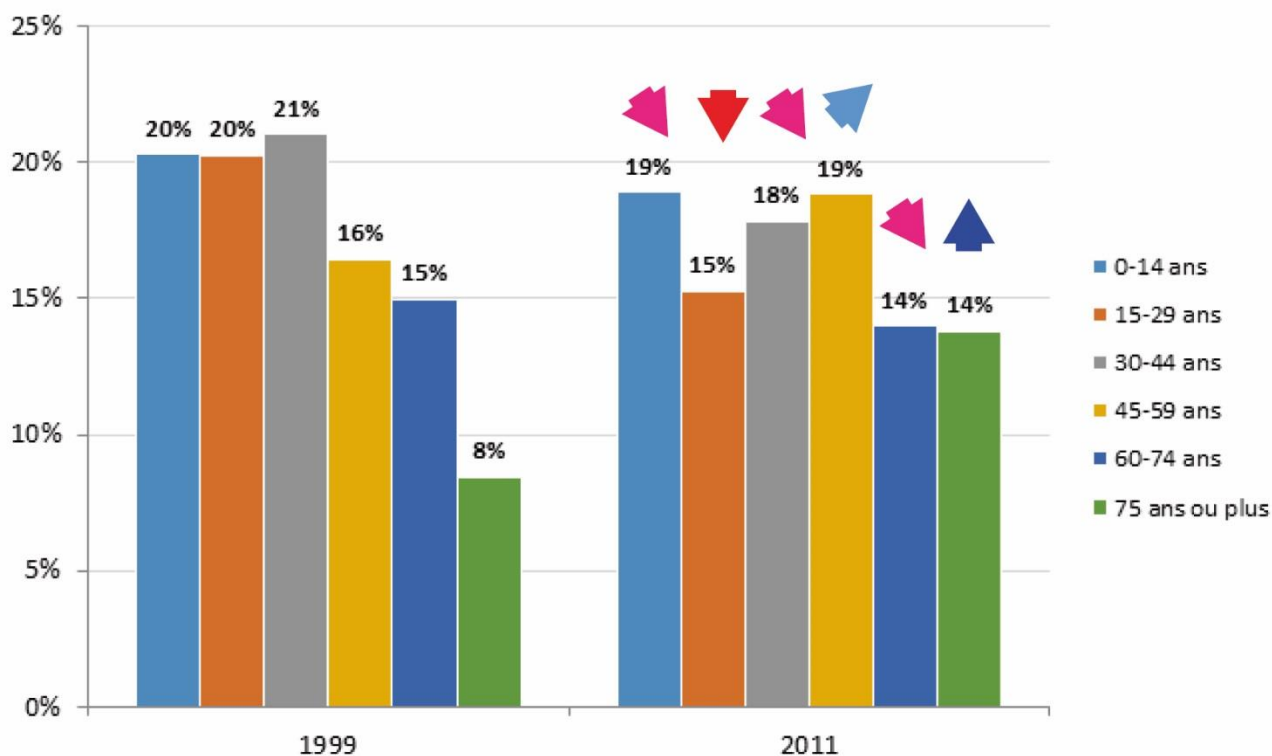
Évolution de la population par tranches d'âges sur la commune entre 1999 et 2011



Source : INSEE - RP 2011

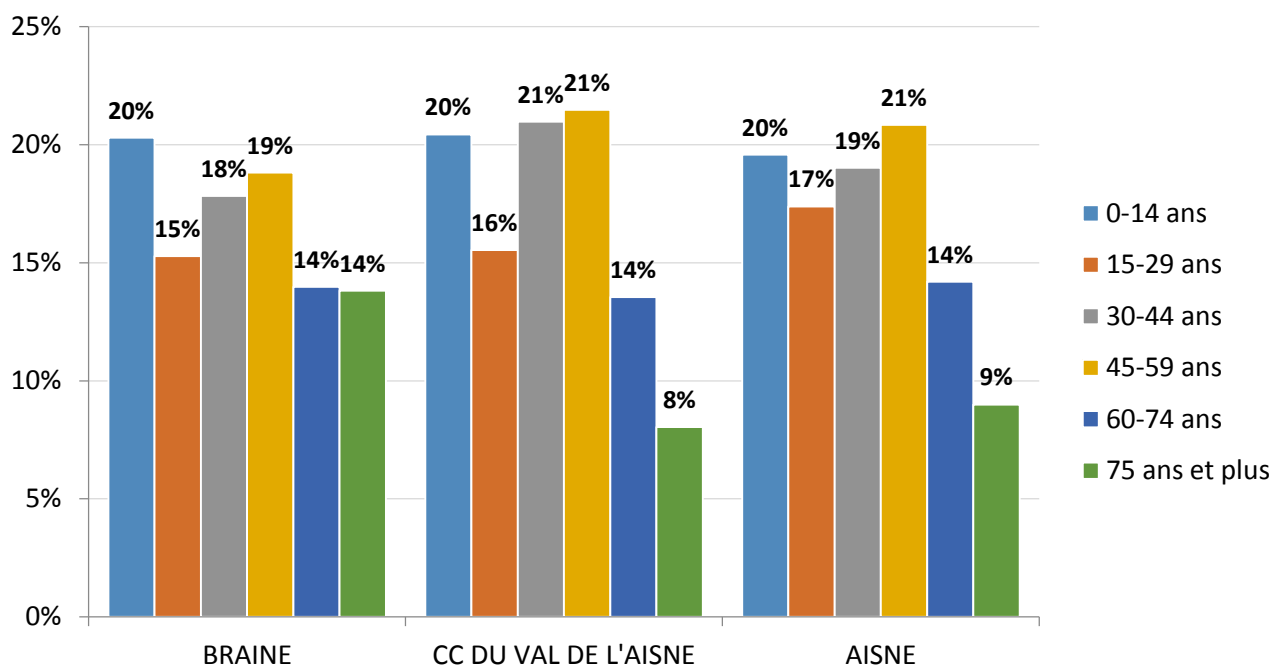
Entre 1999 et 2011, les deux extrêmes de la pyramide des âges brainoise évoluent largement positivement. En 2011, les 0-14 ans sont la classe d'âge la plus représentée de la commune, tandis que les 75 ans et plus enregistrent une forte progression. Là encore cette évolution est en partie due à l'installation de la maison de retraite en 2001.

Évolution des classes d'âge dans la commune entre 1999 et 2009



Source : INSEE - RP 2011

On remarque que la part la plus jeune de la population (0-44 ans) connaît un recul général, alors que la part la plus âgée connaît une progression. Seule la part des 60-74 ans recule légèrement. Cette situation traduit un vieillissement de la population qui se fait au détriment des tranches les plus actives.



En comparaison avec la Communauté de Communes et le département de l'Aisne, Braine apparaît bien en déficit de personnes actives. Alors que les 30-60 ans représentant 42% de la population du Val de l'Aisne et 40% de l'Aisne, ils ne sont que 37% à Braine.

2.4. Des ménages plus petits, plus nombreux et vieillissants

L'évolution du nombre des ménages entre 1982 et 2011 à Braine

Comparatif de la croissance communale à l'échelle intercommunale et départementale

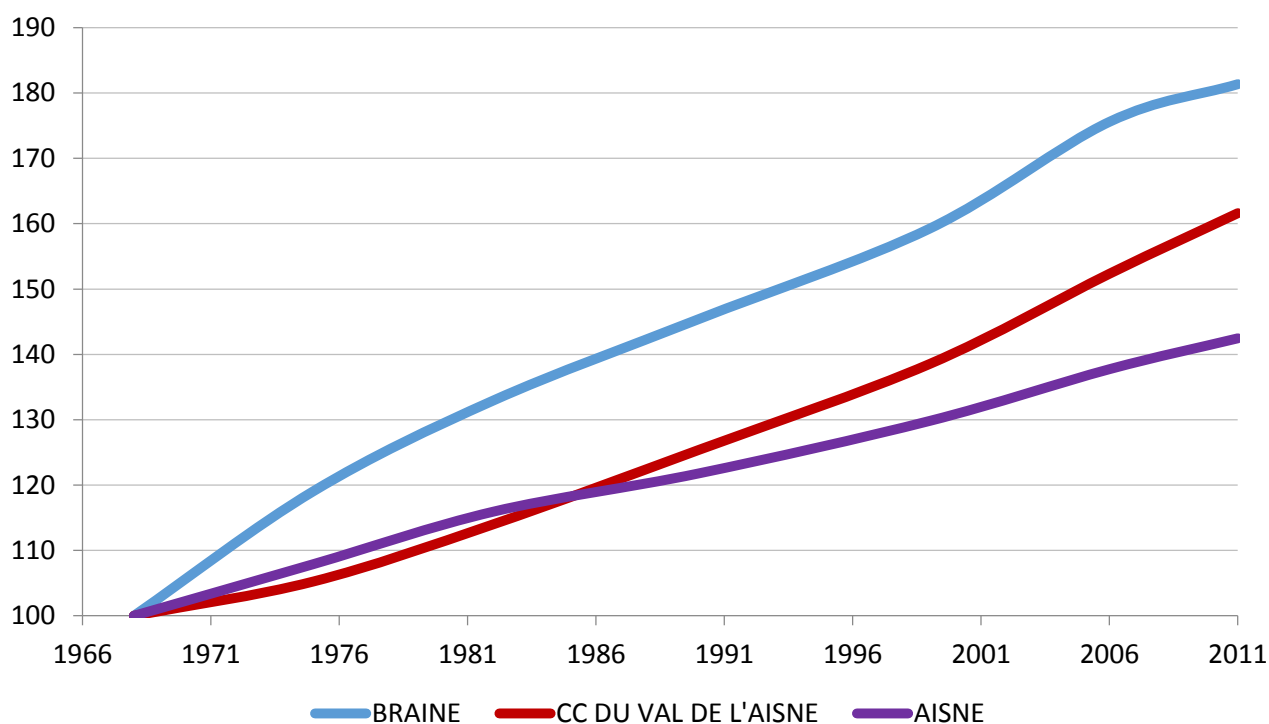
Entité administrative	Nombre des ménages					Croissance			
	1982	1990	1999	2006	2011	1982-1990	1990-1999	1999-2006	2006-2011
Braine	662	724	793	874	903	+ 9,3 %	+ 9,5 %	+10,2	+ 3,3 %
CC Val de l'Aisne	5 568	6 124	6 767	7 441	7 894	+ 10 %	+ 10,5 %	+ 10 %	+ 6 %
Aisne	184 053	193 343	206 103	218 674	226 171	+ 5 %	+ 6,5 %	+ 6 %	+ 3,4 %

Source : INSEE - RP 2011

En parallèle de l'augmentation de la population, le nombre de ménages a progressé de manière constante et soutenue, ne connaissant un ralentissement que sur la dernière période allant de 2006 à 2011.

L'évolution du nombre de ménages sur la commune est similaire à l'évolution du nombre de ménages dans l'intercommunalité. En revanche, elle est beaucoup plus marquée que pour le département.

Évolutions comparées du nombre des ménages sur une base 100 en 1968

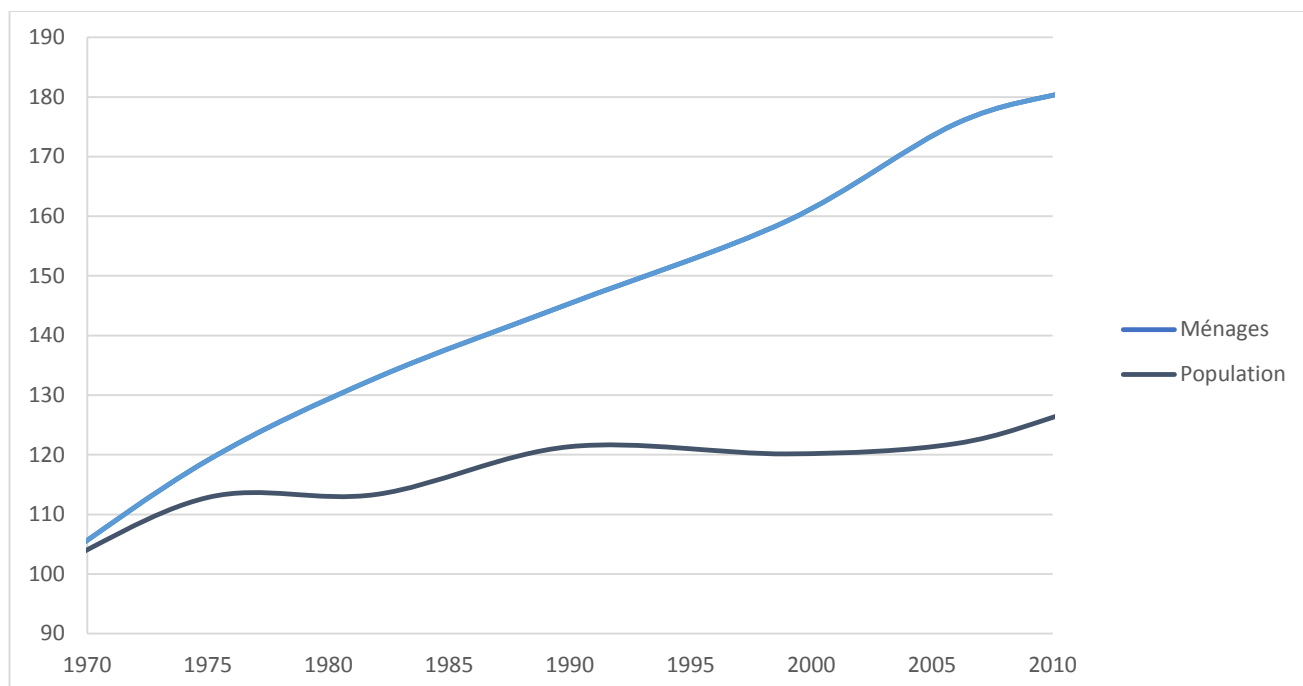


Source : INSEE - RP 2011

Même si les trois échelles de représentation connaissent une croissance constante, l'évolution du nombre de ménages est plus importante à l'échelle communale qu'aux échelles intercommunale et départementale.

On remarque que la différence entre Braine et la Communauté de Communes se fait essentiellement dans le courant des années 1970-1980. Par la suite, les deux territoires connaissent des évolutions parallèles. L'écart avec le département de l'Aisne en revanche continue d'augmenter de façon constante.

Comparaison de l'évolution de la population et des ménages à Braine **sur une base 100 en 1968**



Source : INSEE - RP 2011

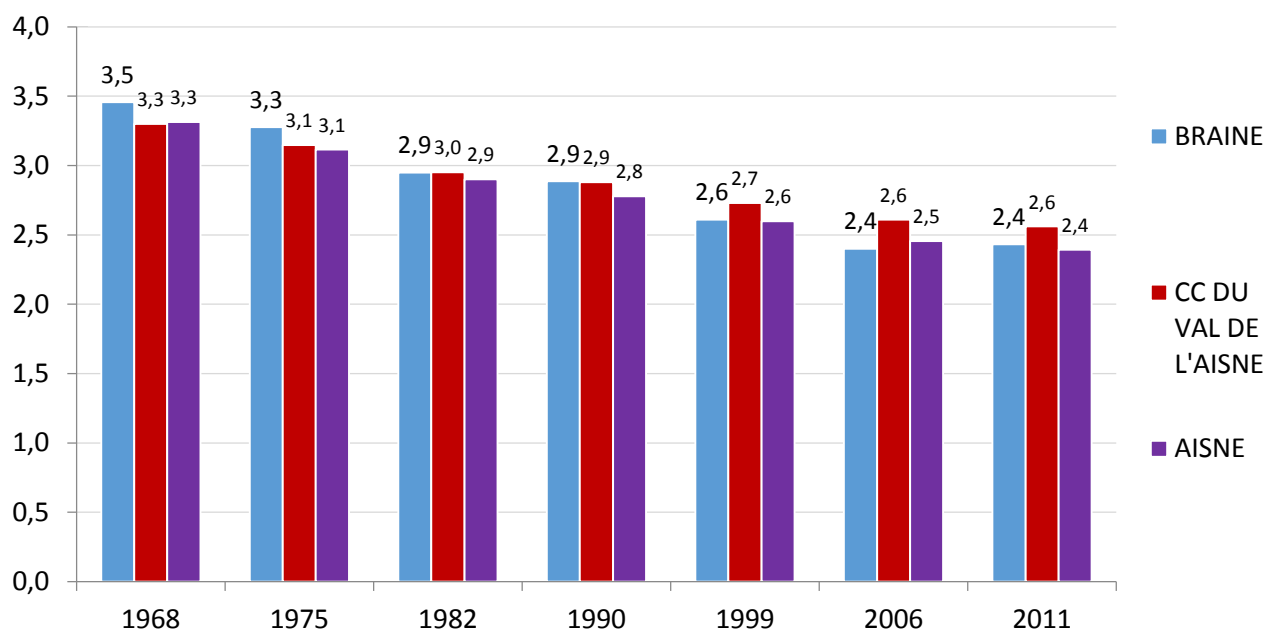
Lorsque l'on compare l'évolution du nombre d'habitants par rapport à l'évolution du nombre de ménages dans la commune de Braine, les deux indicateurs n'enregistrent pas les mêmes évolutions. Le nombre de ménages croît beaucoup plus vite que celui de la population.

L'évolution de la taille des ménages entre 1975 et 2011 à Braine

Entité administrative	Taille des ménages					Croissance			
	1982	1990	1999	2006	2011	1982-1990	1990-1999	1999-2006	2006-2011
Braine	2,9	2,9	2,6	2,4	2,4	0	- 10 %	- 7,7 %	0
CC Val de l'Aisne	3	2,9	2,7	2,6	2,6	- 3,3 %	- 6,9 %	- 3,7 %	0
Aisne	2,9	2,8	2,6	2,5	2,4	- 3,44 %	- 7,1 %	- 3,8 %	- 4 %

Source : INSEE - RP 2011

Évolution comparée de la taille des ménages entre 1968 et 2009



Source : INSEE - RP 2009

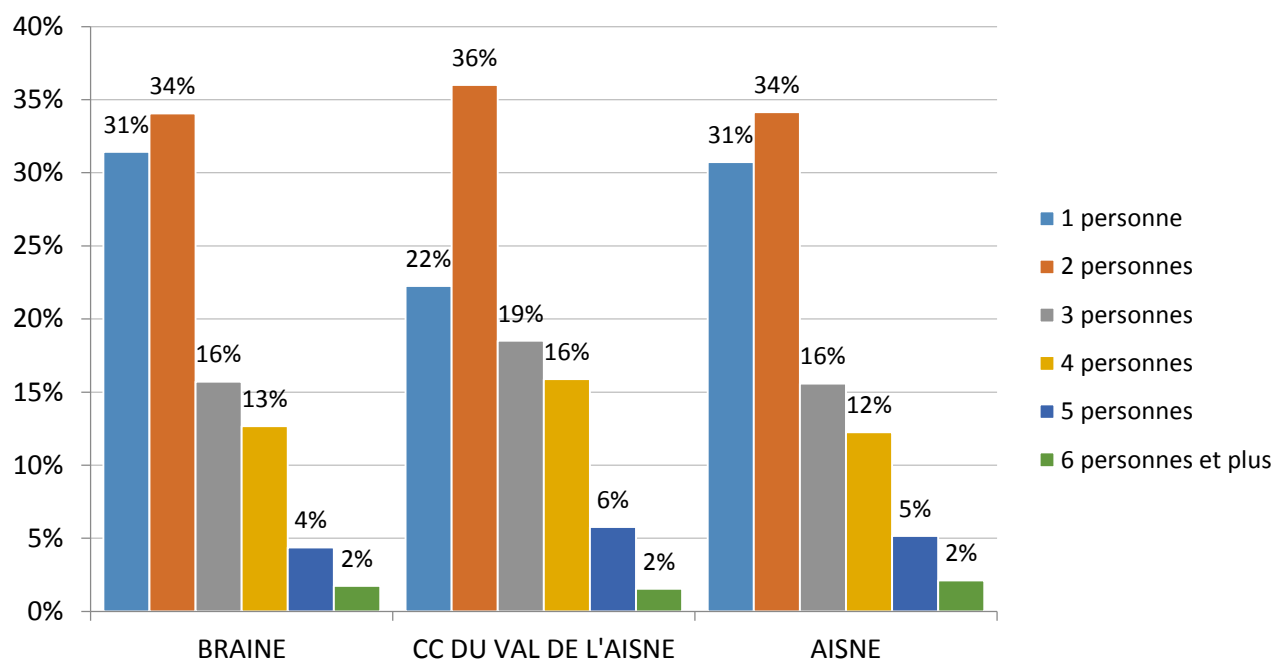
On peut constater une diminution progressive de la taille des ménages entre 1982 et 2011. Elle était en moyenne de 3,5 individus par ménage en 1975 et de 2,4 en 2011 ; soit la perte de plus d'un individu par ménage en moyenne.

La baisse du nombre d'individus par foyer est également constatable, dans des proportions similaires à l'échelle de l'intercommunalité mais de façon moins marquée à l'échelle départementale.

La diminution de la taille des ménages rencontrée depuis les années 1970 est due au desserrement de la population. Elle est enregistrée sur l'ensemble du territoire national et s'explique à travers trois phénomènes :

- la décohabitation des populations jeunes qui quittent le foyer parental,
- l'éclatement des ménages créant des familles monoparentales et des ménages d'une seule personne,
- le vieillissement de la population augmentant le nombre de ménages d'une seule personne suite à la perte du conjoint.

Comparatif de la composition des ménages en 2009



Source : INSEE - RP 2009

En 2011, la majorité (34%) des ménages résidant à Braine était composée de 2 personnes. Les ménages comptant un seul individu sont également bien représentés, puisqu'ils composent près d'un tiers de la population brainoise (31%). Les ménages de la commune sont donc plutôt des ménages de petite taille

En termes de composition de ménage, le profil de Braine est quasiment identique à celui du département. Il est également proche du modèle intercommunal. Seuls les ménages d'une personne sont bien moins présents à l'échelle du Val de l'Aisne.

Là encore, cette situation est en partie due à la présence d'une maison de retraite sur le territoire communal.

Démographie : constats et enjeux

Constats :

- Croissance démographique positive
- Solde naturel négatif
- Un relais de croissance pour l'intercommunalité, un pôle de croissance pour le département
- Un vieillissement de la population
- Un fort desserrement des ménages

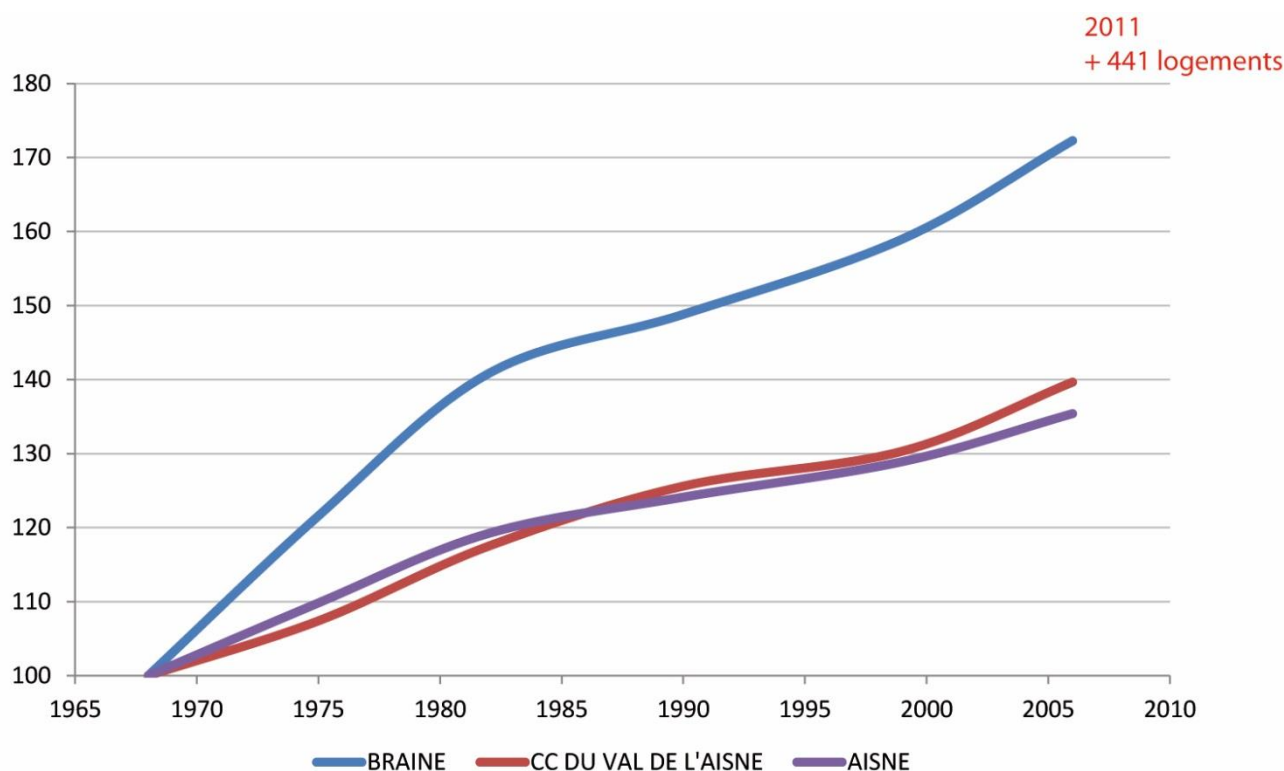
Enjeux démographiques :

- Maintenir la croissance
- Continuer à accueillir de nouveaux habitants, notamment les jeunes ménages
- Encourager le renouvellement de la population
- Renforcer l'attractivité de la commune pour les jeunes ménages
- Prévoir les nouveaux besoins en équipements liés au vieillissement de la population
- Prévoir des logements adaptés aux petits ménages

3. Le parc de logements : un marché de l'immobilier relativement dynamique mais encore peu adapté

3.1. Une croissance soutenue du nombre de logements depuis les années 1970

Évolution comparée du nombre de logements sur la base d'un indice 100 en 1968



Source : INSEE - RP 2009

L'évolution du nombre de logements sur le territoire communal est soutenue depuis les années 1970. Ainsi, entre 1968 et 2011, ce sont 441 logements qui ont été construits sur le territoire communal. Le parc de logement a presque été multiplié par 2 (x1,8).

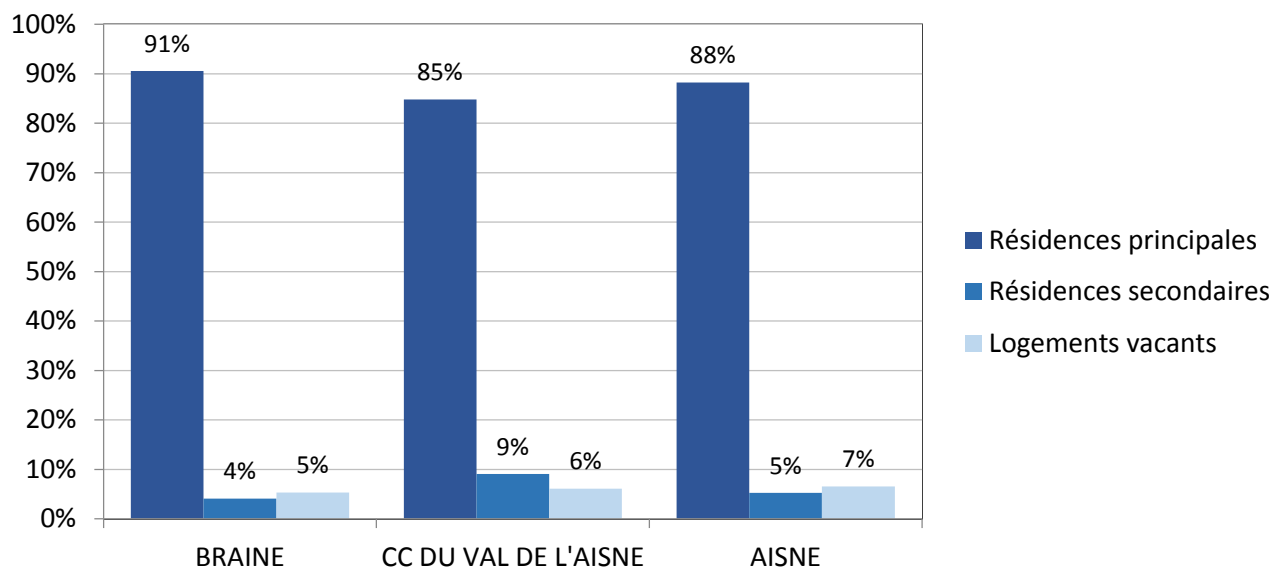
Concernant le rythme de création de nouveaux logements, il apparaît important puisqu'il est légèrement supérieur à 10 logements par an (10,25).

La commune a connu la construction de deux lotissements. Le premier, celui du Poirier Houdet, durant les années 1980 ; le second, celui des Hauts de l'Amouré, dont l'arrêté de lotir date de 2003.

La croissance continue du nombre de logements est également enregistrée à l'échelle de la Communauté de Communes et du département de l'Aisne, mais le rythme est tout de même moins soutenu. On note que l'écart se crée essentiellement au cours des années 1970-1980. Depuis les années 1980, les courbes des 3 échelles connaissent une évolution relativement similaire.

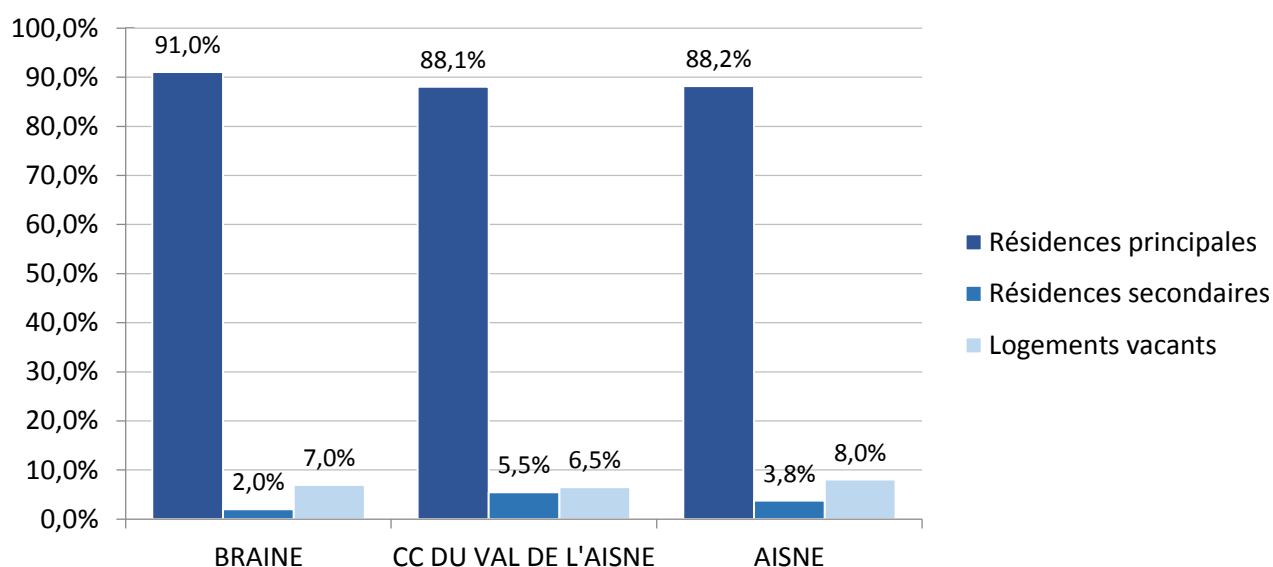
3.2. Une très large majorité de résidences principales

Les types d'occupation des logements à Braine en 1999



Source : INSEE, RP 2011

Les types d'occupation des logements à Braine en 2011



Source : INSEE, RP 2011

Le parc de logements est très nettement dominé par les **résidences principales**³ qui représentent 91% du parc, soit 903 logements. Cette proportion est similaire à celle observée sur le département et la Communauté de Communes.

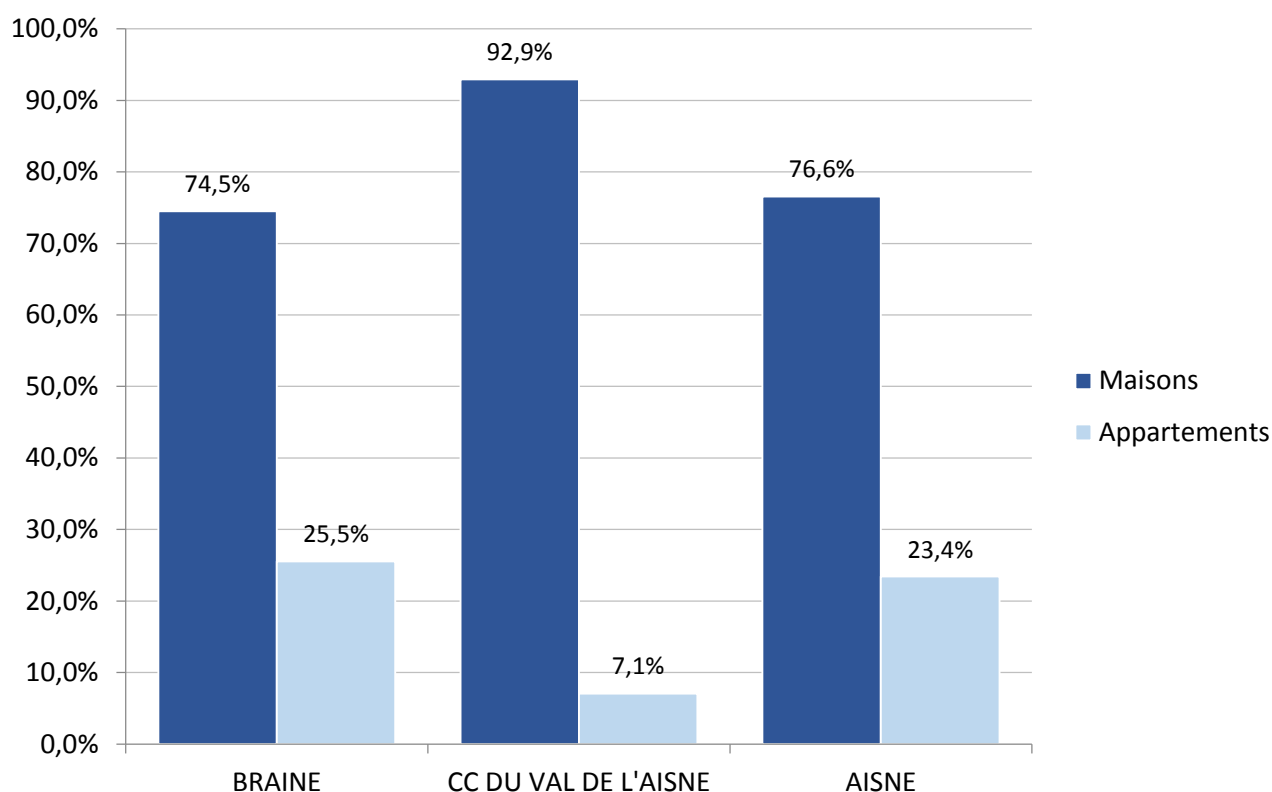
³ Une **résidence principale** est un logement occupé de façon habituelle et à titre principal par une ou plusieurs personnes, qui constituent un ménage. Il y a ainsi égalité entre le nombre de résidences principales et le nombre de ménages (Définition INSEE)

Les **résidences secondaires**⁴ sont quasiment inexistantes dans la commune. Elles sont même en recul depuis 1999. Entre 1999 et 2011, elles ont été divisées par deux, tant en valeur absolue que relative. Cette faible présence des résidences secondaires traduit le caractère peu touristique du territoire.

La part des **logements vacants**⁵ est relativement peu importante sur le territoire communal. Néanmoins, en 2011, on compte tout de même 69 logements inoccupés dans la commune, soit 7% du parc de logements. Même si ce chiffre reste légèrement plus faible que pour le département de l'Aisne (8%), les taux de vacance classiquement observés tournent généralement autour des 5 à 6% ce qui correspond à la période de rotation durant laquelle un logement est en cours de vente ou de relocation (taux de vacance de 7,3% dans l'Aisne en 2009). Ce taux de vacance ne traduit pas forcément un manque d'attractivité du territoire communal, mais plutôt une inadaptation de la typologie de logement par rapport à la population susceptible de venir s'installer. En effet, entre 1999 et 2011, le taux de vacance augmente, sans que la population et la construction de logement progressent.

L'augmentation du taux de vacance est liée à la diminution de la part des logements secondaires.

Comparatif de la répartition des résidences principales entre maisons et appartements en 2011



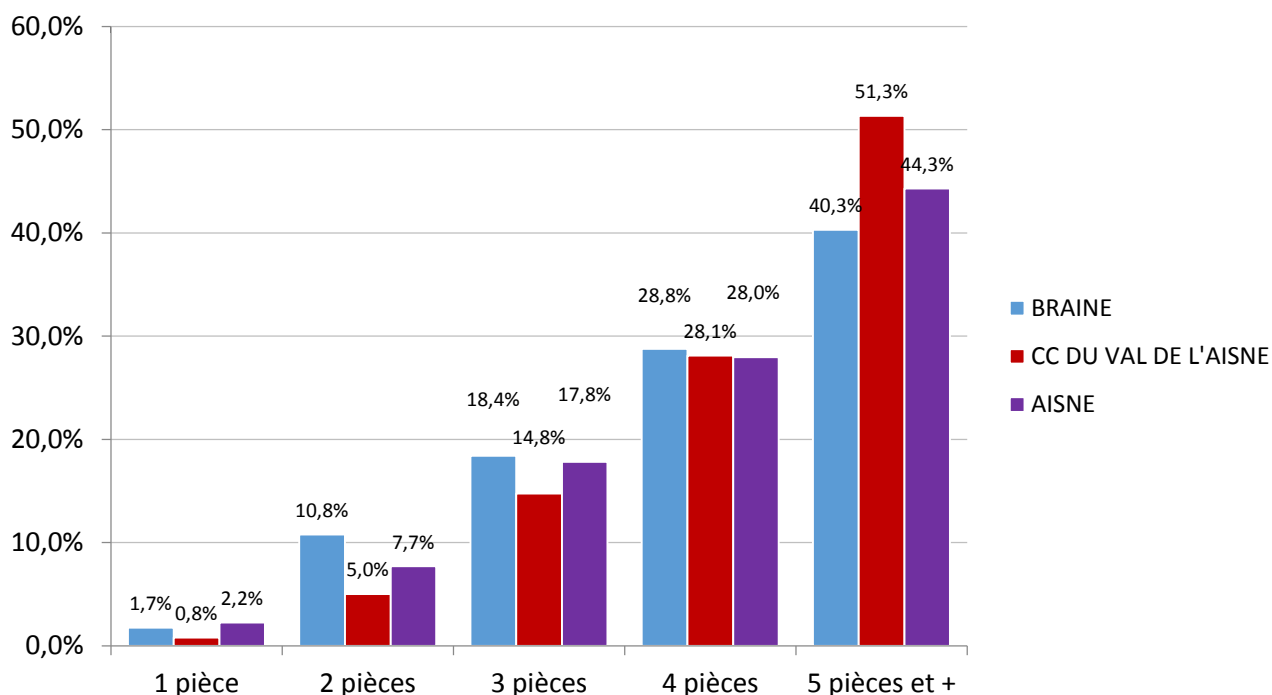
Source : INSEE - RP 2011

En 2011, les maisons individuelles représentent les $\frac{3}{4}$ du parc de résidences principales et sont donc majoritaires sur le territoire communal. Néanmoins, avec 25,5% d'appartements, Braine se démarque largement du territoire du Val de l'Aisne, qui ne compte que 7,1% d'appartement et se rapproche du modèle départemental (23,4%). Ce profil traduit le caractère urbain typique d'un centre bourg.

⁴ Une **résidence secondaire** est un logement utilisé pour les week-ends, les loisirs ou les vacances. Les logements meublés loués (ou à louer) pour des séjours touristiques sont également classés en résidences secondaires. (Définition INSEE)

⁵ Un **logement vacant** est un logement inoccupé se trouvant dans l'un des cas suivants : proposé à la vente, à la location; déjà attribué à un acheteur ou un locataire et en attente d'occupation; en attente de règlement de succession; conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés; gardé vacant et sans affectation précise par le propriétaire (exemple un logement très vétuste...). (Définition INSEE)

Comparatif de la taille des résidences principales en 2011



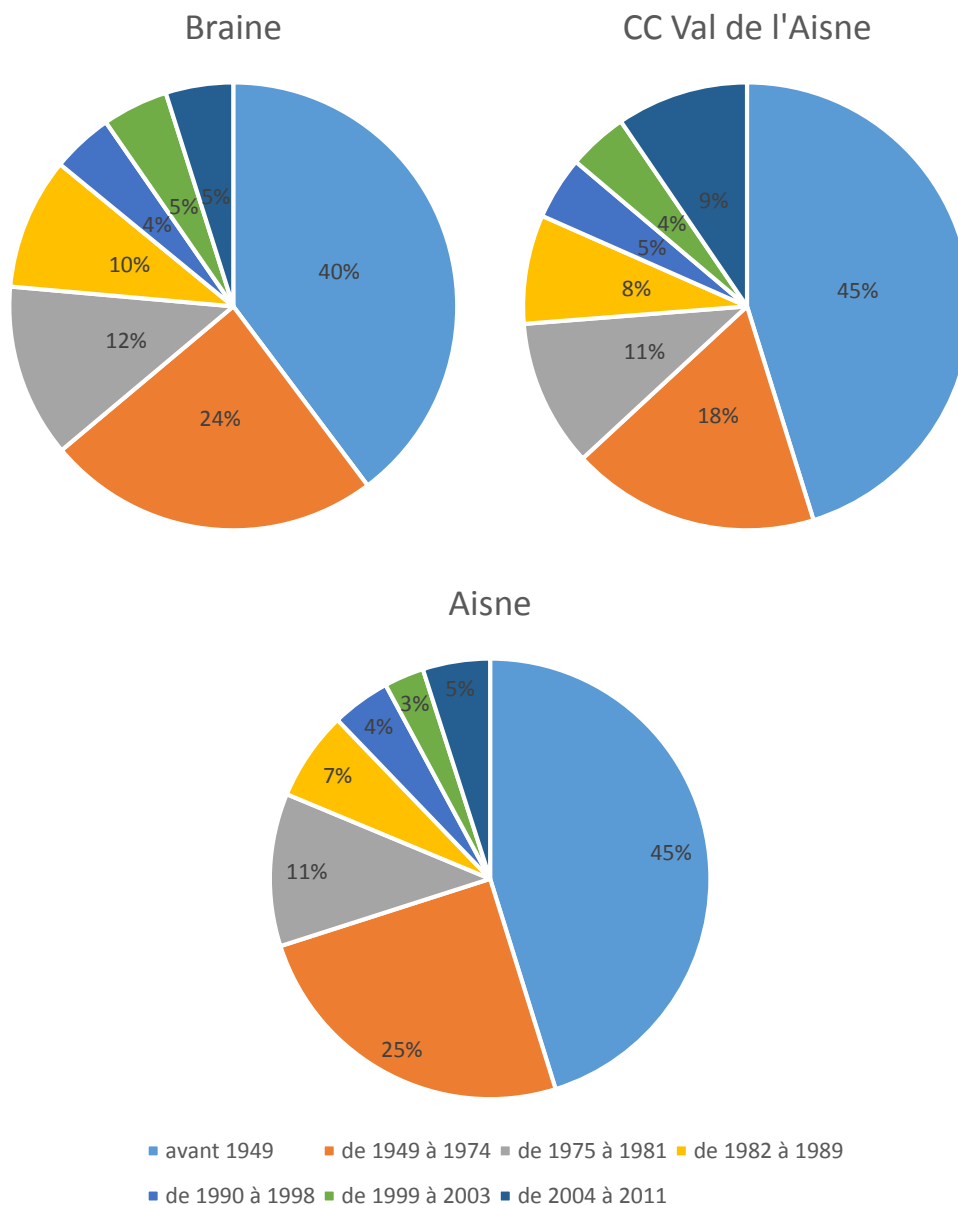
Source : INSEE - RP 2011

Alors que les ménages de 1 ou 2 personnes représentent 65% de la totalité des ménages Brainois, près de 70% (69,3%) des logements de la commune sont composés de 4 pièces et plus. Ceci est en partie lié au vieillissement d'une population qui n'a pas changé de logement une fois les enfants partis ou le conjoint décédé. Cette situation confirme également la relative inadéquation entre l'offre de logement et la population de Braine. La composition du parc de logements reflète la répartition entre maison et appartement. Il est ainsi cohérent de retrouver des logements de grande taille.

Si l'on compare avec la Communauté de Communes du Val de l'Aisne, on constate tout de même que Braine est plus apte à accueillir les petits ménages, puisque les logements de trois pièces ou moins représentent près d'un tiers de l'offre (30,9%).

3.3. Un parc de logements relativement ancien mais un renouvellement important de la population depuis 1999

Comparatif de l'époque de construction des résidences principales avant 2011



Source : INSEE - RP 2011

Le bâti est relativement ancien sur le territoire communal. Près de la moitié (40%) des résidences principales a été construite avant 1949 et près d'un quart (24%) a été entre 1949 et 1974.

Les constructions les plus récentes édifiées entre 1999 et 2011 ne représentent que 11% des résidences principales. C'est légèrement plus qu'à l'échelle départementale (8%) mais moins qu'à l'échelle intercommunale (13%)

Le tableau ci-après reprenant les données mises à disposition par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, et de l'Energie fait état de la construction de 31 nouveaux logements durant la période 2004 à 2012.

Nombre de logements commencés à Braine par type entre 2004 et 2012

Années	Nombre de logements individuels purs	Nombre de logements groupés ou collectifs	Nombre de logements en résidences	Total nombre de logements	Surface en m ² de logements individuels purs	Surface en m ² de logements individuels groupés	Surface en m ² de logements collectifs	Total surface en m ²	Taille moyenne des logements
2013	2			2	253			253	127
2012	2			2	216			216	108
2011	4			4	497			497	124
2011	4			4	428			428	107
2009	9			9	1598			1598	178
2008	7			7	949			949	136
2007	23			23	3120			3120	136
2006	8			8	1036			1036	130
2005	11		15	26	1446		929	2375	91
2004	1			1	162			162	162
TOTAL	71	0	15	86	9705	0	929	10634	124

(Source : sit@del2)

Entre 2004 et 2012, les logements qui ont été construits sont en grande majorité des **logements individuels⁶ purs⁷**, soit 71 de 86 logements. 15 **logements en résidences⁸** ont été construits, ce qui correspond à la construction de la maison de retraite. À noter qu'aucun logement **collectif⁹** n'a été édifié.

L'ensemble de ces logements représente une surface bâtie d'environ 10 634m², avec une surface moyenne par logement de 124 m².

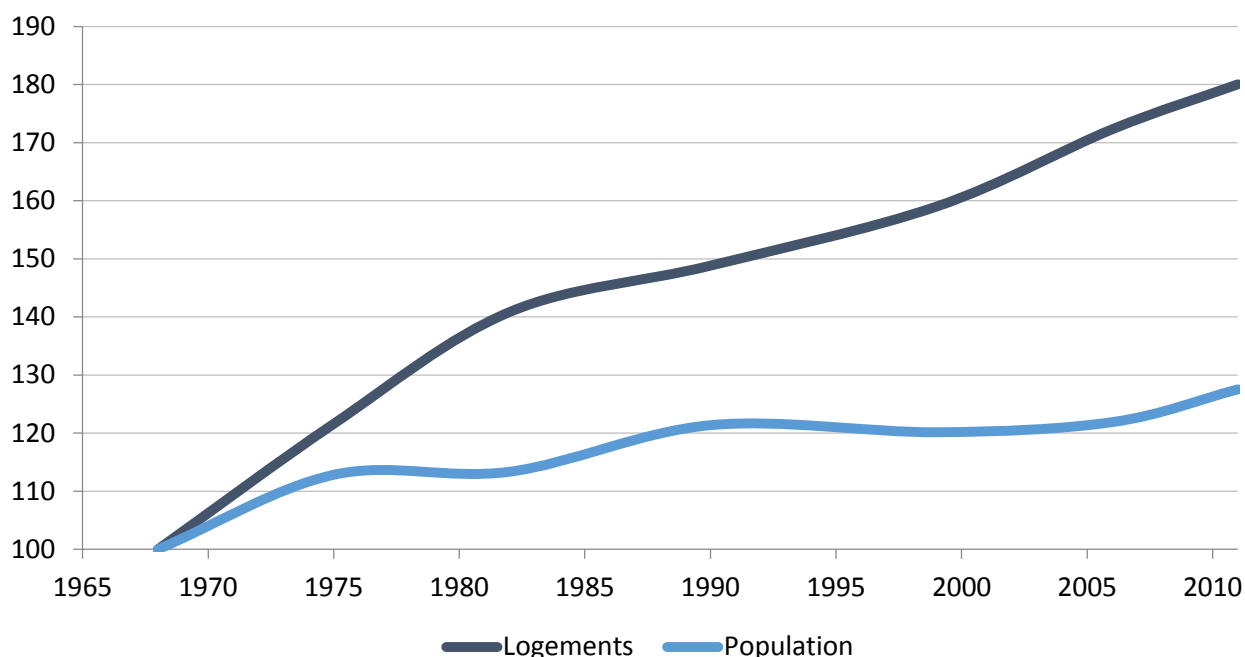
⁶ Un **logement individuel** est une construction qui ne comprend qu'un seul logement (autrement dit, une maison).

⁷ Un **logement individuel pur** a fait l'objet d'un permis de construire relatif à un seul logement.

⁸ Les **logements en résidence** sont des logements qui offrent des services spécifiques (résidences pour personnes âgées, pour étudiants, de tourisme, à vocation sociale, pour personnes handicapées...).

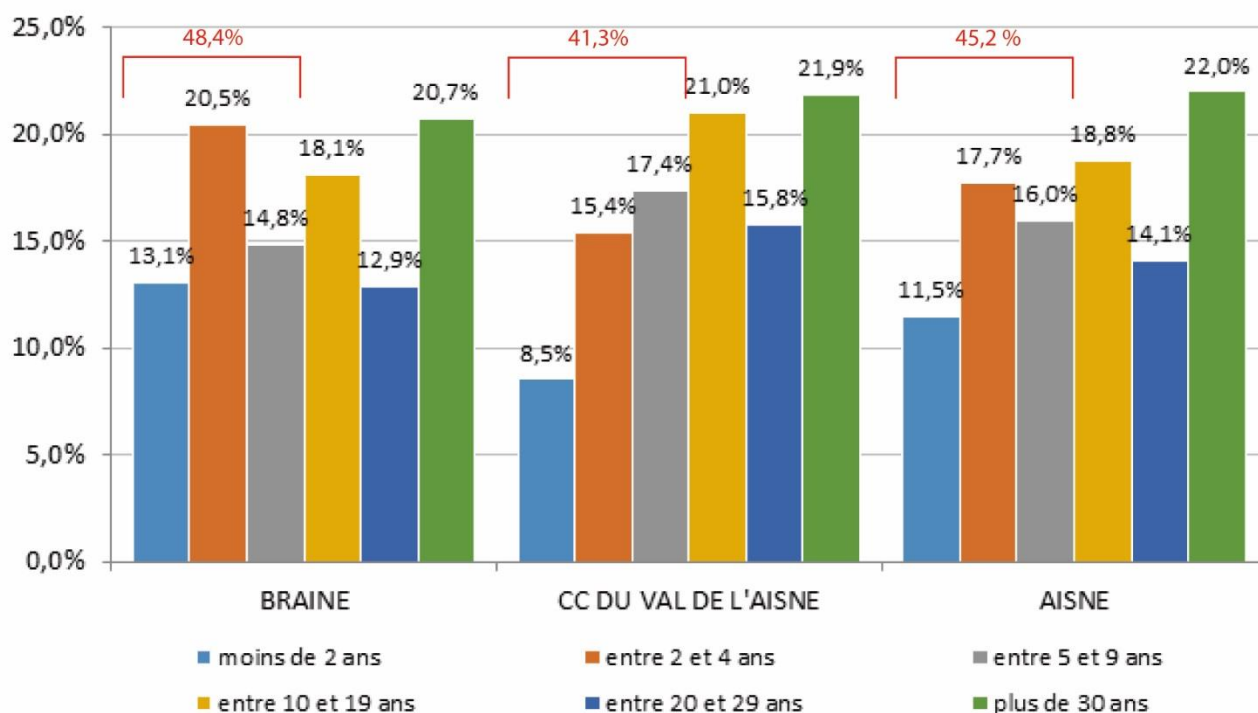
⁹ Un **logement collectif** est un logement faisant partie d'un bâtiment d'au moins deux logements dont certains ne disposent pas d'un accès privatif.

Comparatif de l'évolution du nombre de logements par rapport à la population



Depuis 1968, le nombre de logements augmente plus vite que la population. Même si l'offre de logement reste en partie inadaptée à la composition des ménages, cette évolution traduit tout de même une adaptation.

Comparatif de la date d'emménagement dans les résidences principales en 2011



Source : INSEE - RP 2011

En 2011, 48,4% des emménagements dans les résidences principales de Braine dataient de moins de 10 ans. Ce chiffre est plus élevé que pour les deux autres échelles de comparaison.

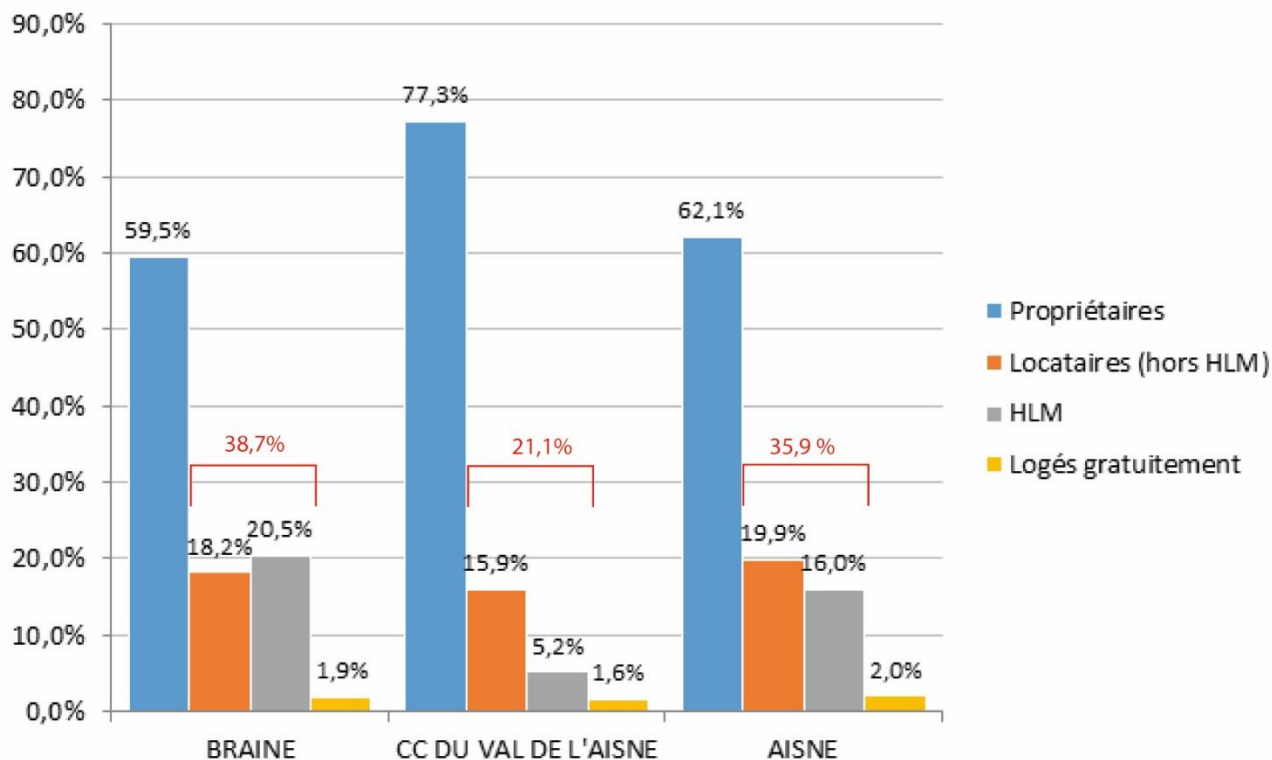
Le taux relativement important est lié entre autre à l'attractivité de la commune et aux constructions neuves

enregistrées sur les 10 années précédentes qui permettent pour partie de satisfaire la demande des nouveaux habitants.

Les rotations de population plus rapides sont notamment caractérisées par la présence de logements locatifs où les périodes d'occupation sont les moins longues dans le parcours résidentiel.

3.4. Une majorité de propriétaires, mais une offre locative non négligeable

Comparatif du statut d'occupation des résidences principales en 2009



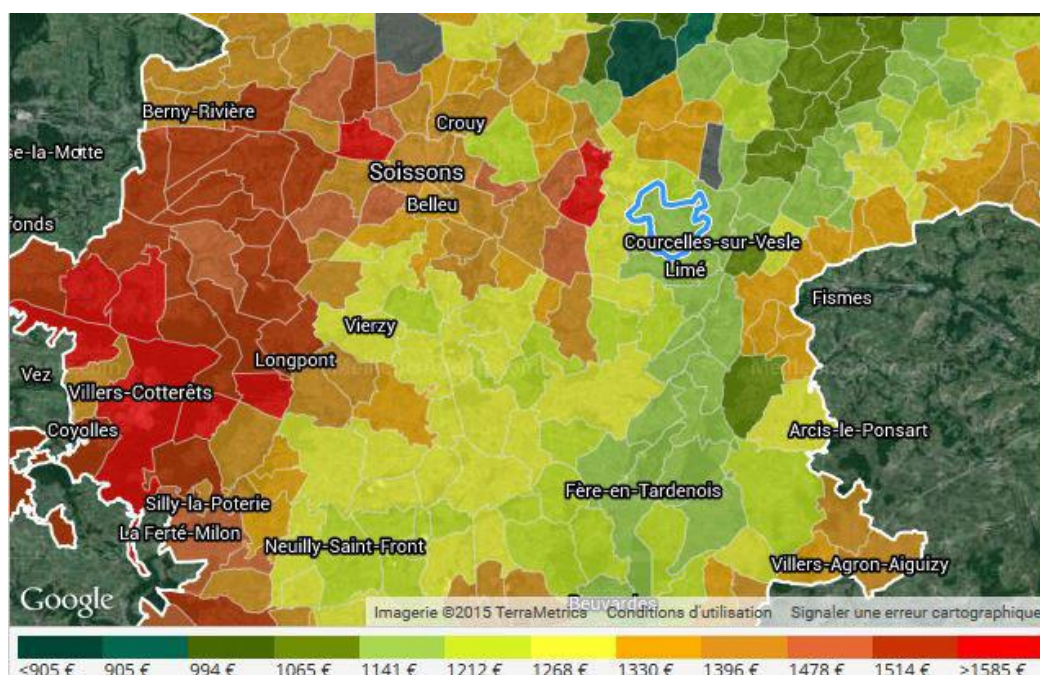
Source : INSEE - RP 2011

Une majorité des occupants des résidences principales était propriétaire de leur logement en 2011 (59,5%)

Cette part des propriétaires se situe dans la moyenne départementale. En revanche, elle se distingue assez clairement du modèle intercommunal. La part de locataires sur la commune de Braine représente quasiment le double de la part de locataires à l'échelle de la Communauté de Communes du Val de l'Aisne

Par ailleurs, même si Braine n'est soumis à aucune obligation en la matière, il est à noter qu'elle accueille un peu plus de 20% de logements sociaux.

Carte indicative des prix de l'immobilier au m² à Braine en 2011



Source : meilleursagents.com

Avec un prix du m² d'environ 1133€, contre 1457€ à Soissons, Braine présente un marché de l'immobilier relativement abordable.

Logements et habitat : constats et enjeux

Constats :

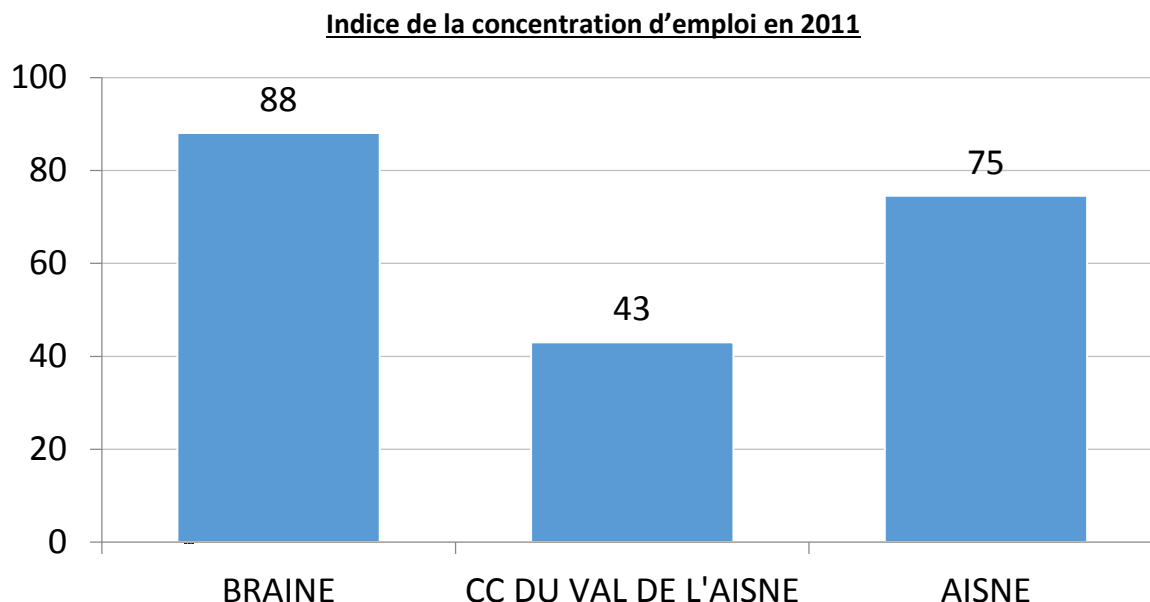
- Un nombre de logements qui a fortement progressé depuis les années 1960
- Une part des résidences principales très largement dominante
- Une part de résidences secondaires moins élevée que sur le territoire intercommunal et divisée par 2 en 10 ans. Ces résidences ont été laissées vacantes
- Un parc de logements relativement ancien mais une part importante d'habitants installés depuis moins de 10 ans
- Un rythme de construction de 10 logements par an depuis les années 1970
- Des logements diversifiés mais majoritairement de grande taille
- Des logements peu adaptés à la composition des ménages
- Une part de locatif non négligeable
- Un prix de l'immobilier abordable

Enjeux :

- Maintenir la pluralité présente dans le parc de logement
- Développer l'habitat intermédiaire
- Rééquilibrer l'offre de logement entre petits et grands logements

4. Un pôle économique à l'échelle de l'intercommunalité

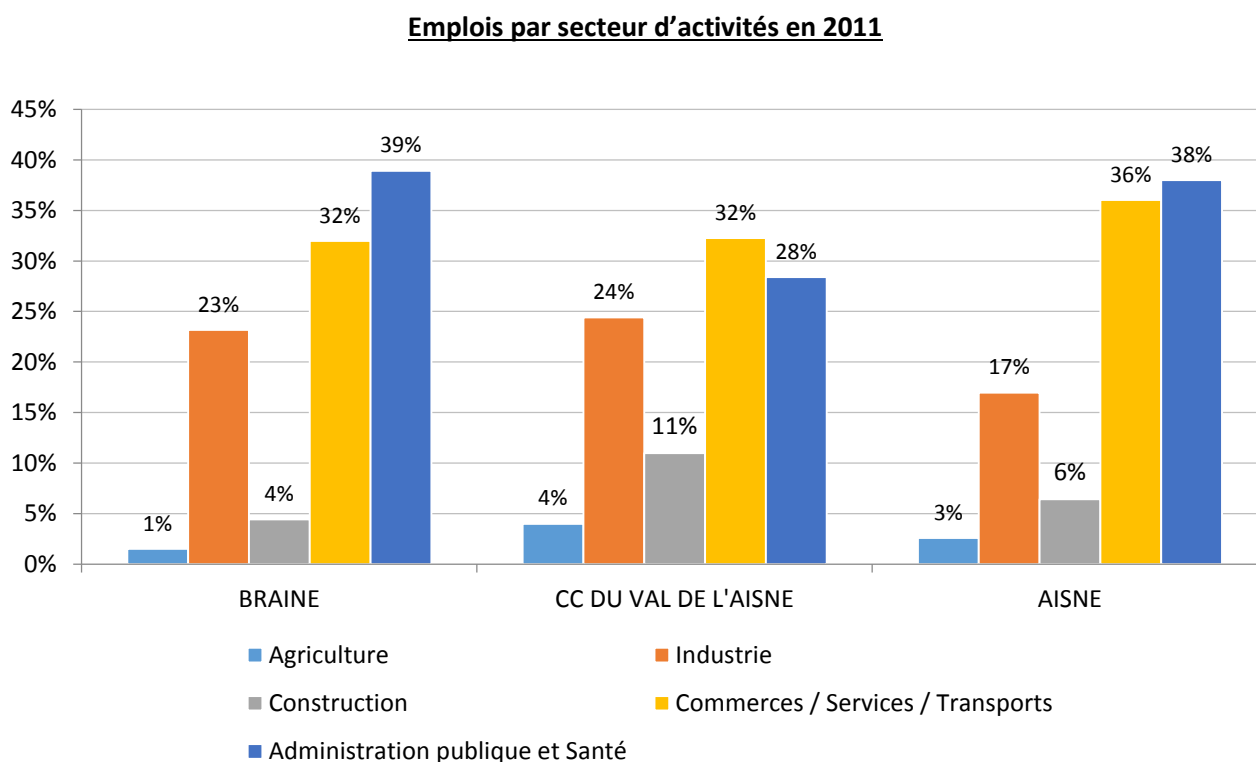
4.1. Un territoire pourvoyeur d'emplois



Pour 100 actifs résidants sur la commune, Braine propose 88 emplois. C'est beaucoup plus qu'à l'échelle intercommunale et un peu plus qu'à l'échelle du département de l'Aisne.

Cette concentration conforte Braine dans son rôle de bourg relais identifié par le Scot. Elle traduit également une certaine vitalité économique : c'est un territoire qui peut potentiellement fournir un emploi à la majorité de sa population active.

Source : INSEE - RP 2011



Source : INSEE - RP 2011

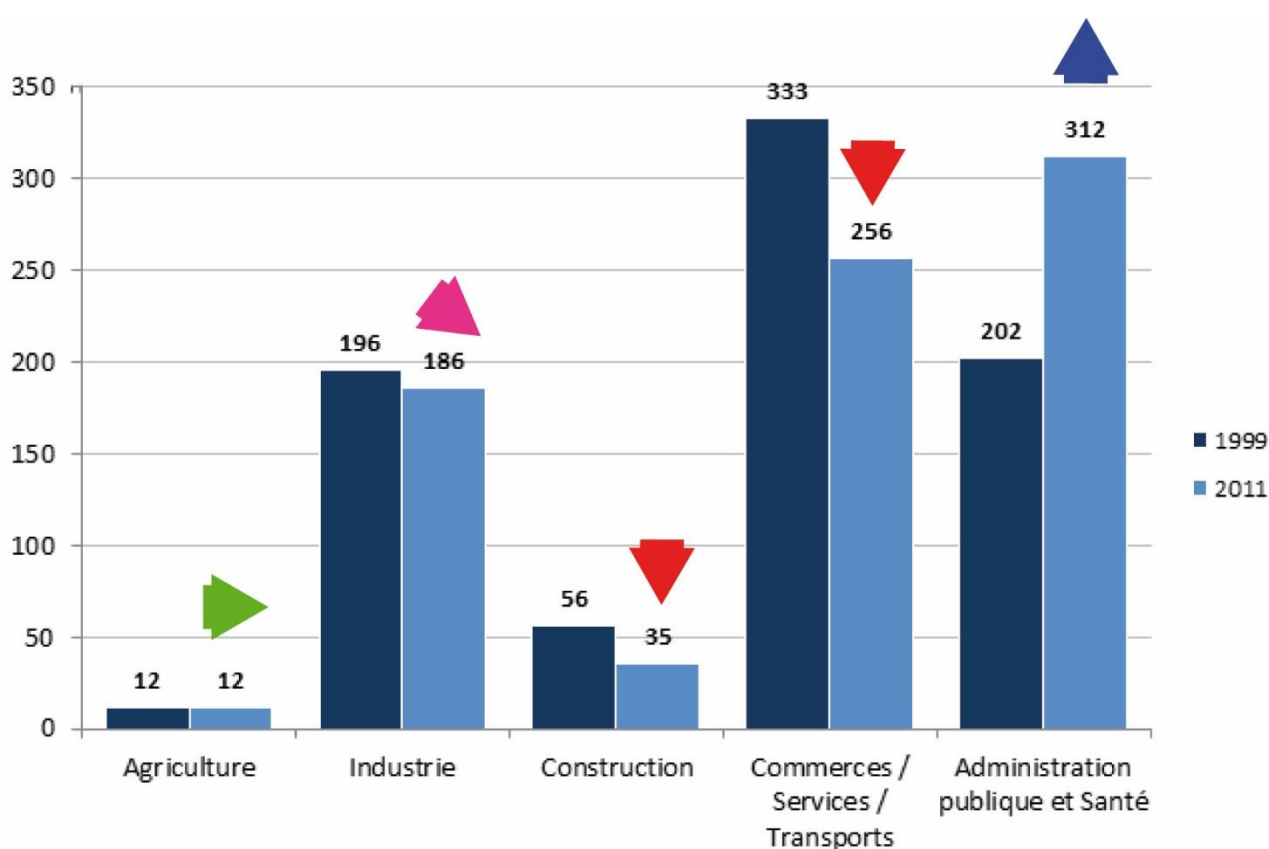
Le secteur économique le plus pourvoyeur d'emplois à Braine est le secteur de l'administration publique et de la santé (39% des emplois), suivi par les commerces/services/transports (32%). Braine présente donc le profil d'un territoire à l'économie tertiaisée.

Ceci est d'autant plus vrai que malgré sa situation en espace rural, la commune ne compte que 1% d'emplois liés à l'agriculture.

En revanche, le secteur industriel est bien représenté. Il représente 23% des emplois, contre 13% à l'échelle nationale.

Ce modèle de structuration des secteurs d'activités est proche de ceux observés à l'échelle du département et de l'intercommunalité. En comparaison de la Communauté de Communes du Val de l'Aisne, Braine emploie plus dans l'administration et moins dans le secteur de la construction. Cette caractéristique est notamment due à la présence d'un groupe scolaire et d'un collège.

Évolution des emplois par secteurs d'activité sur le territoire entre 1999 et 2011



Source : INSEE - RP 2011

	Agriculture	Industrie	Construction	Commerces/Services/ Transports	Administration publique et santé
1999	12	196	56	333	202
2011	12	186	35	256	312
Évolution	0	- 5,1 %	- 37,5 %	- 23,1 %	+ 54,5 %

Source : INSEE - RP 2011

Entre 1999 et 2001, le nombre d'emplois à Braine est stable. On observe simplement deux emplois supplémentaires.

Dans le détail, on observe une disparité dans l'évolution des différents secteurs d'emploi. Les emplois agricoles sont stables et les emplois industriels ne diminuent que légèrement (-5,1%). En revanche, le secteur de la

construction et celui des commerces/services/transports enregistrent respectivement un recul de plus d'un tiers (-37,5%) et de près d'un quart (-23,1%) de leurs emplois. La hausse générale du nombre d'emplois sur le territoire est uniquement due aux gains importants enregistrés par le secteur administration publique et santé (54,5%).

4.2. Les activités d'un bourg relais

Braine compte plusieurs commerces et services de proximité qui favorisent l'animation de la commune et participent à son rôle de bourg relais à l'échelle de l'intercommunalité.

4.2.1. Des commerces, services et professions libérales diversifiés.

- Alimentaire et restauration
 - 1 boucherie – charcuterie
 - 2 boulangeries
 - 2 restaurants
 - 2 cafés

- Commerces et services
 - 2 banques
 - 2 assurances
 - 1 poste
 - 2 agences immobilières
 - 1 notaire
 - 2 auto-écoles
 - 1 fleuriste
 - 1 entreprise de pompes funèbres
 - 2 supermarchés (Leader Price – Carrefour Market)
 - 1 maison de la presse
 - 1 station de lavage
 - 3 coiffeurs et 1 institut de beauté
 - 1 magasin de jardinage (Gamm Vert)
 - 1 opticien

- Santé
 - 6 médecins
 - 2 pharmacies
 - 2 dentistes, dont 1 orthodontiste
 - 2 kinésithérapeutes
 - 1 pédicure
 - 1 ostéopathe
 - 1 vétérinaire
 - 5 infirmières
 - 2 maisons de retraite



4.2.2. Les équipements et services publics structurants

- Les équipements communaux
 - 1 mairie
 - 1 abbaye
 - 1 cimetière
 - 1 salle des fêtes (capacité d'accueil 200 personnes)
 - 1 stade de football
 - 1 gymnase
 - 1 boulodrome
 - 2 cours de tennis

- Les services publics
 - 1 Maison des Services Publics
 - 1 Poste
 - 1 gendarmerie
 - 1 bibliothèque

- Equipement scolaire
 - 1 école maternelle et élémentaire (280 élèves répartis dans 14 classes)
 - 2 cantines
 - 1 école privée maternelle + élémentaire (145 élèves, répartis dans 6 classes)
 - 1 collège (400 élèves)
 - 1 centre aéré (foyer rural)



L'activité liée à ces équipements et services publics représente l'un des moteurs essentiels de l'économie brainoise.

4.2.3. Un héritage industriel et artisanal encore présent

Braine se situe dans une ancienne vallée industrielle. Elle en a gardé certaines caractéristiques, notamment la présence de deux zones industrielles presque totalement commercialisées :

- Zone industrielle Pierre Bécret
- Zone industrielle des Waillons

Ces zones industrielles accueillent des entreprises relativement diversifiées, spécialisées dans des domaines tels que le plastique, l'agro-industrie, la production alimentaire, le recyclage des déchets...

L'activité industrielle de Braine constitue l'un de ses points forts. Néanmoins, en l'état actuel des choses, elle ne pourra croître que de manière intensive (embauche, hausse de production...) et non de manière extensive (accueil de nouvelles activités/entreprises, extension...), en raison de la capacité maximale d'accueil quasiment atteinte sur les zones dédiées.

En 2013, Braine comptait 18 entreprises industrielles et 19 concernées par le secteur de la construction.

4.2.4. Une activité agricole traditionnelle tournée vers la polyculture et l'élevage

Depuis 1988, le nombre d'exploitations agricoles est resté relativement stable sur le territoire de Braine. Le Recensement Général Agricole (RGA) de 2010 recensait 7 exploitations agricoles, contre 8 en 1988

Les caractéristiques principales des exploitations agricoles de Braine

	1988	2000	2010	Évolution entre 2000 et 2010
Exploitations agricoles ayant leur siège dans la commune	8	7	7	→
Travail dans les exploitations agricoles (en unité de travail annuel ¹⁰)	13	11	12	↑
Superficie agricole utilisée¹¹ (en ha)	469	476	429	↓
Cheptel (en unité de gros bétail, tous aliments ¹²)	257	463	314	↓
Superficie en terres labourables (en ha)	399	384	346	↓
Superficie toujours en herbe (en ha)	69	87	83	↓

Source : AGRESTE - Recensements Agricoles 2010 et 2000

En 20 ans, le paysage agricole communal a très peu évolué. La surface agricole utilisée (SAU) a diminué de 30ha, ce qui est relativement peu. Le cheptel a lui diminué depuis 2000, mais est en augmentation globale depuis 1988.

Aujourd'hui comme en 2000, les activités principales sont ainsi la polyculture et le polyélevage.

¹⁰ L'unité de travail annuel est une mesure en équivalent temps complet du volume de travail fourni par les chefs d'exploitations et coexploitants, les personnes de la famille, les salariés permanents, les salariés saisonniers et par les entreprises de travaux agricoles intervenant sur l'exploitation. Cette notion est une estimation du volume de travail utilisé comme moyen de production et non une mesure de l'emploi sur les exploitations agricoles.

¹¹ La superficie agricole utilisée (SAU) est une notion normalisée dans la statistique agricole européenne. Elle comprend les terres arables (y compris pâturages temporaires, jachères, cultures sous abri, jardins familiaux...), les surfaces toujours en herbe et les cultures permanentes (vignes, vergers...).

¹² Unité gros bétail tous aliments (UGBTA) : unité employée pour pouvoir comparer ou agréger des effectifs animaux d'espèces ou de catégories différentes (par exemple, une vache laitière = 1,45 UGBTA, une vache nourrice = 0,9 UGBTA, une truie-mère = 0,45 UGBTA).

Évolution de la répartition de la SAU des exploitations de Braine entre 2000 et 2010

Superficie agricole utilisée (hors arbres de Noël)			
Exploitations en ayant		Superficie correspondante (ha)	
2000	2010	2000	2010
7	6	476	429
Céréales			
Exploitations en ayant		Superficie correspondante (ha)	
2000	2010	2000	2010
7	6	476	429
Blé tendre			
Exploitations en ayant		Superficie correspondante (ha)	
2000	2010	2000	2010
5	3	174	130
Orge et escourgeon			
Exploitations en ayant		Superficie correspondante (ha)	
2000	2010	2000	2010
3	3	58	76
Maïs-grain et maïs semence			
Exploitations en ayant		Superficie correspondante (ha)	
2000	2010	2000	2010
3	s	30	s
Betterave industrielle			
Exploitations en ayant		Superficie correspondante (ha)	
2000	2010	2000	2010
4	3	39	30
Fourrages et superficie toujours en herbe			
Exploitations en ayant		Superficie correspondante (ha)	
2000	2010	2000	2010
5	4	120	132
Superficie toujours en herbe			
Exploitations en ayant		Superficie correspondante (ha)	
2000	2010	2000	2010
4	4	s	83
Jachère			
Exploitations en ayant		Superficie correspondante (ha)	
2000	2010	2000	2010
5	3	33	18

Source : AGRESTE - Recensements Agricoles 2010 et 2000

Le silo agricole fait l'objet de périmètres de sécurité

a) La prise en compte des élevages et du principe de réciprocité

Un bâtiment d'élevage présent dans la commune est concernée par les réglementations suivantes :

- Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)

Exploitation	Activité	Régime
EARL Hennart	Bovins et vaches laitières	ICPE
Ferme du Parc	Polyculture et élevage	ICPE

L'ensemble des bâtiments de la ferme est classé au régime ICPE.

À ce titre, il convient de préciser que l'article L. 111-3 du Code Rural soumet à une **distance d'éloignement l'implantation ou l'extension des constructions et installations soumises au régime des ICPE (distance minimale de 100 mètres), vis-à-vis des habitations et immeubles habituellement occupés par des tiers.**

Par principe de réciprocité, la même exigence d'éloignement est imposée à ces derniers à toute nouvelle construction et à tout changement de destination précités à usage non agricole nécessitant un permis de construire, à l'exception des extensions de constructions existantes.

Il conviendra donc d'être vigilant à ne pas créer de contrainte pour le développement des exploitations en place.

- **RSD**

Le règlement sanitaire départemental constitue le texte de référence pour imposer des prescriptions en matière d'hygiène et de salubrité aux activités qui ne relèvent pas du champ d'application de la loi du 19 juillet 1976.

Le Règlement sanitaire départemental (RSD), dont l'existence est prévue par le code de la santé, édicte des règles techniques d'hygiène qui ne sont pas précisées dans d'autres textes.

Plusieurs exploitation sont soumise au RSD sur la commune, qui impose un périmètre d'inconstructibilité de 50m :

- Winterstein Virginie,
- Desimeur Christel
- Ferme de la Cendrière

b) Remembrement agricole

Le territoire communal n'a pas fait l'objet d'un **remembrement et aucun projet n'est actuellement en cours.**

c) L'activité forestière

Une entreprise forestière (de type scierie) est implantée dans la commune.

5. Une population active bénéficiant des filières locales

5.1. Une augmentation de la population active et des retraités

Population active 15 à 64 ans en 1999

INSEE 1999	Population 15-64 ans	Actifs 15-64 ans		Actifs ayant un emploi 15 à 64 ans		Actifs sans emploi 15 à 64 ans		Taux de chômage en 1999
	Absolu	Absolu	%	Absolu	%	Absolu	%	%
BRAINE	1 288	867	67,3%	723	56,1%	144	11,2%	16,6%
CC DU VAL DE L' AISNE	11 746	8 020	68,3%	6 926	59,0%	1 094	9,3%	13,6%
SCOT VAL DE L' AISNE	11 746	8 020	68,3%	6 926	59,0%	1 094	9,3%	13,6%
AISNE	340 509	231 652	68,0%	195 097	57,3%	36 555	10,7%	15,8%

Source : INSEE 2011

Population active 15 à 64 ans en 2011

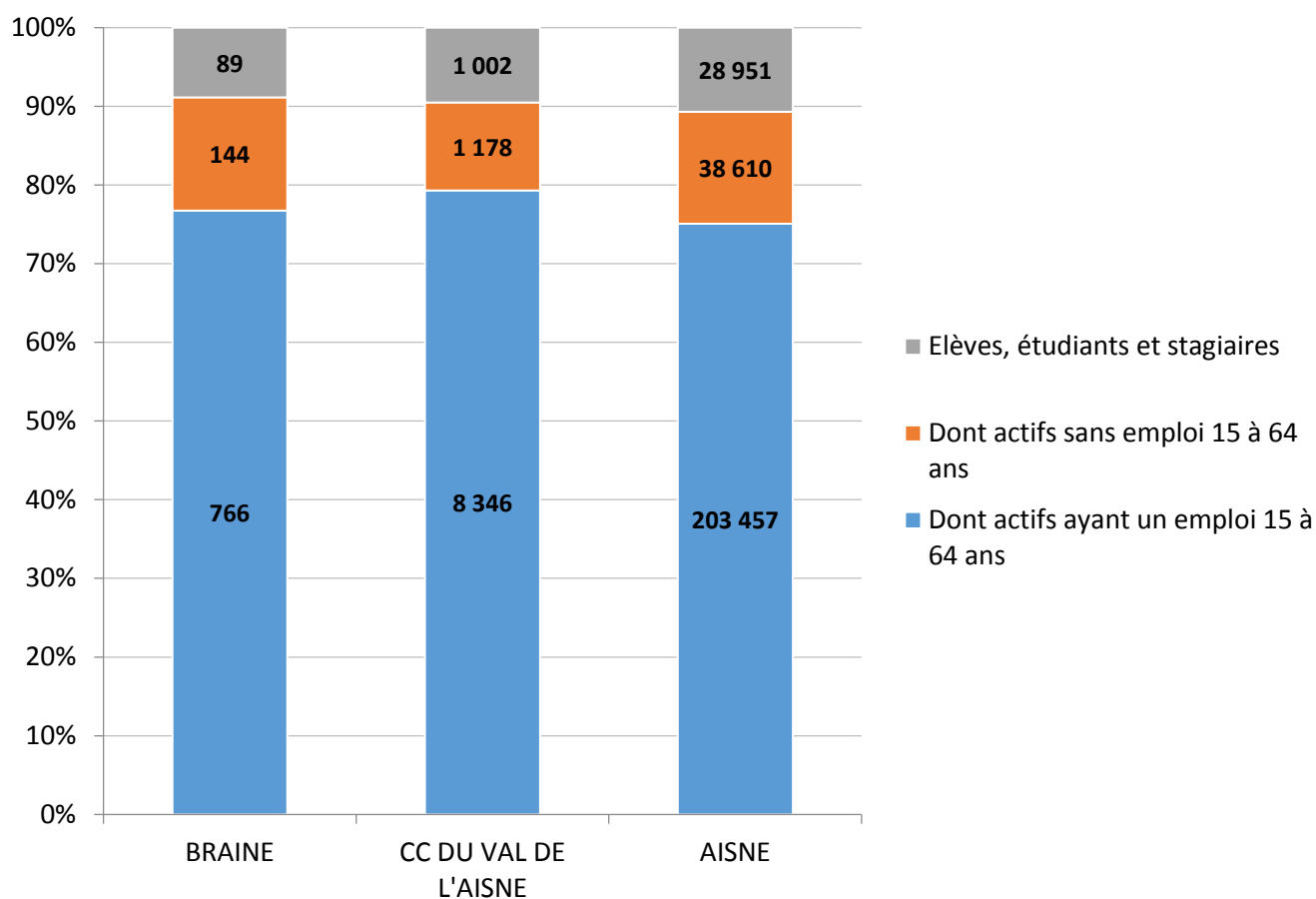
INSEE 2011	Population 15-64 ans	Dont actifs 15-64 ans		Dont actifs ayant un emploi 15 à 64 ans		Dont actifs sans emploi 15 à 64 ans		Taux de chômage en 2011
	Absolu	Absolu	%	Absolu	%	Absolu	%	%
BRAINE	1 277	910	71,3%	766	60,0%	144	11,2%	15,8%
CC DU VAL DE L' AISNE	12 978	9 524	73,4%	8 346	64,3%	1 178	9,1%	12,4%
AISNE	344 556	242 066	70,3%	203 457	59,0%	38 610	11,2%	15,9%

Source : INSEE - RP 2011

Le **nombre d'actifs a augmenté** dans la commune entre 1999 et 2011, tant en valeur absolue que relative pour passer des 67,3% des 15-64 ans à 71,3%. Les actifs ayant un emploi ont également augmenté ce qui a engendré une légère baisse de la part de chômeurs qui était de 11,9% en 1999 contre 11,2% en 2009.

Le taux de chômage a donc mécaniquement légèrement baissé également sur la même période. Sur ce sujet, la commune de Braine se situe dans la moyenne départementale. En revanche, elle se distingue de la Communauté de Communes du Val de l'Aisne qui enregistre un taux de chômage de 12,4%.

Statut de la population de 15 à 64 ans en 2011 (hors retraités)



Le **nombre d'actifs a augmenté** dans la commune entre 1999 et 2011, tant en valeur absolue que relative pour passer des 67,3% des 15-64 ans à 71,3%. Les actifs ayant un emploi ont également augmenté ce qui a engendré une légère baisse de la part de chômeurs qui était de 11,9% en 1999 contre 11,2% en 2009.

Le taux de chômage a donc mécaniquement légèrement baissé également sur la même période. Sur ce sujet, la commune de Braine se situe dans la moyenne départementale. En revanche, elle se distingue de la Communauté de Communes du Val de l'Aisne qui enregistre un taux de chômage de 12,4%.

La part des actifs ayant un emploi est supérieure aux autres échelles de représentation. À l'inverse, la part des chômeurs est comparable au taux départemental.

Inactifs en 1999

INSEE 2011	Inactifs		Elèves, étudiants et stagiaires		Retraités et préretraités		Autres inactifs	
	Absolu	%	Absolu	%	Absolu	%	Absolu	%
BRAINE	421	100,0%	151	35,9%	85	20,2%	185	43,9%
CC DU VAL DE L' AISNE	3 726	100,0%	1 297	34,8%	875	23,5%	1 554	41,7%
AISNE	108 857	100,0%	38 204	35,1%	25 876	23,8%	44 777	41,1%

Inactifs en 2011

INSEE 2011	Inactifs		Elèves, étudiants et stagiaires		Retraités et préretraités		Autres inactifs	
	Absolu	%	Absolu	%	Absolu	%	Absolu	%
BRAINE	367	100,0%	89	24,1%	124	33,8%	154	42,1%
CC DU VAL DE L' AISNE	3 453	100,0%	1 002	29,0%	1 212	35,1%	1 239	35,9%
AISNE	102 517	100,0%	28 951	28,2%	34 532	33,7%	39 035	38,1%

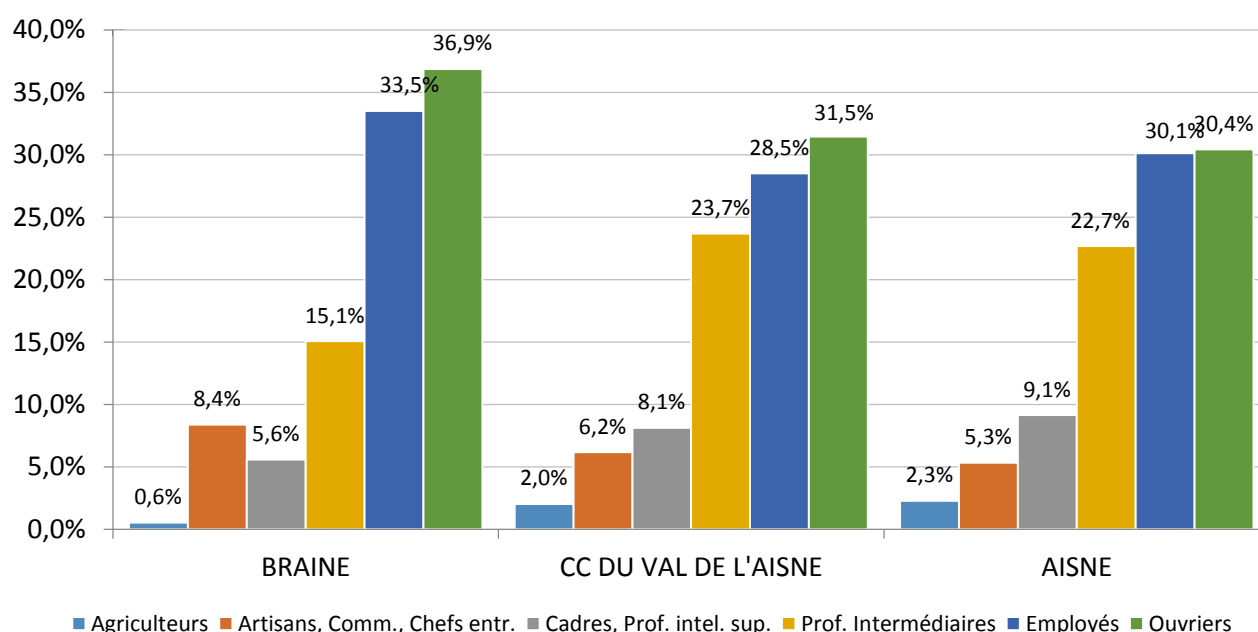
Source : INSEE - RP 2009

La **part des inactifs est passée de 32,7% des 15-64 ans à 28,7%**. Cette diminution générale cache des disparités. Si le taux tout comme le nombre d'élèves, étudiants et stagiaires ont diminué, cela n'est pas le cas des retraités et pré-retraités qui a augmenté de 46%. La construction de la maison de retraite ainsi que le vieillissement général de la population explique cette évolution. Cette dernière traduit un changement de structure au sein de la population inactive.

Les autres inactifs (hommes et femmes au foyer et personnes en incapacité de travailler) ont eux vu leur part se stabiliser, passant de 43,9% à 42,1%.

5.2. Des employés et des ouvriers représentant la grande majorité des actifs

Comparatif des actifs occupés par catégorie socioprofessionnelle en 2009



Source : INSEE - RP 2011

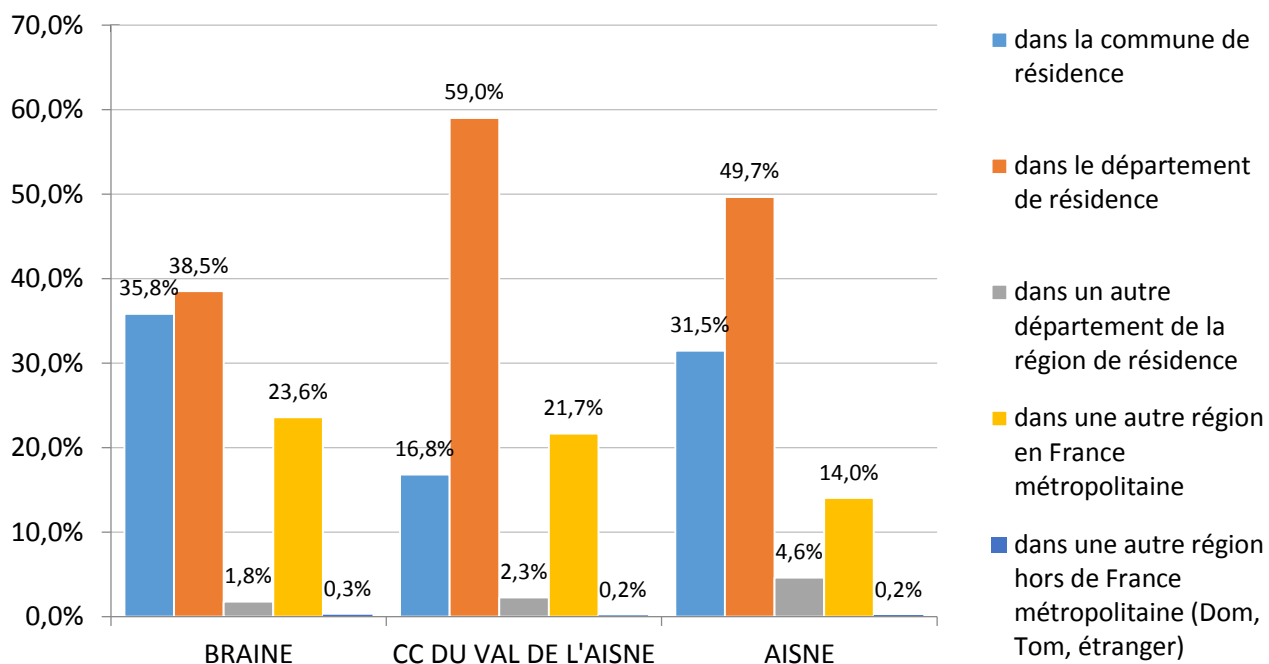
En 2011, la catégorie socioprofessionnelle des ouvriers était la plus représentée à l'échelle communale (36,9% des actifs). La part des employés était elle aussi bien représentée, avec 33,5% de la population active. Ces deux catégories d'actifs sont légèrement sur-représentées par rapport aux échelles intercommunale et départementale. Les artisans, commerçants et chefs d'entreprises sont également sur-représentés, même ne représentent que 8,4% de la population.

À l'inverse, les agriculteurs, cadres et professions intellectuelles supérieures ainsi que les professions intermédiaires¹³ sont sous représentés par rapport aux deux autres échelles de comparaison. La part des cadres et les professions intermédiaires est 1/3 moins importante à Braine que dans le reste de l'Aisne. Quant aux agriculteurs, ils ne représentent que 0,6% des actifs de la commune contre 2% et 2,3% des actifs du Val de l'Aisne et de l'Aisne.

¹³ Les **professions intermédiaires** représentent les personnels occupant une position intermédiaire entre les cadres et les agents d'exécution, ouvriers ou employés et ceux travaillant dans l'enseignement, la santé et le travail social ; parmi eux, les instituteurs, les infirmières, les assistantes sociales.

5.3. Des déplacements domicile-travail restreints ou tournés vers Reims

Comparatif des migrations domicile-travail des actifs de la commune en 2011



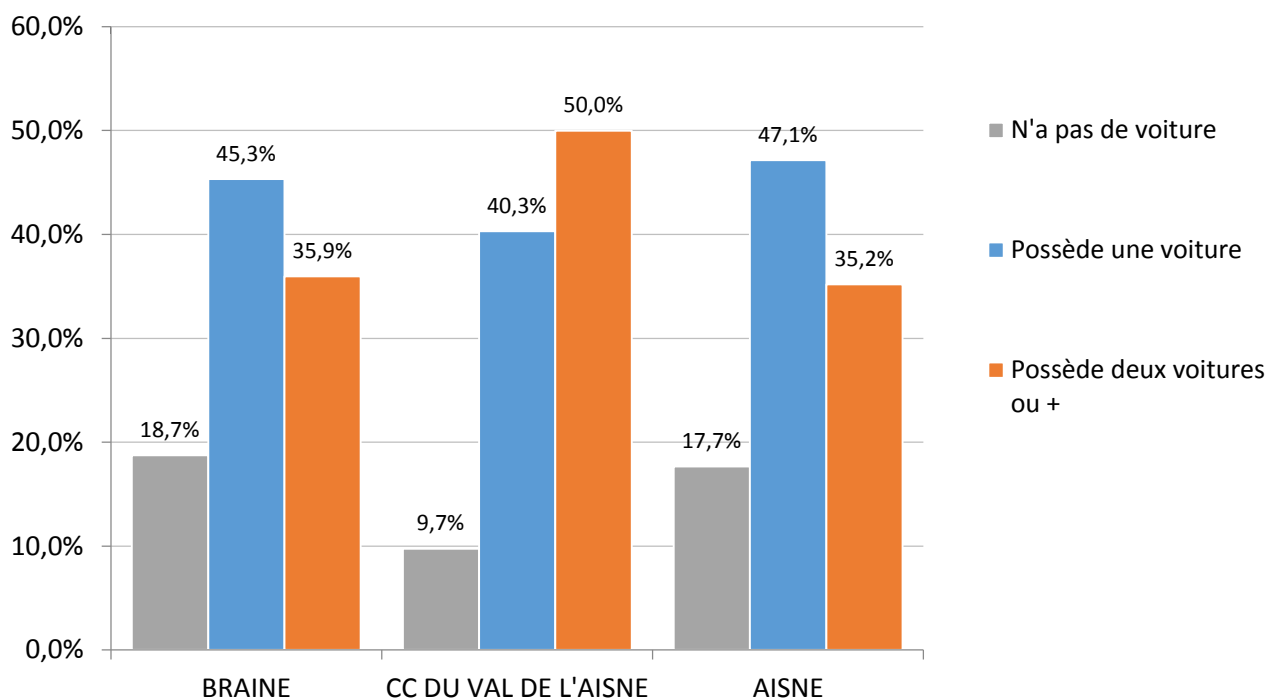
Source : INSEE - RP 2011

En 2011, les actifs Brainois étaient 35,8% à travailler à Braine. C'est plus que pour le département ou la Communauté de Communes. Ceci reflète l'importance de l'indice de concentration (88), mais démontre aussi que plus d'un emploi à Braine est pourvu par un actif venu d'une autre commune.

Logiquement, une part importante (38,5%) des actifs Brainois, dans une autre commune du département de l'Aisne.

Les actifs de Braine se distinguent notamment en étant près d'un quart (23,6%) à aller travailler dans une autre région. Ce chiffre s'explique du fait de la proximité du département de la Marne mais il est surtout le fruit de l'attractivité de la zone d'emploi de Reims. Il est cohérent avec le desserrement démographique observé à propos de l'agglomération.

Le taux d'équipement des ménages en véhicule automobile en 2011



Source : INSEE - RP 2009

Malgré des conditions de vie relativement urbaines et un taux d'emploi sur le lieu de résidence important, les ménages Brainois sont très équipés en automobiles. Néanmoins, contrairement à la moyenne intercommunale, ils sont plus nombreux à ne disposer que d'une seule voiture (45,3% contre 35,9%). Le modèle Brainois se rapproche du modèle départemental.

Ce fort taux d'équipement en automobile par la part importante d'actifs devant se déplacer hors de la commune pour travailler. Il s'explique également par une part importante de services, équipements, commerces et loisirs qui ne sont pas présents à Braine mais plutôt dans des villes proches comme Reims ou Soissons (Cinéma, sous-préfecture, habillement, mobilier, cinéma, enseignement supérieur...).

Economie, population active et emplois : constats et enjeux

Constats :

- De nombreux emplois
- Un pôle de proximité en terme de services à la population et d'administration
- Une gamme de services de proximité et de commerces complète
- Une baisse des effectifs dans le secteur Commerces/Services/transports

- Une population composée majoritairement d'ouvriers et d'employés
- Un taux de chômage relativement élevé
- Plus d'un tiers des habitants travaille sur la commune
- Des ménages bien équipés en automobile

Enjeux :

- Soutenir l'économie résidentielle
- Dégager de nouvelles possibilités foncières dans les zones industrielles pour créer de nouveaux emplois adaptés à la population
- Développer les solutions de stationnement

6. Transports et déplacements

6.1. Un territoire bien desservi par le réseau routier

6.1.1. Les axes de communication

Le territoire de Braine est desservi par la **route nationale 31** qui la contourne par le sud et qui relie Soissons à Reims.

Les échangeurs les plus proches se situent à environ 30kms (Reims-Thillois, Guignicourt et Villers-Agron-Aiguizy)

6.1.2. Les services de transports collectifs

- **Le réseau de bus et de cars**

La commune est desservie par une ligne de bus, la ligne 560 de la Régie des Transports de l'Aisne.

- **Le train**

Les gares les plus proches sont celles de Soissons, à 18km et de Fismes, à 11km. Elles sont respectivement desservies par la ligne Paris – Laon et la Ligne La Ferté-Milon – Reims

6.2. Les contraintes liées aux voies de communication

6.2.1. La RN31, portion qui est classée à grande circulation

La **RN 31 qui traverse la commune est classée route à grande circulation** au titre de sa classification comme Route Express.

Aussi le territoire communal est concerné par **l'application de l'article L. 111-1-4 du Code de l'Urbanisme** qui introduit une bande d'inconstructibilité de 100m de part et d'autre de l'infrastructure.

6.2.2. Arrêté de bruit

La commune de Braine est concernée par la loi relative à la lutte contre le bruit du 31 décembre 1992 classant certaines infrastructures de transport terrestre par niveau sonore.

La loi sur le bruit du 31 décembre 1992, complétée par un arrêté relatif au bruit des infrastructures routières du 5 mai 1995, pose le principe de la prise en compte des nuisances liées aux infrastructures de transport terrestre. Ainsi, le préfet a élaboré un classement sonore des infrastructures indiquant les secteurs affectés au bruit, les niveaux sonores à prendre en compte et les isolements de façades requis.

Les infrastructures de transports sont génératrices de bruit, elles ont fait l'objet d'une cartographie de bruit (Les Cartes de Bruit). Conformément à la Circulaire du 07 juin 2007 relative à l'établissement des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement ont été élaborés dans le département de l'Aisne.

6.3. Les plans d'alignement

Selon le Plan des servitudes d'utilité publique de l'État, en date du 26 octobre 2015, la commune de Braine n'est pas soumise à un plan d'alignement.

6.4. Une circulation apaisée depuis la mise en place du contournement sud

a) Circulation routière

La RN 31 constitue l'axe de desserte majeur de la commune. Son dimensionnement permet d'assimiler aisément les principaux flux de transit. Il n'existe pas d'enjeux sécuritaires inhérents à cette voirie étant donné que les secteurs de développement de l'urbanisation n'ont pas été privilégiés le long de cet axe mais à l'intérieur du tissu urbanisé.

La proximité de la RN31 est un atout pour la commune. Cependant, le fait qu'il ne soit pas possible d'accéder à Braine depuis l'échangeur de l'Ouest dans le sens Reims-Soissons constitue aujourd'hui un handicap.

L'absence de liaison directe entre les deux zones d'activités amène les poids lourds à transiter par le centre-ville de Braine, ce qui peut parfois gêner la circulation des piétons ou des véhicules individuels.

Néanmoins, dans l'ensemble, les voiries secondaires qui sillonnent la ville sont suffisamment dimensionnées pour recevoir des flux qui correspondent principalement à des dessertes locales (dans le cadre de trajets domicile-travail par exemple).

À certains moments de l'année, le secteur urbanisé de la commune peut être traversé par des véhicules agricoles qui se déplacent du nord au sud du finage. Cette circulation est essentiellement une circulation intercommunale et concerne des agriculteurs qui exploitent des parcelles situées dans les communes voisines de Braine.

b) Les déplacements piétons

La desserte des piétons ne pose pas de difficulté majeure dans le village. D'une manière générale, la desserte piétonne est de bonne qualité.

c) Accessibilité

La Loi sur l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, a été promulguée le 11 février 2005. Pour ce qui concerne la voirie et les espaces publics, deux décrets et un arrêté viennent en préciser l'application.

Cette loi et ces décrets refondent les obligations en matière d'accessibilité et de prise en compte de tous les types de handicap sur la continuité des déplacements. Des règles contraignantes et des délais relatifs à la programmation et à la réalisation d'une véritable accessibilité ont été fixés. La chaîne du déplacement accessible devient ainsi une réalité incontournable.

À cette fin, les communes ou établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à qui l'on a transféré cette compétence doivent établir **un plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics avant 2010** (plus exactement avant le 23 décembre 2009, soit trois ans après la date de parution du décret).

Transports et déplacements : constats et enjeux

Constats :

- Une commune bien desservie par un réseau national (RN31).
- Une circulation et des dessertes sans contrainte majeure
- Une problématique de circulation liée aux véhicules agricoles

Enjeux :

- Prendre en compte le positionnement stratégique le long de la RN31
- Maintenir la bonne circulation et la sécurité
- Réfléchir à une alternative à la traversée agricole de Braine

7. Les ressources naturelles et les réseaux

7.1. L'eau et l'assainissement

“L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général.” (Extrait de l'article L210-1 du code de l'environnement)

7.1.1. L'alimentation en eau potable : ressources, captages et distribution¹⁴

Situation actuelle

La production est assurée par trois champs captants. On note également la présence d'un forage privé sur le territoire.

Ces forages font l'objet d'un périmètre de protection particulier.

L'alimentation en eau potable est gérée en affermage par la Lyonnaise des eaux.

Dans une étude concernant l'eau potable sur le Soissonnais, Braine a été identifiée comme une commune dont le rendement des réseaux devra être amélioré. Son rendement est aujourd'hui de 74%. Une étude va prochainement être engagée pour déterminer les interventions à mener sur le réseau.

La nappe dans laquelle Braine puise son eau est aujourd'hui adaptée à la consommation communale. Une réflexion sur de possibles interconnexions est actuellement en cours.

Situation future

Un nouveau forage a été annoncé au cours du conseil municipal du 3 juillet 2014.

Un renforcement du réseau est également prévu. Une étude a été confiée à la SAFEGE sur ce point.

7.1.2. L'assainissement¹⁵

L'assainissement de la commune est gérée par un système séparatif. La compétence a été déléguée à la communauté de communes du Val de l'Aisne.

La commune de Braine dispose d'une station d'épuration d'une capacité de 3 500 EH. Un bassin d'orage est par ailleurs installé sur le site de l'ancienne station d'épuration.

Une fois traitée, l'eau est rejetée dans la Vesle

7.2. La défense incendie

Le PLU est assujetti aux dispositions générales :

- Du code général des collectivités territoriales, et notamment aux articles L. 2122-24, L. 2212-1 à 5 relatifs aux pouvoirs de police municipale du maire (prévention des risques, couverture opérationnelle),
- De l'arrêté ministériel du 1er février 1978 approuvant le règlement d'instruction et de manœuvre des sapeurs pompiers communaux,
- De la circulaire interministérielle n°465 du 10 décembre 1951 relative à la défense contre

¹⁴ Source : Schéma Directeur d'Assainissement de Braine – Cabinet BUFFET - 02/2004.

¹⁵ Sources : assainissement.developpement-durable.gouv.fr (MEDDE - ROSEAU - Janvier 2013) / Schéma Directeur d'Assainissement de Braine – Cabinet BUFFET - 02/2004.

l'incendie.

- Cette circulaire précise notamment que :
- Les poteaux incendie doivent être alimentés par une canalisation d'un diamètre au moins égale à 100 mm et fournir un débit minimal de 17 litres par seconde sous une pression de 1kg/cm^3 ,
- Les poteaux incendie doivent être positionnés à une distance allant de 100 à 400 mètres entre eux selon la caractéristique du risque à défense (courant ou particulier) ainsi que son isolement. Cette distance est déterminée à l'issue d'une analyse de risque détaillée.

La défense extérieure contre l'incendie peut également être assurée par un moyen naturel ou artificiel équivalent à moins de 400 mètres de l'habitation par les chemins praticables et permettant de disposer de 120 m^3 d'eau en 2 heures. Ce dispositif devra être conforme à la fiche technique de l'aménagement d'un point d'eau.

Ces points d'eau doivent être implantés en bordure de chaussée carrossable et il est nécessaire de les faire réceptionner par le S.D.I.S. dès leur aménagement terminé.

7.2.1. Situation actuelle

La commune dépend sur Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Aisne. Elle accueille sur son territoire un centre d'incendie et de secours couvrant 2 communes. Ce centre est installé route de Vieil Arcy depuis 2014.

La défense incendie de Braine est globalement satisfaisante. 45 bornes ou bouches incendie sont présentes sur le territoire communal. Seul le Château de la Roche apparaît éloigné d'une source d'eau.

7.2.2. Situation future

En cas d'extension des zones urbanisées, ce réseau nécessitera d'être renforcé à certains endroits. Le cas échéant, il conviendra de mettre en conformité certains poteaux d'incendie afin d'obtenir un débit minimum de $60\text{ m}^3/\text{h}$ sous 1 bar de pression dynamique.

À défaut, la mise en place de réserves artificielles, dimensionnées selon le débit d'alimentation devra permettre de disposer de 120 m^3 d'eau utilisable en 2 heures.

Dans le cadre des extensions de l'urbanisation, toutes les constructions devront être situées à moins de 200 mètres, par chemins praticables, de ces équipements. Quand le risque est particulièrement faible, cette distance peut être portée à 400 mètres, une analyse de risque étant alors nécessaire.

7.3. Les énergies

7.3.1. Le Schéma Régional Climat Air Energie¹⁶

En 2012, le conseil régional de Picardie a approuvé son Schéma régional Climat Air Energie. Il fixe plusieurs orientations croisant types de secteurs et enjeux :

Les orientations du SRCAE Picardie

Secteurs	Bâtiments	Transports et urbanisme	Agriculture & forêt	Industrie & Services	Production EnR
Enjeux					
Des conditions de vie durables pour les Picards	Orientation 1 - La Picardie met en œuvre un plan massif de réhabilitation énergétique du bâtiment et soucieux de la qualité de l'air intérieur	Orientation 2 - La Picardie favorise une mobilité durable par ses politiques d'aménagement	Orientation 3 - La Picardie accroît son offre de produits issus d'une agriculture locale et diversifiée	Orientation 4 - La Picardie encourage l'engagement social et environnemental de ses entreprises	Orientation 5 - La Picardie accroît l'autonomie énergétique de ses territoires et de ses habitants
Un système productif innovant et décarboné	Orientation 6 - La Picardie structure une offre dynamique et innovante en matière de réhabilitation et de construction de bâtiments	Orientation 7 - La Picardie contribue à l'amélioration de la performance énergétique des modes de transport	Orientation 8 - La Picardie fait évoluer les pratiques agricoles afin d'en réduire l'impact carbone et la pollution par les produits phytosanitaires	Orientation 9 - La Picardie accompagne ses entreprises dans la diminution de leur impact carbone et le développement des filières de l'économie verte	Orientation 10 - La Picardie développe des filières innovantes de production et de stockage d'énergies locales et renouvelables
Des ressources naturelles et patrimoniales préservées et valorisées	Orientation 11 - La Picardie favorise un habitat économe en ressources naturelles	Orientation 12 - La Picardie limite l'artificialisation des sols par une urbanisation maîtrisée	Orientation 13 - La Picardie prépare son agriculture et sa sylviculture aux évolutions de son contexte naturel	Orientation 14 - La Picardie s'engage sur la voie d'une production industrielle plus propre et économe en ressources naturelles	Orientation 15 - La Picardie assure la compatibilité du développement des énergies renouvelables avec la préservation de l'environnement et du patrimoine
Une mobilisation collective et positive	Orientation 16 - La Picardie assure la gouvernance du SRCAE et facilite l'appropriation des enjeux et des orientations climat air énergie par ses territoires et ses habitants				

C'est un cadre structurant les politiques régionales et territoriales d'ici à 2020 et 2050 en matière d'adaptation au changement climatique, de préservation de la qualité de l'air, de maîtrise des consommations d'énergie et de développement des énergies renouvelables. Le PCAER réaffirme la volonté régionale d'aller de l'avant.

7.3.2. L'énergie éolienne : le Schéma Régional Eolien

La loi du 3 août 2009 relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement a placé au 1er rang des priorités, la lutte contre le changement climatique.

L'énergie éolienne est une des énergies renouvelables les plus compétitives et dont les perspectives de développement sont fortes en Picardie.

Le développement des éoliennes doit être réalisé de manière ordonnée, afin de prévenir les atteintes aux paysages, au patrimoine, à la qualité de vie des riverains et dans le respect de la biodiversité.

Schéma régional éolien (SRE), annexé au SRCAE approuvé en mai 2012, Il identifie des zones « favorables » dans lesquelles les parcs éoliens seront désormais préférentiellement construits, dont une partie du territoire communal fait partie.

¹⁶ Source : www.picardie.fr

7.4. Une gestion des déchets intercommunale

7.4.1. Informations générales

Le **Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés de l'Aisne** a été révisé en 2008 sous l'égide du Conseil Général de l'Aisne.

Les objectifs retenus pour la gestion des déchets ménagers et assimilés de la Marne reposent sur les orientations de la politique nationale ainsi codifiée :

- prévenir ou réduire la production des déchets et leur nocivité,
- organiser le transport des déchets et le limiter en distance et en volume (principe de proximité),
- valoriser les déchets par réemploi, recyclage ou production d'énergie,
- informer le public,
- ne stocker que des déchets ultimes (disposition en vigueur depuis le 1er juillet 2002).

Les objectifs du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés de l'Aisne sont les suivants :

- mise en place d'un programme fort de prévention des déchets sur le département
- Valorisation maximale des déchets recyclables propres et secs
- Valorisation maximale des déchets collectés en déchèterie
- Possibilité pour les collectivités qui le souhaitent de développer des collectes de la fraction fermentescible des ordures ménagères avec des solutions de traitement en filières courtes
- Evolution du traitement et la valorisation des déchets ménagers résiduels
- Volonté d'une maîtrise foncière publique pour la réalisation des installations
- Possibilité de collaborer pour les franges départementales avec les départements limitrophes en fonction des disponibilités des installations.

7.4.2. Une gestion intercommunale

La Communauté de Communes a la compétence de collecte et de gestion des ordures ménagères.

Le ramassage des ordures ménagères et du tri sélectif est effectué 1 fois par semaine au porte-à-porte par la société Suez Environnement

6 bennes à verres sont présentes sur le territoire de Brenne (2 rue Jean Moulin, 3 route Vieil Arcy et 1 avenue Bécrot).

Il n'existe pas de ramassage individuel des monstres. Leur traitement se fait par dépôt en déchetterie.

2 déchetteries sont facilement accessibles pour les habitants du territoire : celle de Braine et celle de Presles-et-Boves.

Réseaux : constats et enjeux

Constats :

- Une alimentation en eau potable pour l'instant adaptée
- Un Schéma directeur d'assainissement approuvé
- Présence d'une station d'épuration
- Une défense incendie opérationnelle et aux normes

Enjeux :

- Préserver la ressource en eau
- Prendre en compte le schéma d'assainissement et les capacités
- Adapter la défense incendie aux projets futurs

DEUXIÈME PARTIE : ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

1. Le milieu physique

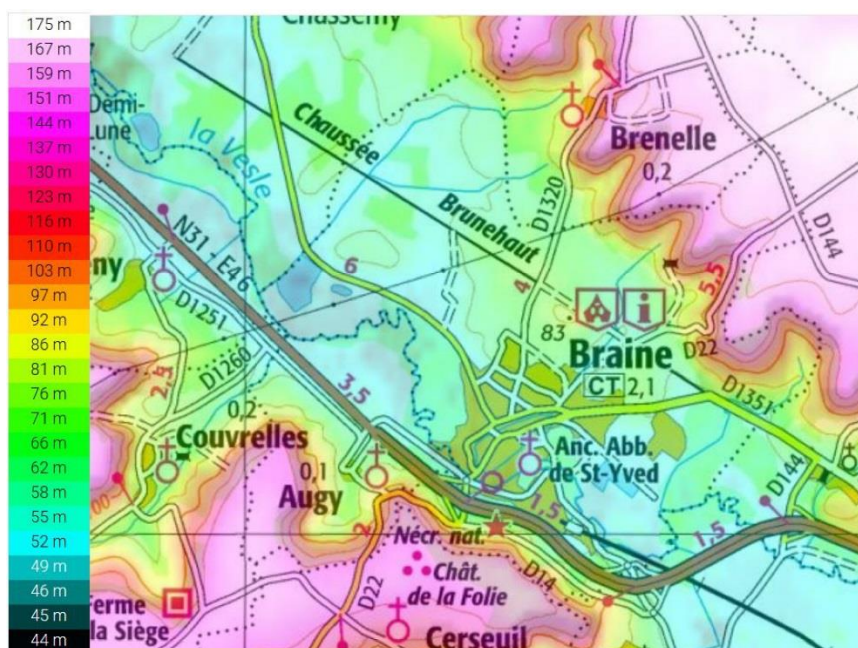
1.1. La topographie

Le territoire de Braine s'inscrit dans l'unité topographique de la Vallée de l'Aisne¹⁷.

La topographie générale du territoire peut apparaître relativement marquée, oscillant entre 163m au nord est et 50m sur les bords de la Vesle. La dénivellation du territoire est orientée sud-nord.

Cependant, la forte dénivellation se situe sur les franges communales. La partie urbanisée du territoire se situe entre 50 et 67m d'altitude.

Relief de Braine



Source : topographic-map.com

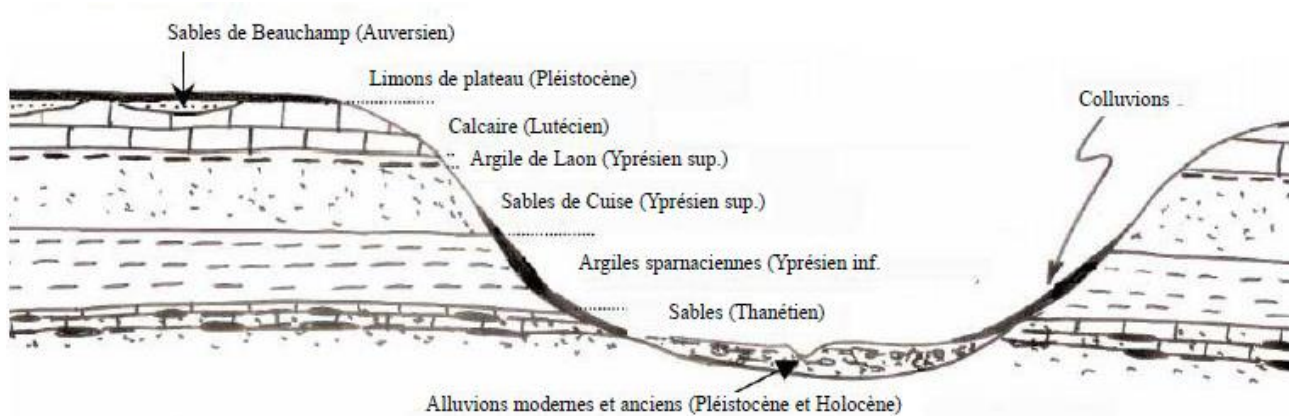
La situation de la commune en creux de vallée est relativement propice au développement urbain de la commune. Néanmoins, les points bas sont soumis aux remontées saisonnières de la nappe de la Vesle et constituent un frein à l'expansion des constructions (voir infra).

¹⁷ Source : Atlas des paysages de l'Aisne

1.2. La géologie

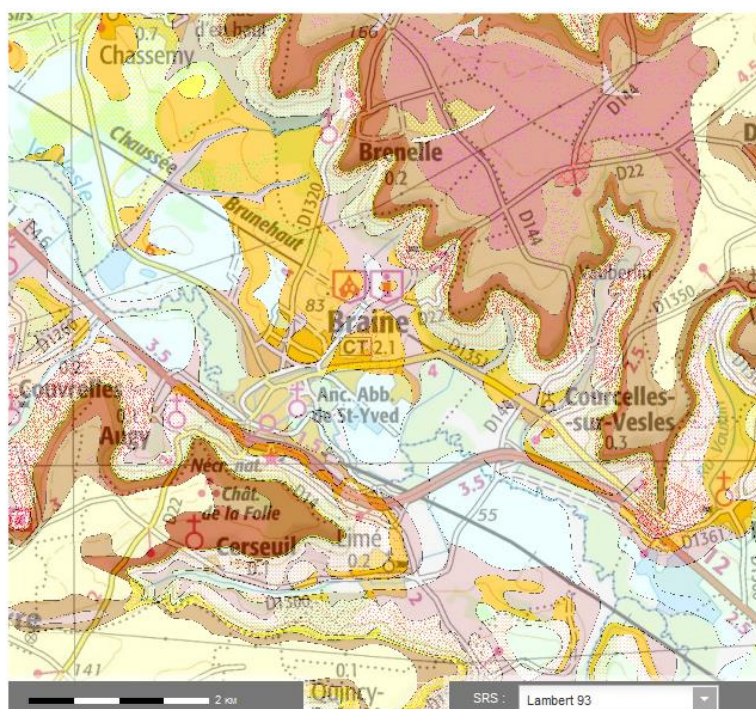
1.2.1. La géologie

Coupe géologique simplifiée de la vallée de l'Aisne



Source : Inventaire des paysages de l'Aisne

Carte géologique de Braine



CARTE GEOLOGIQUE DE BRAINE

	Alluvions fluviatiles anciennes (Pléistocène supérieur)
	Alluvions fluviatiles actuelles et récentes (Holocène)
	Colluvions indifférenciées
	Argiles silteuses, Lignites, calcaires, grès, Tuffeau de Mont-Notre-Dame
	Sable, calcaire, tuffeau de Damery
	Calcaires lutétiens, Marnes et caillasses
	Sables et grès de Beauchamp
	Sables de Cuise (sables, grès et conglomérats)

L'ensemble du soubassement géologique est caractéristique d'un modèle de fond de vallée.

On trouve plusieurs types de couches géologiques :

- Les alluvions modernes, à dominante argileuse, ici associées à des lentilles tourbeuses.
- Les alluvions anciennes des basses terrasses, qui reposent sur les sables thanétiens. Elles sont constituées par une grève calcaire fine. Dans une moindre mesure, on rencontre également des alluvions anciennes de moyennes terrasses, qui reposent sur les formations du sparnaciens supérieur et sont formées d'un cailloutis gravelos-calcaire, assez hétérométriques.
- Les colluvions de dépression, de fond de vallées sèches, qui résultent de l'accumulation de matériaux d'origine locale, entraînés par ruissellement ou solifluxion. Leur composition reflète celle des dépôts

environnants. Elles sont limoneuses sur les plateaux et sablonneuses ailleurs.

- Argiles et lignites. Le passage entre les sables de Bracheux et les argiles sparnaciennes peut se faire par une argile un peu sableuse, grisâtres, à noyaux et concrétisation calcaires.
- Yprésien supérieur. Sur le territoire de Braine se trouve de l'Argile de Laon et des Sables de Cuise. L'Argile de Laon apparaît sur les hauts de versants des plateaux au pied de l'abrupt lutétien. Fréquemment masquée par des éboulis, elle est matérialisée par des niveaux de sources incrustantes ou par des tourbières perchées alcalines. Les Sables Cuise affleurent sur tous les versants des plateaux. Ils peuvent être masqués par des matériaux soliflués ou des éboulis sur les zones les plus pentues.
- Lutétien inférieur et moyen non différenciés.
- Lutétien supérieur.
- Limon sableux sur bartonien inférieur.

1.3. L'hydrologie : la Vesle

Le réseau hydrographique de Braine est constitué par la Vesle.

1.3.1. La dynamique fluviale

La Vesle prend sa source dans le département de la Marne, à Somme-Vesle, en champagne crayeuse, à environ 153m d'altitude.

La rivière, longue de 139,4km, est un affluent de l'Aisne dans laquelle elle se jette à hauteur de Condé-sur-Aisne.

La Vesle n'est pas navigable, car trop étroite

Entre Fismes et Condé-sur-Aisne, la pente est d'environ 1%, ce qui favorise la formation de méandres, tant en amont qu'en aval de Braine

La rivière s'écoule du sud au sud-est de la commune et délimite une partie du finage communal.

1.3.2. Régime d'écoulement des eaux

Le régime hydraulique de la Vesle est étudié depuis 1967.

À Braine, les débits annuels moyens de la rivière sont 7,55 m³/s. Ils varient de 12,2m³/s en mars à 3,76m³/s en septembre.

1.4. Les zones humides dans la vallée de la Vesle

Les zones humides (ZH) correspondent à des enjeux environnementaux à identifier sur le territoire. Elles sont identifiables selon deux procédés :

- **Les zones humides connues et protégées :**

- ZNIEFF ou Natura 2000 humides,
- Zones d'expansion des crues et ZH délimitées par Arrêté Préfectoral : ZH d'intérêt environnemental particulier,
- ZH stratégiques pour la gestion de l'eau.

- **Les zones humides non délimitées :**

Leur identification s'appuie sur :

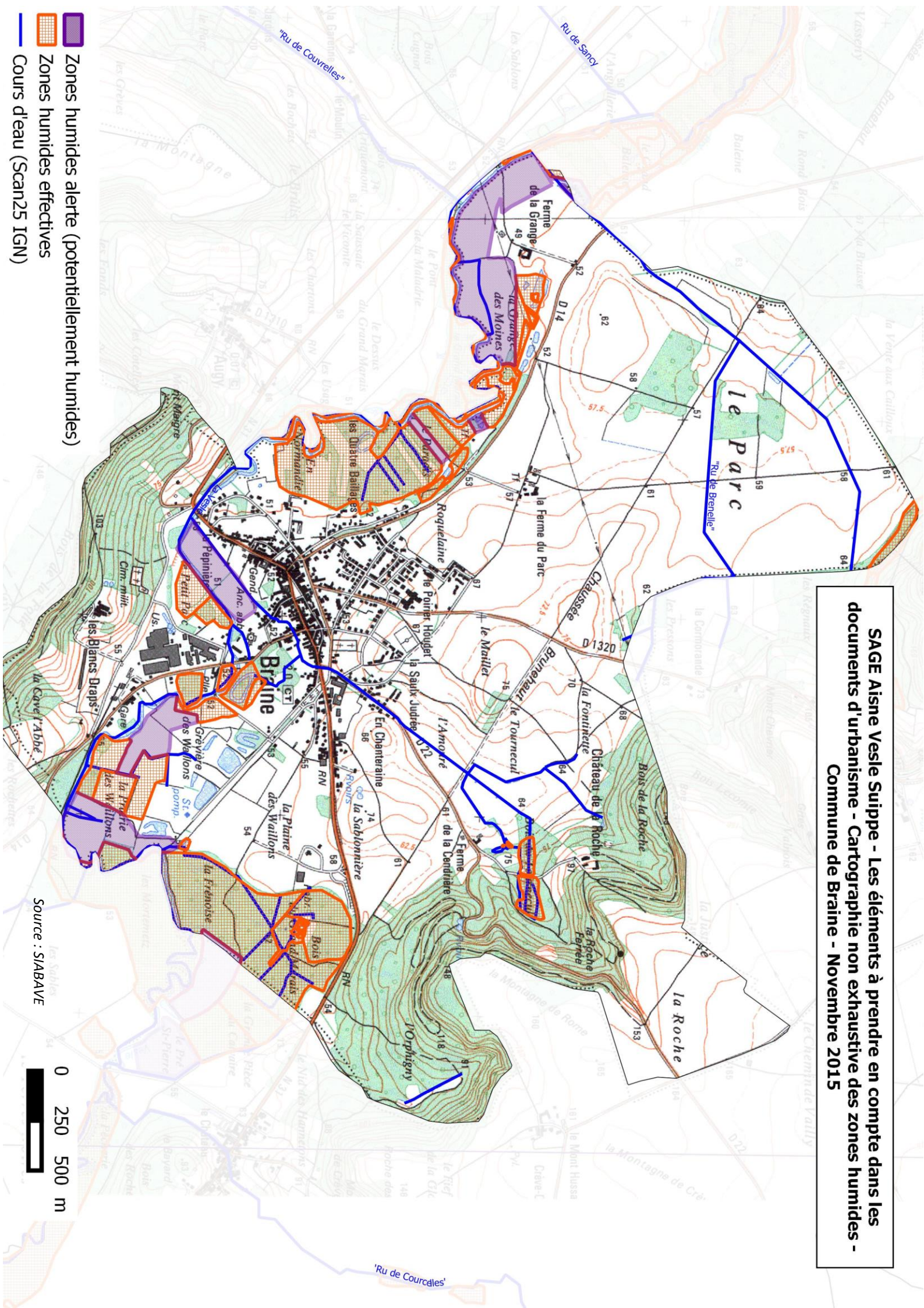
1- la carte des zones à dominantes humides du SDAGE : inventaire non exhaustif de valeur indicative qui doit être complétée localement par...

2- ...les données de terrain permettant de les délimiter et de vérifier leur fonctionnalité.

Les ZH doivent être identifiées et délimitées à partir d'une méthodologie définissant la liste d'habitats et de sols caractéristiques des ZH (arrêté du 24 juin 2008)

Dans un secteur donné, l'un ou l'autre de ces critères (habitat naturel ou sol caractéristique) suffit à qualifier la ZH.

SAGE Aisne Vesle Suippe - Les éléments à prendre en compte dans les documents d'urbanisme - Cartographie non exhaustive des zones humides - Commune de Braine - Novembre 2015



Source : SIABAVE

1.5. Gestion des risques

1.5.1. Le DDRM de l'Aisne de 2015

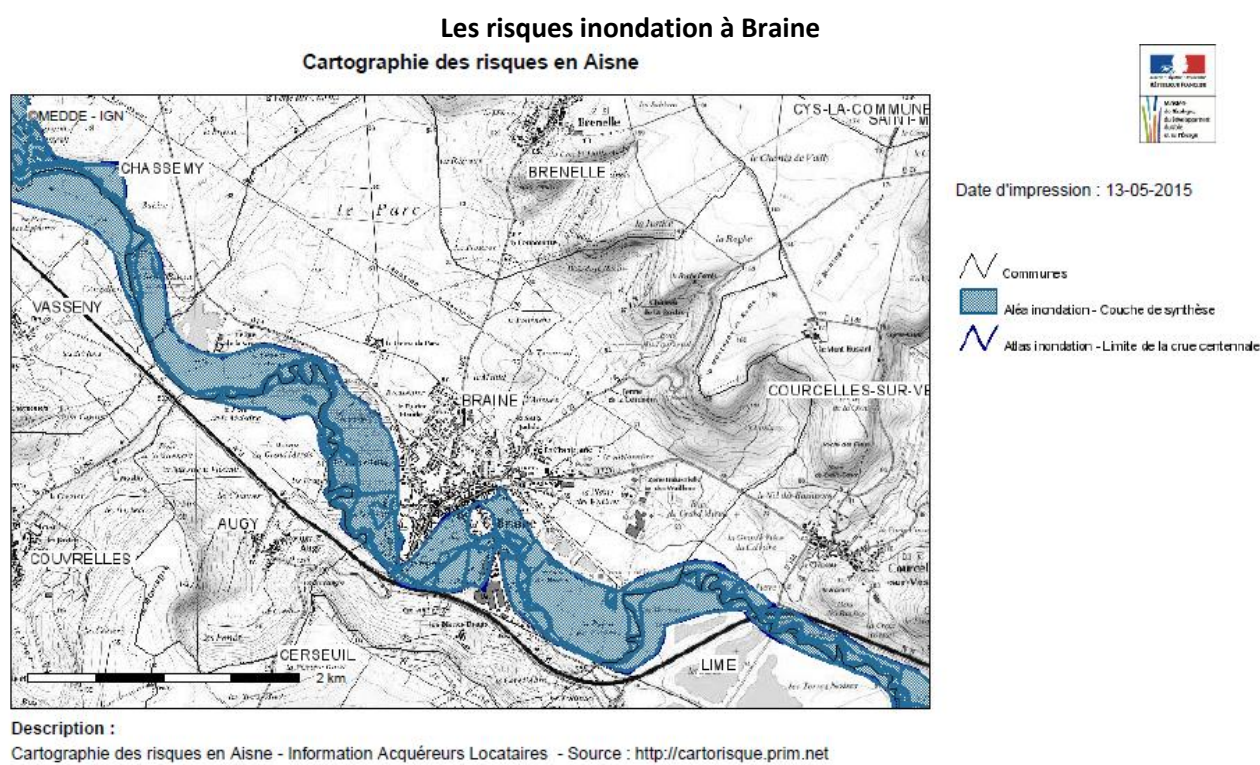
Le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) de l'Aisne approuvé en 2015 identifie deux risques majeurs dans la commune de Braine :

- **Inondation et coulée de boue**

Les inondations peuvent se traduire de différentes façons soit par **débordement direct** (lorsque le cours d'eau sort de son lit pour occuper son lit majeur), par **débordement indirect** (lorsque les eaux remontent par les nappes phréatiques, alluviales, les réseaux d'assainissement ou d'eaux pluviales), par **stagnation des eaux pluviales** (lorsqu'à l'occasion de pluies anormales, la capacité d'infiltration, d'évacuation des sols ou du réseau d'eaux pluviales est insuffisante). Dans ces **trois premiers cas, il s'agit d'inondation de plaine**.

Les inondations peuvent également provenir de **crues torrentielles**, ou de **ruissellements en secteur urbain** (lorsqu'à la suite de pluies intenses, l'eau ruisselle fortement et ne peut s'infiltrer à cause de l'imperméabilisation des sols et la conception urbaine, saturant les capacités du réseau d'évacuation des eaux pluviales et envahissant alors l'espace urbain).

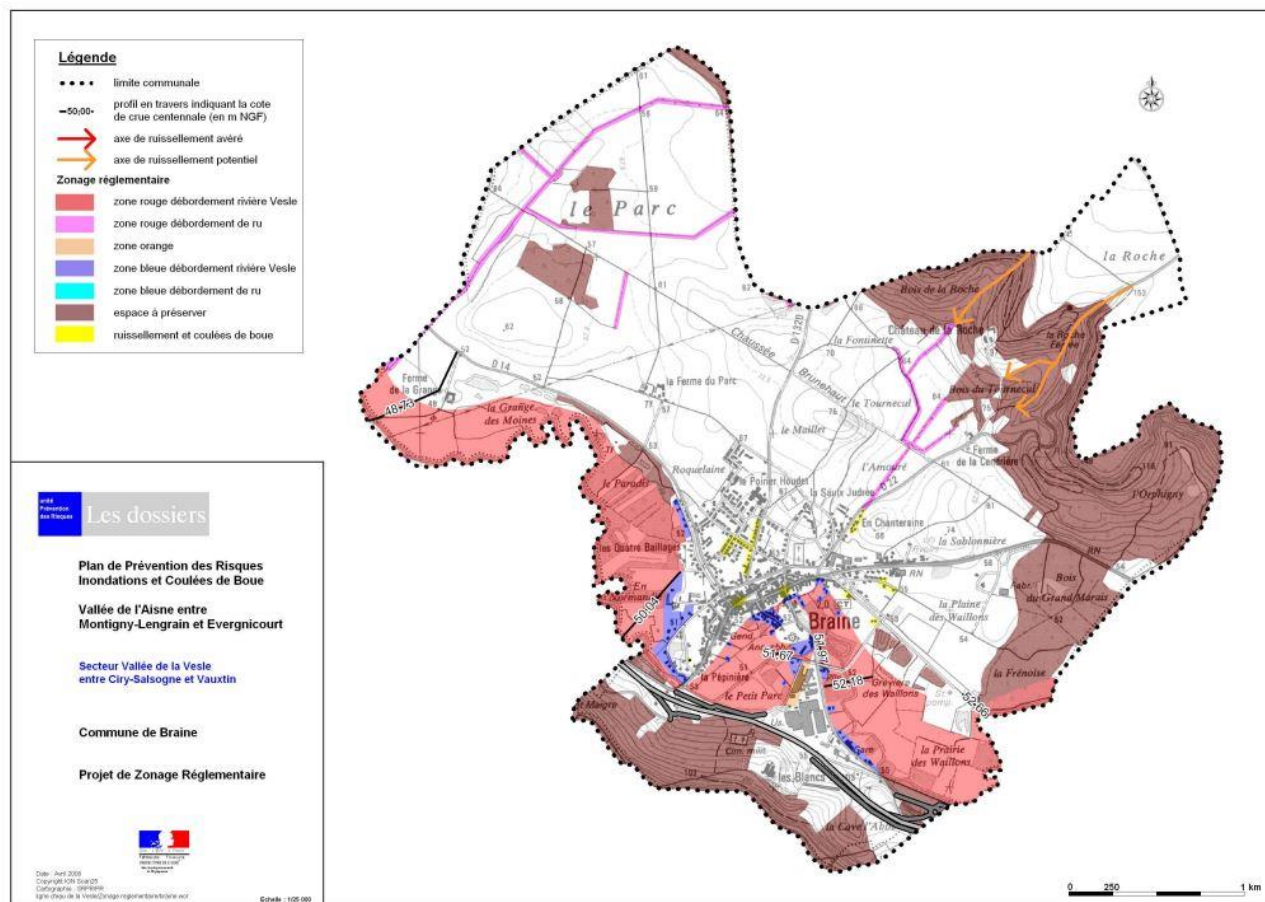
Le risque inondation est identifié au niveau de la **rivière de la Vesle**.



Source : www.cartorisque.prim.net – MEDDTL – consultation en date du 13/05/2015

Il est à noter que le PPRI approuvé vaut servitude d'utilité publique et doit être annexé au document d'urbanisme, POS ou PLU, des communes concernées conformément aux dispositions de l'article L. 126-1 du code de l'urbanisme.

Le Plan de Prévention des Risques inondation (PPRi) sur le secteur de Braine



- **Transport de matières dangereuses (TMD)**

Le risque de transport de matières dangereuses est consécutif à un accident se produisant lors du transport, par voie routière, ferroviaire, aérienne, par voie d'eau ou par canalisation, de matières dangereuses. Il peut entraîner des conséquences graves pour la population, les biens et/ou l'environnement.

La commune de Braine est concernée par ce risque sur le site de son silo, au sud de la commune.

1.5.2. Le risque sismique

Depuis le 1^{er} mai 2011, la France dispose d'un nouveau zonage sismique¹⁸ divisant le territoire national en cinq zones de sismicité croissante en fonction de la probabilité d'occurrence des séismes :

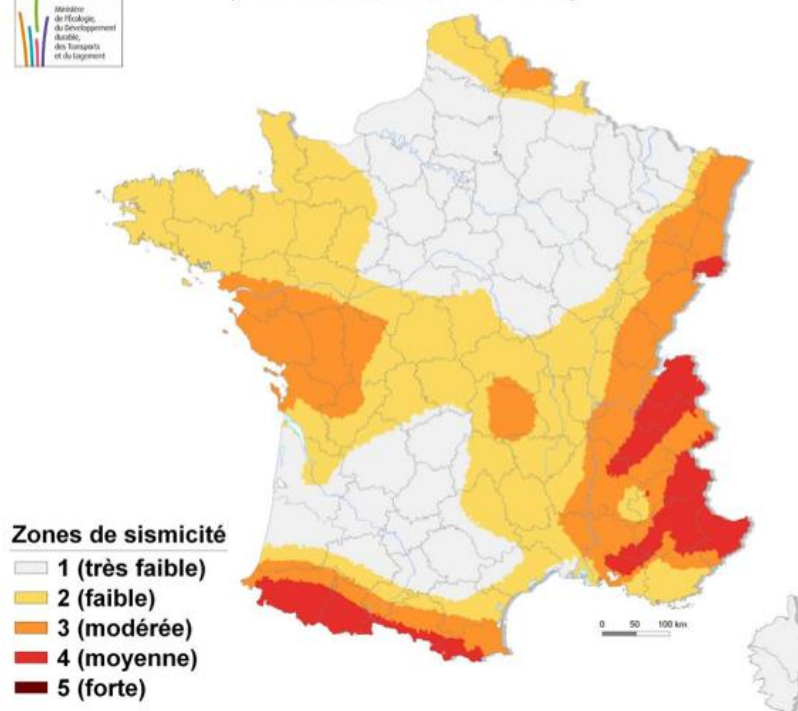
- une **zone de sismicité 1** où il n'y a pas de prescription parasismique particulière pour les bâtiments à risque normal (l'aléa sismique associé à cette zone est qualifié de très faible) ;
- quatre **zones de sismicité 2 à 5**, où les règles de construction parasismique sont applicables aux nouveaux bâtiments, et aux bâtiments anciens dans des conditions particulières.

¹⁸ *Source : www.risques-sismiques.fr*



Zonage sismique de la France

en vigueur depuis le 1^{er} mai 2011
(art. D. 563-8-1 du code de l'environnement)



Selon le **zonage sismique** du territoire français entré en vigueur au 1er Mai 2011, la commune de Braine est en **zone de sismicité 1**, aussi, elle n'est pas concernée par des prescriptions parasismiques particulières pour les bâtiments.

1.6. Des aléas identifiés

L'aléa (phénomène naturel) non croisé à des enjeux (vulnérabilité liée à des enjeux humains, économiques ou environnementaux) ne peut pas être pris comme un risque à part entière.

Il convient donc de tenir compte des aléas identifiés à titre informatif, et que la commune ou les services instructeurs puissent utilement avertir la population sur les précautions à prendre en cas de dépôt de permis de construire dans une zone concernée par l'aléa.

1.6.1. Le phénomène de retrait-gonflement des argiles

Les variations de la quantité d'eau dans certains terrains argileux produisent des gonflements (période humide) et des tassements (périodes sèches) et peuvent avoir des conséquences importantes sur les bâtiments à fondations superficielles.

En climat tempéré, les argiles sont souvent proches de leur état de saturation, si bien que leur potentiel de gonflement est relativement limité. En revanche, elles sont souvent éloignées de leur limite de retrait, ce qui explique que les mouvements les plus importants sont observés en période sèche. La tranche la plus superficielle de sol, sur 1 à 2 m de profondeur, est alors soumise à l'évaporation. Il en résulte un retrait des argiles, qui se manifeste verticalement par un tassement et horizontalement par l'ouverture de fissures, classiquement observées dans les fonds de mares qui s'assèchent. L'amplitude de ce tassement est d'autant plus importante que la couche de sol argileux concernée est épaisse et qu'elle est riche en minéraux gonflants. Par ailleurs, la présence de drains et surtout d'arbres (dont les racines pompent l'eau du sol jusqu'à 3 voire 5 m de profondeur) accentue l'ampleur du phénomène en augmentant l'épaisseur de sol asséché.

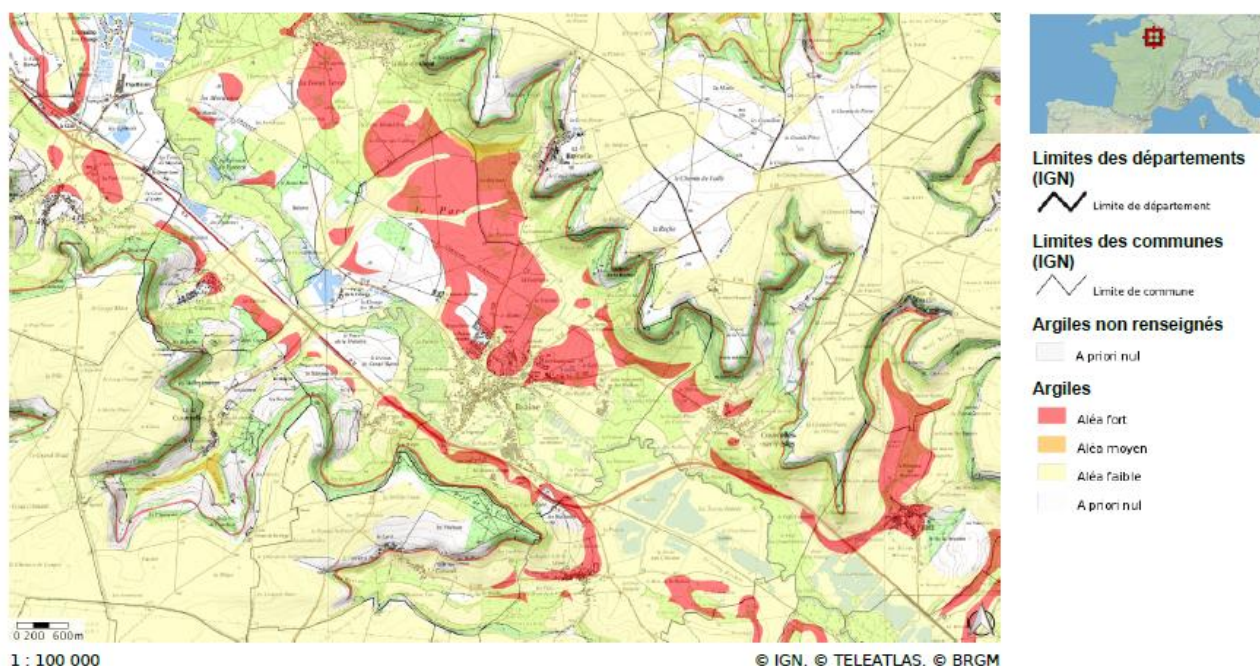
Par définition, l'aléa retrait-gonflement est la probabilité d'occurrence spatiale et temporelle des conditions nécessaires à la réalisation d'un tel phénomène. Parmi les facteurs de causalité, on distingue classiquement des facteurs de prédisposition (nature du sol, contexte hydrogéologique, géomorphologique, végétation, défauts de construction) et des facteurs de déclenchement (phénomènes climatiques) selon le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM).

Le terme d'aléa désigne la probabilité qu'un phénomène naturel d'une intensité donnée survienne sur un secteur géographique donné. Ainsi les sols argileux se rétractent en période de forte sécheresse et produisent des dégâts importants. La carte des aléas ci-après permet de délimiter les secteurs sensibles au phénomène de retrait-gonflement.

Classification du type d'aléa selon les données du BRGM

Type d'aléa	Risque
Aléa fort	Probabilité de survenance d'un sinistre la plus élevée Forte intensité du phénomène
Aléa moyen	Zone intermédiaire
Aléa faible	Sinistre possible en cas de sécheresse importante Faible intensité du phénomène

L'aléa retrait gonflement des argiles sur le territoire de Braine



Source : www.georisques.gouv

La commune de Braine est essentiellement concernée par un aléa faible au niveau des parties urbanisées. Il est à noter qu'il existe une plaquette informative traitant du retrait-gonflement des argiles réalisée par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement.

1.6.2. L'aléa remonté de nappe

Les nappes phréatiques sont également dites « libres », car aucune couche imperméable ne les sépare du sol. Elles sont alimentées par la pluie, dont une partie s'infiltre dans le sol et rejoint la nappe. Lorsque l'eau de pluie atteint le sol, une partie est évaporée. Une seconde partie s'infiltre et est reprise plus ou moins vite par l'évaporation et par les plantes, une troisième s'infiltre plus profondément dans la nappe. Après avoir traversé les terrains contenant à la fois de l'eau et de l'air -qui constituent la zone non saturée (en abrégé ZNS)- elle atteint la nappe où les vides de roche ne contiennent plus que de l'eau, et qui constitue la zone saturée. On dit que la pluie recharge la nappe.

C'est durant la période hivernale que la recharge survient, car :

- les précipitations sont les plus importantes,
- la température y est faible, ainsi que l'évaporation,
- la végétation est peu active et ne prélève pratiquement pas d'eau dans le sol.

À l'inverse durant l'été la recharge est faible ou nulle. Ainsi on observe que le niveau des nappes s'élève rapidement en automne et en hiver, jusqu'au milieu du printemps. Il décroît ensuite en été pour atteindre son minimum au début de l'automne. On appelle « battement de la nappe » la variation de son niveau au cours de l'année.

Chaque année en automne, avant la reprise des pluies, la nappe atteint ainsi son niveau le plus bas de l'année : cette période s'appelle l'« étiage ». Lorsque plusieurs années humides se succèdent, le niveau d'étiage peut devenir de plus en plus haut chaque année, traduisant le fait que la recharge naturelle annuelle de la nappe

par les pluies est supérieure à la moyenne, et plus importante que sa vidange annuelle vers les exutoires naturels de la nappe que sont les cours d'eau et les sources.

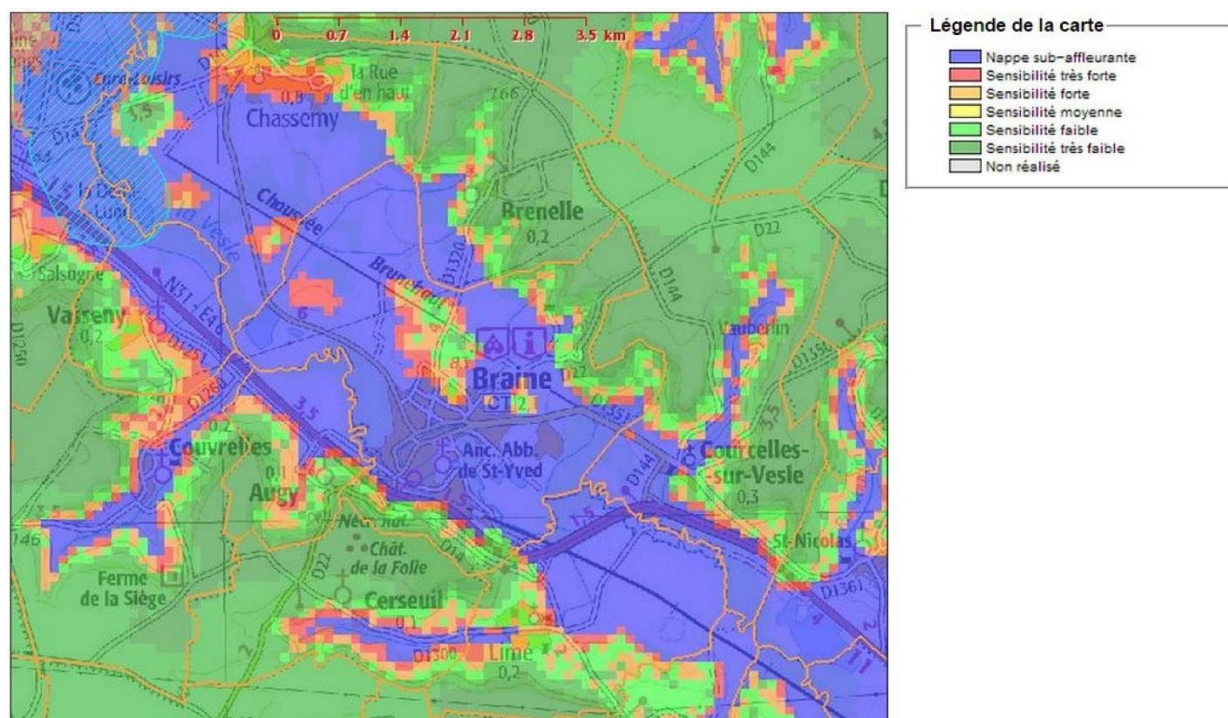
Si dans ce contexte, des éléments pluvieux exceptionnels surviennent, au niveau d'étiage inhabituellement élevé se superposent les conséquences d'une recharge exceptionnelle. Le niveau de la nappe peut alors atteindre la surface du sol. La zone non saturée est alors totalement envahie par l'eau lors de la montée du niveau de la nappe : c'est l'inondation par remontée de nappe.

On conçoit que plus la zone non saturée est mince, plus l'apparition d'un tel phénomène est probable.

On appelle **zone «sensible aux remontées de nappes»** un secteur dont les caractéristiques d'épaisseur de la Zone Non Saturée, et de l'amplitude du battement de la nappe superficielle, sont telles qu'elles peuvent déterminer une émergence de la nappe au niveau du sol, ou une inondation des sous-sols à quelques mètres sous la surface du sol. Pour le moment en raison de la très faible période de retour du phénomène, aucune fréquence n'a pu encore être déterminée, et donc aucun risque n'a pu être calculé.

L'aléa remontée de nappe à Braine concerne la totalité des vallées de l'Aisne. Les zones agglomérées sont situées dans un secteur où la nappe est sub-affleurante, c'est-à-dire où la sensibilité est extrêmement forte.

Aléa inondation par remontée de nappes



Source : inondationsnappes.fr

1.6.3. Les arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle

Depuis 1983, il a été recensé sur la commune 5 arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle pour inondations et coulées de boue, et mouvements de terrain.

Arrêtés de reconnaissance de Catastrophe Naturelle à Braine

<u>Type de catastrophe</u>	<u>Début le</u>	<u>Fin le</u>	<u>Arrêté du</u>	<u>Sur le JO du</u>
<u>Inondations et coulées de boue</u>	<u>14/04/1983</u>	<u>15/04/1983</u>	<u>21/06/1983</u>	<u>24/06/1983</u>
<u>Inondations et coulées de boue</u>	<u>23/06/1983</u>	<u>26/06/1983</u>	<u>03/08/1983</u>	<u>05/08/1983</u>
<u>Inondations et coulées de boue</u>	<u>23/07/1988</u>	<u>23/07/1988</u>	<u>19/10/1988</u>	<u>03/11/1988</u>
<u>Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain</u>	<u>25/12/1999</u>	<u>29/12/1999</u>	<u>29/12/1999</u>	<u>30/12/1999</u>
<u>Inondations et coulées de boue</u>	<u>21/03/2001</u>	<u>29/03/2001</u>	<u>29/08/2001</u>	<u>26/09/2001</u>

Source : www.macomune.prim.net.fr

Il est à noter que ces événements climatiques correspondent à des phénomènes ponctuels est très aléatoires. À ce titre, ils sont juste répertoriés à titres indicatifs.

L'évènement de 1999 correspond à la tempête qui a touché une grande partie du territoire national.

2. Le patrimoine naturel à prendre en compte

2.1. Une occupation du sol structurée par le relief et la géologie

L'occupation du sol du territoire communal partagé entre le tissu urbain au centre, des zones de cultures au nord et des espaces boisés sur les franges sud et est.

Commune de Braine

Plan Local d'Urbanisme

Occupation du sol



Braine

Occupation du sol

- Tissu urbain discontinu
- Terres arables hors périmètres d'irrigation
- Surfaces essentiellement agricoles
- Plans d'eau
- Prairies
- Systèmes cultureux et parcellaires complexes
- Forêts de feuillus

0 0.25 0.5 0.75 1 1.25
kilomètres

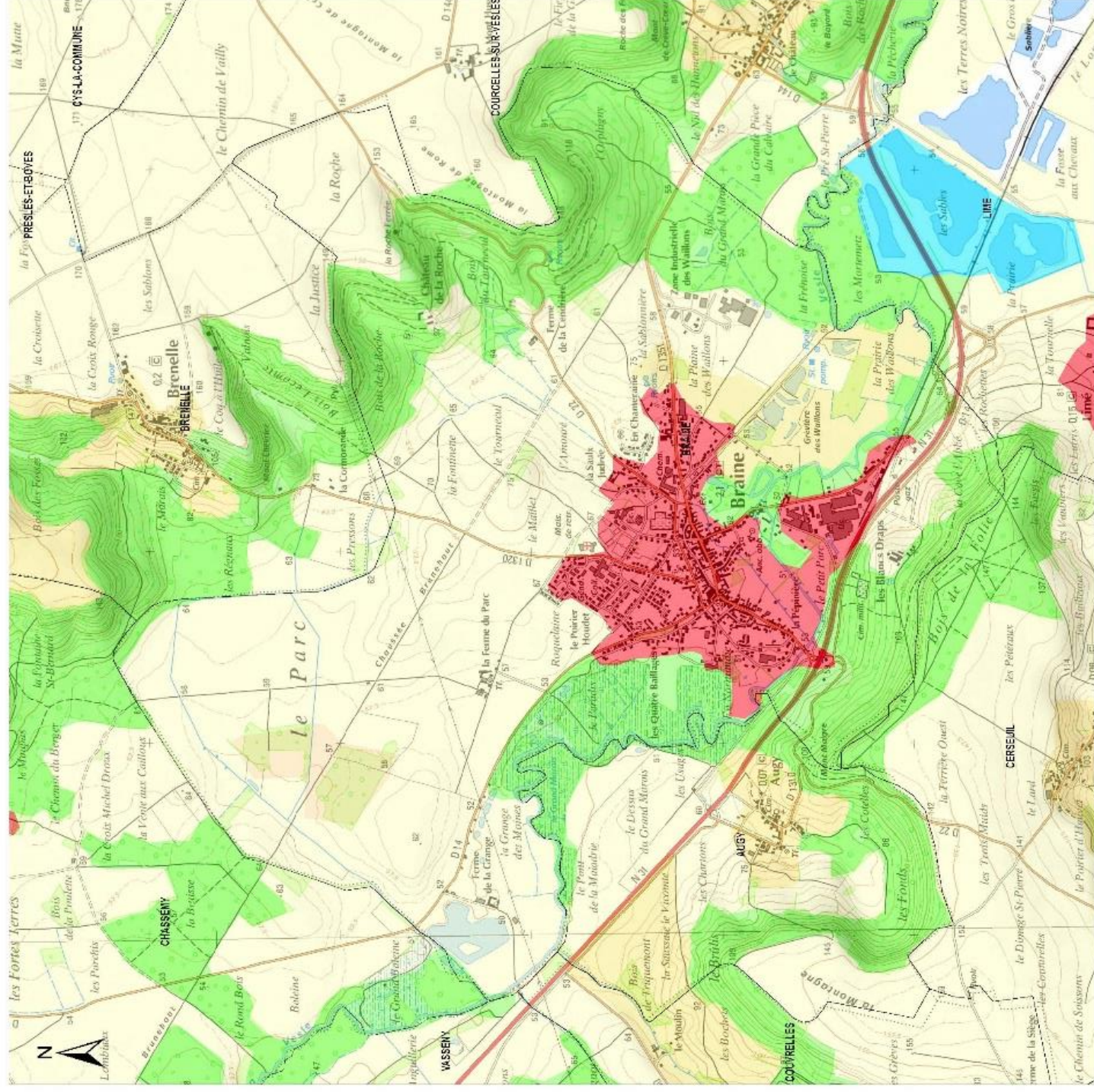
1:30 000

(pour une impression sur format A4 sans réduction de taille)

Réalisation : ENVIRONNEMENT CONSEIL 2015

Source de fond de carte : IGN SCAN 25

Sources de données : BD Carthage de l'IGN, BD de l'IFEN (CLC 2006)



2.2. Les grands écosystèmes du territoire

L'occupation du sol permet d'identifier quatre grands types d'espaces pour la faune et la flore :

- l'espace urbanisé,
- les surfaces agricoles,
- les boisements,
- les milieux aquatiques.

2.2.1. Le village ancien

Le noyau urbain originel présente un bâti traditionnel avec notamment des bâtiments à usage d'exploitation agricole et très peu d'espaces verts collectifs.

La **flore des "vieux murs"**, la seule réellement adaptée à un environnement bâti, revêt donc une grande importance. En effet, les murs en matériaux traditionnels (craie, meulière) présentent assez souvent des petites crevasses dans lesquelles une flore et une faune spécifiques (insectes et invertébrés parmi lesquels différentes araignées) trouvent leur subsistance. Certaines plantes, comme la Corydale jaune, sont des espèces peu communes. Le "vieux mur" constitue réellement un habitat particulier, mais menacé par les travaux de réfection ou d'embellissement.

L'**avifaune** est représentée par un certain nombre d'espèces technophiles, c'est-à-dire d'oiseaux qui se sont adaptés aux constructions humaines en abandonnant leur habitat d'origine (grotte, falaise, arbre creux). C'est pourquoi on y trouve beaucoup d'espèces qui nichent dans les cavités.

De nos jours, l'aménagement des combles, façades et rebords de toits néglige souvent la présence de ces oiseaux avec pour conséquence la disparition de sites de nidification et la baisse des effectifs de certaines espèces (Hirondelle rustique, Hirondelle de fenêtre). Cette cause de déclin n'est pas unique et est également liée à d'autres altérations du milieu naturel (disparition de zones de chasse, insecticides, etc).

2.2.2. Les lotissements récents

Ils sont de plus faible qualité biologique malgré des surfaces d'espaces verts collectifs plus importantes.

La **végétation** y est peu diversifiée et composée essentiellement d'espèces exotiques ou ornementales (Thuya, Cupressus,...). Le choix de ces espèces n'est pas critiquable pour des implantations esthétiques ponctuelles, mais leur trop grande utilisation et l'absence d'ossature végétale à base d'essences locales contribuent à la pauvreté biologique de ces quartiers. Enfin, la forte densité et "l'imperméabilité" des clôtures contrarient ou suppriment les possibilités de déplacements et de dissémination d'animaux terrestres utiles dans les jardins (Hérisson, Musaraigne, Orvet).

L'**avifaune** est composée d'oiseaux qui s'accommodent du peu de variété de la végétation pour se nourrir ou pour se reproduire comme l'Accenteur mouchet. Le Merle noir y est omniprésent et les nombreux arbustes à baies, tels que les pyracanthas favorisent sa survie hivernale d'où une densité très forte de ces oiseaux comparativement à la campagne.

Dans ces quartiers, on retrouve principalement les **mammifères** commensaux de l'homme. Les Chauves-souris peuvent y chasser les insectes, mais trouvent très rarement des sites favorables à l'estivage et à la mise bas (combles accessibles).

2.2.3. Périphérie des zones urbaines

Les abords des bâtiments ou équipements à usage artisanal, de loisirs ou agricole sont généralement

entourés d'espaces ouverts aménagés et parfois de terrains en attente d'un aménagement futur.

L'**avifaune** qui fréquente ces zones est composée d'ubiquistes urbains et d'espèces attachées à l'espace agricole.

L'existence de friches favorise les petits herbivores et rongeurs qui y trouvent une nourriture variée et un couvert végétal dense permettant une certaine sécurité vis-à-vis des prédateurs. L'abondance des petits invertébrés (Limace, Escargot, Ver, ...) est exploitée par les petits insectivores terrestres (Hérisson, Musaraigne).

La fréquentation par les carnivores est plus aléatoire et dépend des surfaces disponibles et de la tranquillité nocturne. La Fouine et le Renard font probablement partie des visiteurs réguliers de la périphérie urbaine en particulier durant la nuit.

Enfin, s'il s'agit de terrains herbeux plus ou moins secs, bien ensoleillés, bien pourvus en nourriture et présentant de nombreuses caches (pierre, tôle, carton, bâche plastique, ...), ces zones peuvent constituer un habitat apprécié par l'Orvet fragile.

2.2.4. Espaces agricoles

Braine est caractérisée à la fois par le pâturage au sud et par la culture de céréales au nord.

Les prairies pâturées sont des milieux naturels composés essentiellement de graminées et d'espèces végétales rampantes telles que les trèfles. Ce sont des habitats intéressants pour les insectes mais aussi pour les micromammifères et certaines espèces d'oiseaux lorsque les prairies sont accompagnées de haies ou de petites zones de boisements.

Les cultures constituent un habitat très artificialisé. La flore hormis les adventices de cultures n'est plus représentée que sur les bordures de chemins ou sur les talus. Cependant, quelques chemins agricoles et/ou talus sont bordés par des haies ou des arbres de haut-jet. Des bosquets de bois sont également présents au milieu des cultures. Ces restes de milieux assurent à la fois un rôle d'écosystème à part entière mais jouent également un rôle de continuité écologique.

2.2.5. Les boisements

Les bois et forêts situés au nord et au sud du territoire abritent une grande diversité d'oiseaux et des espèces liées aux milieux forestiers comme le Chevreuil. Les lisières présentent un intérêt écologique marqué en formant un espace de transition entre le bois et l'espace agricole.

Hormis les oiseaux, d'autres animaux y trouvent également leur habitat de prédilection : des insectes et autres invertébrés et de quelques reptiles.

2.2.6. Les milieux aquatiques

Les milieux humides représentent des écosystèmes majeurs en termes de production primaire et de fonctionnalité écologique. Une biodiversité animale et végétale spécifique se retrouve au sein de ces habitats constitués de cours d'eau et de mares sur la commune de Braine.

Les zones humides représentent un riche patrimoine localisé à des zones marginales pour l'agriculture mais indispensables pour l'équilibre biologique de la vallée de la Vesle. La dynamique naturelle d'un écosystème fluvial et les interfaces terre-eau qui en font la richesse résultent d'ajustements permanents liés au rythme des crues et au remaniement des alluvions.

2.3. Les espaces naturels protégés

2.3.1. Le réseau Natura 2000

Le réseau NATURA 2000 a pour objectif de contribuer à préserver la diversité biologique sur le territoire de l'Union européenne. Il assure le maintien, ou le rétablissement, d'un état de conservation favorable des habitats naturels d'espèces de la flore et de la faune sauvage d'intérêt communautaire.

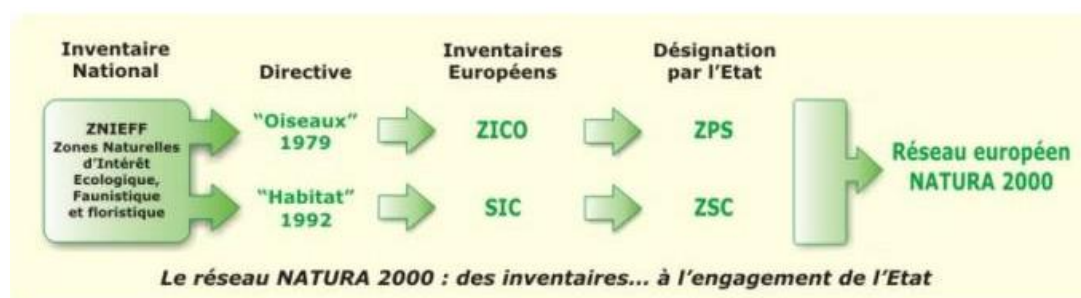
Ce réseau est composé de deux types de zones naturelles protégées, à savoir les **Zones Spéciales de Conservation (ZSC)** issues de la directive « Habitats » de 1992 et les **Zones de Protection Spéciale (ZPS)** issues de la directive « Oiseaux » de 1979.

La **directive du 2 avril 1979 dite directive « Oiseaux »** prévoit la protection des habitats nécessaires à la reproduction et à la survie d'espèces d'oiseaux considérées comme rares ou menacées à l'échelle de l'Europe.

Sont classés en ZPS les sites les plus adaptés à la conservation des habitats de ces espèces en tenant compte de leur nombre et de leur superficie. Pour déterminer ces sites, un inventaire a été réalisé, dénommé ZICO, **Zone d'Importance pour la Conservation des Oiseaux**.

La **directive du 21 mai 1992 dite directive « Habitats »** promeut la conservation des habitats naturels de la faune et la flore sauvage. Elle prévoit la création d'un réseau écologique européen de ZSC.

Parmi les milieux naturels cités par la directive, on retrouve les habitats d'eau douce, les landes et fourrés tempérés, le maquis, les formations herbacées, les tourbières, les habitats rocheux et grottes, les dunes continentales... Des **Sites d'Intérêt Communautaire (SIC)** sont ainsi définis.



Selon les données du Réseau Natura 2000¹⁹, le territoire communal de Braine n'est concerné par aucun périmètre de ZPS ou de ZSC.

2.3.2. Les autres dispositifs réglementaires

Aucun autre dispositif réglementaire de protection des espaces naturels particuliers n'a été relevé concernant le territoire communal : Arrêté de Protection de Biotope, Réserve naturelle nationale ou régionale, Réserve Biologique Domaniale...

2.4. Les connaissances et inventaires scientifiques

2.4.1. Les zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique

Initié en 1982 par le Ministère de l'Environnement, l'inventaire des **Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)** a pour but la localisation et la description des zones naturelles présentant un intérêt écologique, faunistique et floristique particulier. Cet inventaire recense donc les milieux naturels les plus remarquables de la région.

¹⁹<http://carmen.developpement-durable.gouv.fr/>

La ZNIEFF n'est pas une protection réglementaire du milieu naturel, elle donne une information quant à la qualité biologique des sites naturels. Elle répond à un besoin quant à la sensibilisation, à l'importance des richesses naturelles, à une prise en compte de ces richesses dans l'aménagement du territoire et a pour but de faciliter une politique de conservation, de gestion et de valorisation du patrimoine naturel.

Les ZNIEFF sont classées selon deux niveaux d'intérêt :

- zone de type 1, correspondant à des secteurs de superficie généralement réduite caractérisée par leur intérêt biologique remarquable,
- zone de type 2, grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes.

Une ZNIEFF de Type 1 est ainsi référencée sur le territoire de Braine :

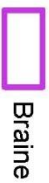
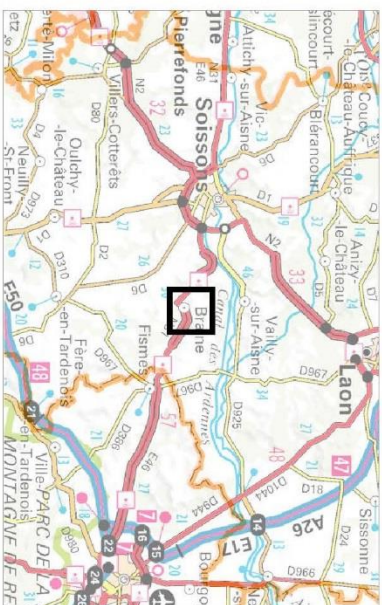
- **La ZNIEFF de type 1 « Le bois Morin et le Crochet de Chassemy ».**

Elle occupe une partie du nord de la commune mais est essentiellement située sur Chassemy, Brenelle et Presles-et-Boves. Aussi, cette zone représente une contrainte minimale pour l'aménagement du territoire.

Commune de Braine

Plan Local d'Urbanisme

Zone naturels d'intérêts Reconnu



1:30 000

(Pour une impression sur format A4 sans réduction de taille)

Réalisation : ENVIRONNEMENT CONSEIL 2015

Source de fond de carte : IGN SCAN 25

Sources de données : BD Géolite de l'IGN, INPN, MNHN



2.5. La Trame Verte et Bleue

La notion de Trame verte et bleue (TVB) qui doit se traduire notamment par le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) a été introduite par le GRENELLE II (juillet 2010).

La trame verte est définie dans le cadre du Grenelle de l'environnement comme un "outil d'aménagement du territoire qui permettra de créer des continuités territoriales".

Elle est complétée par une trame bleue formée des cours d'eau et masses d'eau et des bandes végétalisées généralisées le long de ces cours et plans d'eau.

L'objectif de la TVB est d'assurer une continuité biologique entre les grands ensembles naturels et dans les milieux aquatiques pour permettre notamment la circulation des espèces sauvages.

Concrètement, caractériser la trame verte et bleue consiste à identifier à la fois les noyaux ou cœurs de biodiversité et les espaces que pourront emprunter la faune et la flore sauvages pour communiquer et échanger entre ces cœurs de nature.

La TVB

- Elle représente l'ensemble des continuités écologiques terrestres (trame verte) et aquatiques (trame bleue) composées de réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques
- À l'échelle Régionale, c'est l'État et la Région qui traduiront la TVB à travers un SRCE

La TVB et le PLU

- Les PLU ont l'obligation d'intégrer les enjeux identifiés par le SRCE, mais aussi de préserver et remettre en état les continuités écologiques
- Le SCRE n'étant pas encore validé, la traduction locale porte sur une réflexion sur la fonctionnalité des continuités écologiques de l'ensemble du territoire, plus particulièrement dans les zones non bâties (y compris les zones à urbaniser du PLU actuel). À l'échelle communale, elle peut se traduire par des mises en œuvre opérationnelle et une opposabilité aux tiers par le document d'urbanisme.

Le milieu physique et naturel : constats et enjeux

Constats :

- Zone humide le long de la Vesle
- Risque d'inondation et coulée de boue distinguée comme risque majeur
- Risque de retrait-gonflement des argiles touchant la partie nord de la ville
- Présence d'une ZNIEFF au nord

Enjeux :

- Protéger le patrimoine local lié aux zones humides et forestières
- Respecter le SAGE Aisne Vesle Suippe
- Appliquer fermement le nouveau PPRI
- Adapter l'aménagement aux risques d'inondation et de retraits-gonflement des argiles

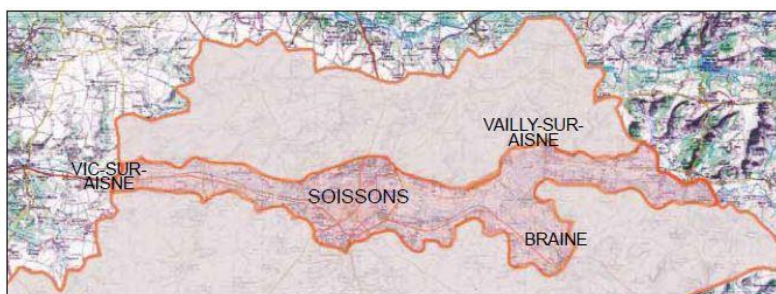
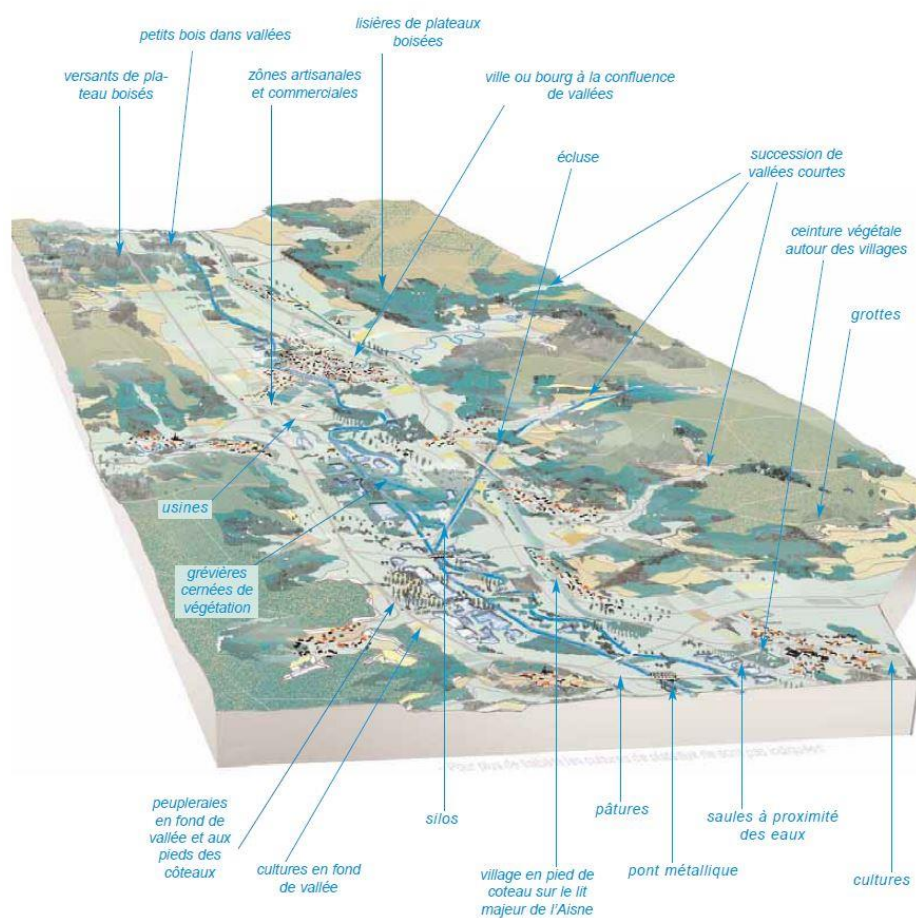
3. Les composantes humaines et culturelles du territoire

3.1. Un paysage de fond de vallée

Le paysage est un atout majeur pour la qualité de vie et pour l'image même de la commune. Sa préservation représente un enjeu pour la conservation d'un cadre de vie agréable, et peut se traduire aussi à long terme, par des retombées économiques (maintien de la population en place, attrait de nouvelles populations...), touristiques et bien sûr environnementales.

L'inventaire des paysages de l'Aisne identifie Braine comme faisant partie de la l'unité paysagère de la vallée de l'Aisne.

Représentation schématique d'un paysage de la vallée de l'Aisne



Source : inventaire des paysages de l'Aisne

Braine se caractérise par une grande diversité paysagère, engendrée à la fois par son histoire, sa topographie, son hydrographie, sa couverture végétale et un développement urbanistique opéré au cours des siècles.

On peut distinguer trois entités paysagères principales :

- La ville,
- Un rideau boisé,
- Un fond de vallée partagé entre pâturage, marais, céréales, betteraves...

3.1.1. Un paysage bucolique

Au niveau de Braine, la vallée de la Vesle est difficilement perceptible dans son ensemble. C'est uniquement depuis des points de vue ponctuels situés le long des voies parcourant les coteaux que son organisation, en réalité très structurée, nous apparaît.

- **La végétation**

La végétation est abondante et apparaît comme un marqueur paysager à part entière. Elle prend place avant tout sur les coteaux du nord et du sud ainsi que sur les bordures est et ouest le long de la Vesle.

Largement boisée sur les coteaux, la végétation se fait semi-ouverte et prend davantage la forme de surfaces en herbes, de bosquet ou de vergers à l'approche de la partie urbanisée.

D'une manière générale, on observe un véritable rideau boisé qui ceinture la commune et contribue à l'étouffer visuellement.



- **Un paysage agricole de fond de vallée**

En dehors des coteaux boisés, le nord de la commune est essentiellement constitué de parcelles agricoles. De tailles diverses, ces parcelles sont également de formes variées. Elles forment toutefois un vaste damier qui se pare de textures variées au gré des saisons climatiques et agronomiques.

Cette activité agricole de fonds de vallée, horizontale, est réhaussée par un élément de verticalité : le silo, installé au sud du village.

Les exploitations agricoles de Braine prennent essentiellement la forme de fermes isolées, installées au milieu des champs à l'écart du village



- **L'omniprésence de l'eau**

À Braine, l'eau est omniprésente. Par la Vesle qui traverse la commune par le sud, mais également par la présence de plusieurs gravières qui ponctuent le paysage. Cette mosaïque de plans d'eau reste relativement discrète, masquée par des haies champêtres ou du fait d'étendue réduite. Ce semis représente un caractère ludique.



3.1.2. La ville

On peut distinguer plusieurs entités au sein du périmètre urbanisé de Braine

- **Le noyau ancien**

Comme les autres zones urbaines de la vallée de la Vesle, la commune de Braine s'est développée en limite de zone inondable à bonne distance de la rivière. Au centre bourg, les maisons de ville sont alignées le long de la rue principale (rue du Martroy et rue Saint-Remy) et forment un véritable couloir urbain orienté est-ouest.

D'autres rues structurent le centre ancien. Il s'agit des rues Bailleux et Saint-Yved qui l'étendent au sud, et du boulevard des Danois, qui en marque la limite nord.

Au cœur de ce centre ancien se trouve la place Charles de Gaulle. Cet espace structure fortement l'organisation urbaine de la ville puisque c'est là que se concentre un certain nombre de commerces et de services (voir 4.2.1). Grand parc de stationnement, la place peut également accueillir des événements ou un marché forain qui se tient le vendredi. En dehors de cette place, les espaces publics sont assez peu nombreux. On peut citer les terrains de sports, situés plus en périphérie, le parvis et les jardins de l'église abbatiale Saint-Yved ainsi que le jardin municipal qui accueille une aire de jeux pour enfants et adolescents.

Dans l'hyper-centre ancien, à proximité immédiate de la place Charles de Gaulle se trouvent les premières extensions résidentielles du XIXe siècle. Le parcellaire y est très resserré et de petite taille. Dès lors que l'on s'éloigne un peu, les maisons sont toujours à l'alignement et resserrées, mais elles disposent généralement d'un espace de jardin étiré et situé à l'arrière de la parcelle. Cette configuration participe d'un certain confort de vie sur la commune, tout en rendant envisageable la division et/ou la densification de certaines parcelles.



- **Les extensions pavillonnaires**

Le bourg s'est étendu peu à peu vers le nord par une suite de lotissements. Ces opérations marquent une nette rupture avec la ville ancienne en raison essentiellement de leur composition urbaine.

Les premières extensions pavillonnaires se sont faites le long des axes déjà existants (Avenue du Président Kennedy, Route de Brenelle et avenue de Reims essentiellement), sans remettre en cause la trame urbaine

générale.

À partir des années 1980, en revanche, les nouvelles constructions se sont faites sans réelle cohérence avec le tissu ancien. Ce modèle a produit des quartiers assez peu ouverts sur le reste de la ville, construit en « raquette » ou « cul-de-sac ». Ces opérations, notamment au nord autour du collège et de la gendarmerie et surtout à l'est autour du lieu dit « En Chanteraine », se caractérisent ainsi par l'absence de solution de continuité entre elles ainsi que "d'accroches" claires avec le noyau ancien et ses équipements. À l'intérieur des lotissements, les voies de desserte se retournent généralement sur elles-mêmes ou se terminent en placette d'évolution. Compte tenu de la taille modeste de ces lotissements, les espaces verts publics sont peu nombreux.



Notons qu'au nord, rue Jean Moulin et rue du Poirier Houdet, se trouvent quelques logements groupés dont l'architecture de barres tranche avec le modèle pavillonnaire alentour.

C'est dans cette zone d'extension pavillonnaire que se trouvent les grands équipements publics de Braine: terrains de sport, école, collège, maison de retraite, gendarmerie... Même si le tissu urbain est assez lâche et que ces équipements peuvent apparaître comme des coupures urbaines, il s'agit bien d'une zone de centralité pour la commune



• Les zones d'activités industrielles et économiques

La commune de Braine est également structurée par deux zones industrielles. La plus ancienne est la zone industrielle Pierre Bécret, située entre le chemin du Petit Parc, la voie ferrée et l'avenue Pierre Bécret. La seconde, celle des Waillons, est plus récente et se situe à l'est de la commune, en lisière de forêt.

Si la première est assez largement visible et marque peu l'entrée sud du village, la seconde est plus discrète, car construite en contrebas et un peu à l'écart de la RD 1351. C'est sur cette zone qu'est installée l'enseigne Leader Price, l'un des deux supermarchés de la commune.

La seconde enseigne de grande distribution est installée au sud-ouest, le long du boulevard de Montpellier. À côté, est également installée une enseigne de jardinerie (Gamm' Vert), constituant ainsi une centralité commerciale périphérique.

Ces trois zones polarisent une grande partie de l'activité économique et commerciale de la commune.



- **L'ancienne sucrerie de l'avenue de Reims**



Avenue de Reims, se trouve une friche industrielle ayant accueilli une sucrerie. L'activité n'existe plus aujourd'hui et le site apparaît délaissé.

3.2. Un tissu bâti de maisons de ville et de pavillons

3.2.1. Le noyau historique

Les constructions les plus remarquables de Braine se situent le long de la rue principale. Il s'agit généralement de bâtiments allongés constitués de deux niveaux et couverts par une toiture à deux pans aux pentes relativement marquées (40-50°). Les rives à redents, ou « pas-de-moineaux », émergent du continuum des toitures de petites tuiles plates et ardoises. Ce style architectural rattache Braine aux traditions constructives du Soissonnais. La ligne de faîtage est toujours parallèle à la rue puisque les façades principales sont les murs gouttereaux.

Le nombre et les proportions des baies qui ouvrent généreusement les façades témoignent de la richesse de leurs commanditaires, qui plaçaient Braine au rang de ville bourgeoise et commerçante. Autre signe d'ostentation, les modénatures qui rythment et composent les façades : corniches, bandeaux, chaînage richement moulurés... soulignent chaque séquence des fronts bâtis continus des rues.

Le matériau de prédilection est la pierre de taille en façade et le moellon en pignon. Le calcaire lutécien qui a nourri la construction de Braine donne une lumière riche et doré au cœur de la ville. Les enduits de chaux couvrent quelques façades plus modestes. Les singularités qui jalonnent le déroulement des rues ajoutent au charme rare de Braine. Les portails et clôtures monumentaux, les imposantes constructions classiques et la remarquable construction à pans de bois sont les témoins d'un passé architectural riche.

Le centre de Braine a longtemps supporté un lourd trafic engendrant une pollution qui a contribué à dégrader les façades de pierres tendres de la ville. La déviation de la RN31 a permis de limiter le phénomène et une « opération façade » a permis de le résorber pour partie.

L'habitat ancien organisé en village-rue avec implantation des constructions à l'alignement est représentatif de la Champagne crayeuse avec la mise en œuvre de matériaux locaux tels que la craie, le carreau de terre et le pan de bois avec remplissage en torchis.



3.2.2. L'habitat pavillonnaire récent

L'implantation sur la parcelle des maisons contemporaines reprend la typologie classique du lotissement avec un recul systématique par rapport à l'alignement, une clôture basse souvent doublée d'une haie arbustive pour matérialiser la frontière entre espace public et espace privé, des villas isolées sur la parcelle ou des ensembles de maisons mitoyennes avec un découpage du parcellaire lié à une logique de rentabilité du foncier.

Les pavillons anciens sont relativement peu nombreux et en meulière et enduit ou en brique et enduit à 2 ou 3 niveaux (parfois avec un sous-sol enterré). Ils présentent généralement un pignon ou une façade à croupe sur la rue et des toitures à 2 ou 4 pans souvent avec combles.

Dans l'ensemble, les maisons les plus récentes sont à 1 ou 2 niveaux et disposent leur façade parallèlement à la rue. Les toitures sont généralement à 2 pans avec combles aménagés. Les façades ont peu de diversité d'expressions stylistiques telles que pergola, bow-window, encorbellement, corniche... et sont en béton, parpaings ou briques recouverts d'enduit. Il y a peu d'architecture d'accompagnement sauf quelques vérandas, et peu de jeux de matériaux...

L'ensemble présente une variété de couleurs et de tons plutôt clairs.

3.3. –Un patrimoine historique à préserver

3.3.1. Les Monuments Historiques

La commune de Braine dispose d'un patrimoine architectural qu'il convient de signaler. On recense actuellement trois Monuments Historiques sur le territoire communal :

- Ancienne abbaye de Saint-Yved, inscrite par arrêté du 15 juin 1927 et reste du pignon sud (1927)
- Maison à colombages du 15^e siècle, dite espagnole, inscrite par arrêté du 14 mai 1927 et du 10 mars 1931
- Château du Bas, dont il ne subsiste que les caves, inscrites par arrêtés du 14 mai 1927 et la porte, inscrite par arrêté du 15 juin 1927



Les abords des monuments historiques²⁰

Les monuments sont indissociables de l'espace qui les entoure : toute modification sur celui-ci rejaillit sur la perception et donc la conservation de ceux-là. Aussi la loi impose-t-elle un droit de regard sur toute intervention envisagée à l'intérieur d'un périmètre de protection de 500 mètres de rayon autour des monuments historiques. Depuis la loi du 13 décembre 2000 dite " Solidarité et renouvellement urbain " (SRU), le périmètre de 500 mètres peut être adapté aux réalités topographiques et patrimoniales, sur proposition de l'ABF, après accord de la commune et enquête publique, dans le cadre de l'élaboration ou de la révision du PLU.

Protéger la relation entre un édifice et son environnement consiste, selon les cas, à veiller à la qualité des interventions (façades, toitures, matériaux), à prendre soin du traitement des sols, du mobilier urbain et de l'éclairage, voire à prohiber toute construction nouvelle aux abords du monument.

La servitude de protection des abords intervient automatiquement dès qu'un édifice est classé ou inscrit. Toutes les modifications de l'aspect extérieur des immeubles, les constructions neuves, mais aussi les interventions sur les espaces extérieurs doivent recevoir l'autorisation de l'ABF. La publicité et les enseignes sont également sous son contrôle. La notion de "co-visibilité " avec le monument est ici déterminante ; il s'agit pour l'ABF de déterminer si le terrain d'assiette du projet et le monument sont soit visibles l'un depuis l'autre, soit visibles ensemble d'un point quelconque.

S'il y a co-visibilité, l'ABF dispose d'un avis conforme. Dans le cas contraire, son avis est simple. La différence entre avis simple et avis conforme ne signifie pas que seul le second est obligatoire, car les deux avis le sont.

Avis simple et avis conforme diffèrent sur d'autres points :

²⁰ Source: <http://www.culture.gouv.fr>

- Pour l'avis conforme, l'autorité (maire ou préfet) qui délivre l'autorisation est liée par l'avis de l'ABF ; elle ne peut s'y opposer qu'en engageant une procédure de recours auprès du préfet de région. Ce dernier tranchera après consultation de la CRPS. Ce recours ne devrait avoir lieu que lorsque la discussion n'a pas permis d'aboutir à un accord.
- Pour l'avis simple, l'autorité qui prend la décision n'est pas liée par l'avis de l'ABF ; elle peut passer outre à celui-ci et engage alors sa propre responsabilité, l'avis faisant référence en cas de contentieux. À titre exceptionnel, le Ministre chargé de la culture peut " évoquer ", c'est-à-dire se saisir du dossier et émettre l'avis requis - qu'il soit conforme ou simple - à la place des autorités déconcentrées.

3.3.2. L'inventaire général du patrimoine culturel

En plus des éléments sus-cités, l'inventaire général du patrimoine culturel recense :

- Le Monument au mort de la guerre de 1914-1918
- Le Parc de l'ancienne abbaye

3.3.3. Autres éléments remarquables

Au-delà des recensements pré-cités, il est possible de dégager plusieurs éléments de patrimoine remarquables sur le territoire de Braine :

- La mairie,
- Le lavoir,
- Le porche du jardin municipal,
- Le Château de la Folie (à Cerseuil, mais propriété de la commune),
- Le château de la Roche,
- Le cimetière communal,
- Le cimetière militaire,
- Le barrage des vantaux,
- La cheminée d'usine
- La Chaussée Brunehaut, ancienne voie romaine



3.3.4. Le patrimoine archéologique

Le Service Régional de l'Archéologie de Picardie devra être consulté lors de projets de travaux de terrassement à l'occasion des extensions de réseaux ou de reconstruction dans les sites archéologiques connus, afin de pouvoir s'assurer qu'aucun site préhistorique ou historique ne sera mis à jour lors des affouillements du sol. Toute découverte fortuite doit être immédiatement signalée au Service Régional de l'Archéologie de Picardie.






















Il convient de rappeler les lois suivantes :

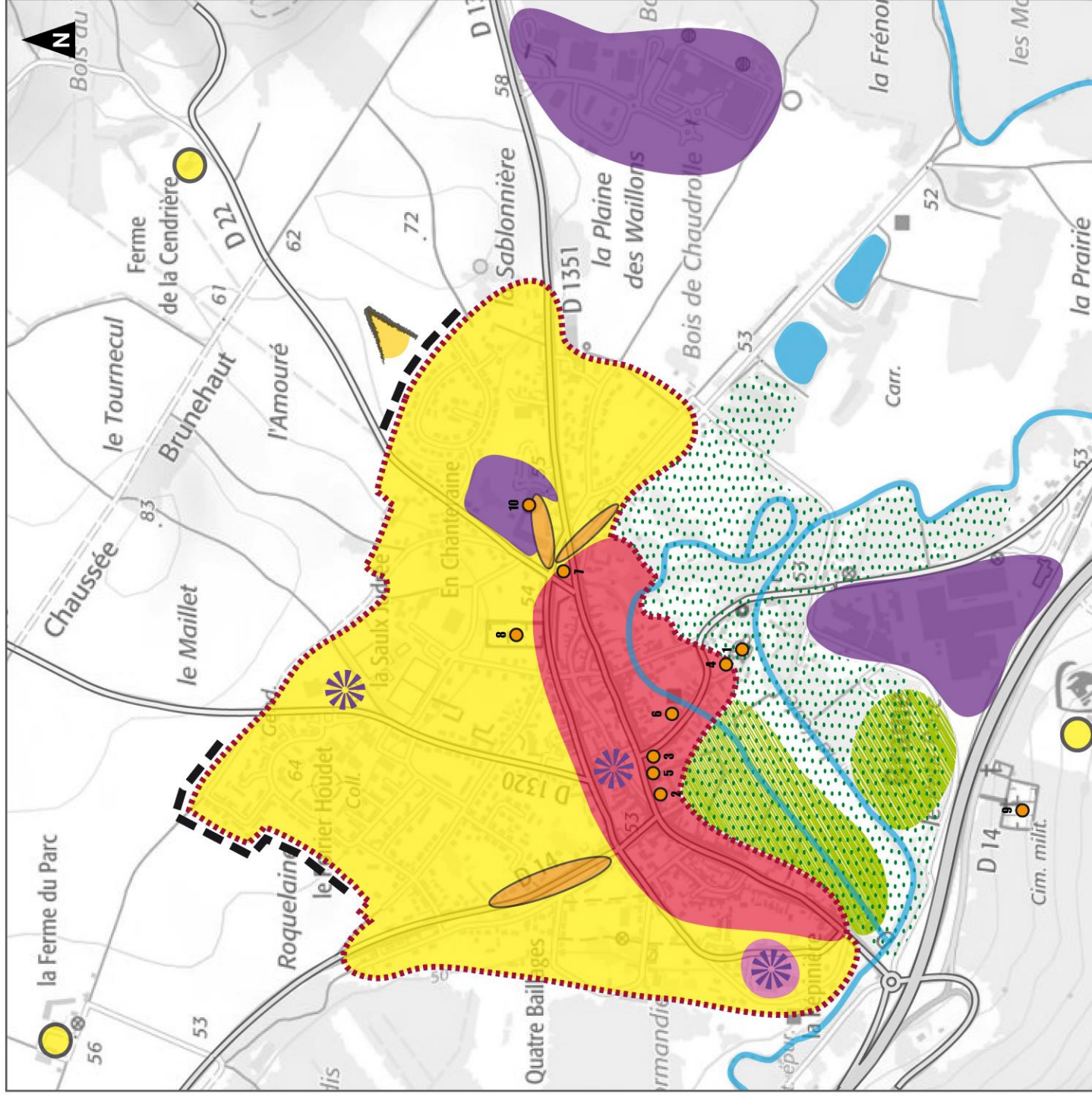
- Loi du 27 septembre 1941 (validée et modifiée par l'ordonnance du 13 septembre 1945) particulièrement ses articles 1 (autorisation de fouilles) et 14 (découvertes fortuites),
- Loi du 15 juillet 1980 (articles L. 322.1 et 322.2 du nouveau code pénal) relative à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance (dont destruction, détérioration de vestiges archéologiques ou d'un terrain contenant des vestiges archéologiques),
- Loi n°89-900 du 18 décembre 1989 relative à l'utilisation des détecteurs de métaux et son décret d'application n°91-787 du 19 août 1991,
- Loi n°2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive, modifiée par les lois 2003-707 du 1er août 2003 et 2009-179 du 17 février 2009,
- Article R. 111-4 du code de l'urbanisme « Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques. »

Commune de Braine

Plan Local d'Urbanisme

Morphologie urbaine

- | | | | |
|---|------------------------------|---|-----------------------|
|  | Centre ancien |  | Ferme isolée |
|  | Extension en faubourg |  | Limite d'urbanisation |
|  | Extension récente |  | Cours et plan d'eau |
|  | Secteur industriel |  | Front urbain |
|  | Zone d'activité |  | Cône de vue |
|  | Anciens jardins remarquables |  | Pôle urbain |
|  | Vergers, jardins et pâtures |  | Éléments patrimoniaux |
|  | Ferme isolée | | |
|  | Limite d'urbanisation | | |
|  | Cours et plan d'eau | | |
|  | Front urbain | | |
|  | Cône de vue | | |
|  | Pôle urbain | | |
|  | Éléments patrimoniaux | | |
1. Abbaye St-Yved
 2. Maison à colombage
 3. Château du bas
 4. Monuments aux morts
 5. Mairie
 6. Lavoir
 7. Porche du jardin municipal
 8. Cimetière
 9. Cimetière militaire
 10. Cheminée d'usine



Le paysage, la forme urbaine et l'architecture : constats et enjeux

Constats :

- Un bâti individuel qui participe à la qualité du cadre de vie
- Des zones résidentielles déconnectées du village ancien
- 3 sites classés à l'inventaire des monuments historiques

Enjeux

- Conserver la qualité paysagère du site
- Préserver le caractère « vert » et végétal du bâti existant
- Structurer des limites urbaines franches et non diffuses en évitant la diffusion des constructions et le mitage
- Réfléchir aux coutures urbaines et à la prise en compte des liaisons douces